QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - Nº 13448

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur: André Fontaine

DIMANCHE 24-LUNDI 25 AVRIL 1988

## **Amnistie** à Taiwan

Les portes des prisons de Taiwan se sont ouvertes vendredi 22 avril pour 7 776 prisonniers, tandis zu'environ 30 000 vont bénéficier de mesures de clémence. Cette amnistie a été décrétée per le nouveau président. M. Les Teng-hui, en commemoration de la mort de son prédécesseur Chiang Ching-kuo, décédé il y cent jours. Seules n'en bénéfic

tradition : 17 000 personnes raient átá libérées en 1975 à la

arvateurs auront résisté

place. En même temps il poursuit la politique d'ouverture vers le continent de son prédécesseur : depois le 16 avril, les Tellwanais fin de 1987, ils pouvaient déjà se rendre sur le continent à cer-Pékin vient d'emnistier tous les e criminels » qui avaient fui à Taiwan en 1949.

volonté menifestée à Taïpeb e succès n'est pes garanti. Il dirigeants talwansis sont devenus plus réelistes, plus moins frâeux face à un régime communiste qui rêve de bénéficier des capitaux et du savoir faire qui est à l'origine du « mirecle > économique talwanais.

En dépit de leurs anciennes rivalités, le PC et le Kouomintang sont event tout nationalistes. Tous deax s'accordent pour éstifirmer la souveraineté nies sur is Tibet, et Taïpen a les Spratieys. La heine accumu de Tehang Kai-chek com



## Le premier tour de l'élection présidentielle

# • La droite comme la gauche redoutent l'« effet Le Pen » • Le scrutin risque d'être troublé en Nouvelle-Calédonie

Tous les candidats et la plupart des formations politiques de gauche comme de droite craignent l'« effet Le Pen » sur les résultats de l'élection présidentielle.

par Jean-Marie Colombani

L'irruption du drame calédoen sur la scène métropolitaine, gne pour le premier tour de l'élec-tion présidentielle, a naturellement semé le doute dans les états-majors, et inévitablement soulevé cette sinistre question : quel candidat « profitera » de cette violence, quel autre en pâtira, si tant est que le Caillou prépecupe l'électeur... Pour ure, constatons simplement que Raymond Barre est resté centriste, en souhaitant qu'il n'y ait pas exploitation politique; que François Mitterrand a opté pour le comportement présidentiel, en lançant un appel au calme ; que

risquait d'être troublé par la multiplication des escarmouches entre les militants du FLNKS et les forces de Jacques Chirac a, lui, préféré res-

calédonienne, le scrutin de 1988 a pour caractéristique d'être le premier mettant aux prises, pour la lutte finale, le chef de l'Etat et le

ter candidat, en reprochant an

président de n'avoir pas « décou-

ragé - les mains criminelles

L'intérêt du 24 avril est, bien sûr, de donner la clé du 8 mai. Ses résultats vont faire l'objet de trois

> (Lire la suite page 5 et les informations sur la Nouvelle-Calédonie pages 6 et 16.)

l'ordre. Les dirigeants du FLNKS ont En Nouvelle-Calédonie, le scrutin couplé avec les élections régionales tions régionales.

posé trois conditions à la libération des gendarmes détenus sur l'île d'Ouvéa dont l'annulation des élec-



La réapparition de M. Ligatchev

## La comédie du pouvoir au Kremlin

M. Ligatchev était présent, vendređi soir 22 avril, au Kremlin, au côté de M. Gorbatchev, pour la cérémonie marquant l'anniversaire de Lénine.

Cette réapparition met un terme, au moins provisoire, aux rumeurs qui circulaient à Moscou selon lesquelles sa position de numéro deux du régime était compromise.

MOSCOU de notre correspondant

HÉLÈNE CIXOUS

**MANNE** 

aux Mandelstams aux Mandelas

des femmes

Amoinette Fouque

Fiché en plein cœur du Kremleurs, stupidement blanc au milieu du chatoiement des ocres, et désespérément géométrique dans cet univers d'arrondis polissés par les siècles, le palais des congrès était, le vendredi 22 avril, le plus beau des théâtres du monde. Sur un argument bien faible (le cent dix-huitième anni-

Lénine), on y jouait en effet la comédie du ponvoir soviétique à l'heure de la « perestroïka » et les acteurs - M. Gorbatchev en tête - étaient à la hauteur du drame. C'est que cinq heures avant le lever de rideau, midi heure de Moscou, l'aube aux Etats-Unis, on avait appris qu'un grand quotidien américain annonçait, détails à l'appui, que le bureau politique avait, trois jours plus tôt, retiré à attributions - la presse et l'idéo-

logie, - et hi avait de surcroît

enjoint de prendre deux mois de vacances.

Deux mois, c'est le temps qui reste d'ici à l'ouverture de la circulant depuis dix jours dans tout Moscou semblaient confir-mées, amplifiées même, puisque le numéro deux était supposé avoir non seulement perdu ses resonsabilités mais aussi la possibilité de peser sur la préparation de

## Le sort des otages

Difficiles négociations à Beyrouth

PAGE 16

## Voiture piégée au Liban

49 morts à Tripoli. PAGE 16

## Les livraisons **illégales**

Deux contrats récents à l'origine des arrestations. PAGE 9

### Une concession de Mª Thatcher

Les salaires des infirmières britanniques sont augmentés.

PAGE 16

### La vente des « Echos »

M. Balladur autorise la cession du quotidien économique au groupe Pearson. PAGE 10

## Michael Jackson en concert

L'homme aui voulait être un enfant.

PAGE 10

Le sommaire complet se trouve en page 16

L'exil français du dictateur haïtien

## La vie en or des Duvalier

La cour d'appel d'Aix-en-Provence doit dire, le lundi 25 avril, si les tribunaux civils français sont compétents pour se prononcer sur les poursuites engagées par la République d'Haïti contre l'ancien dictateur Jean-Claude Duvaller et plusieurs de ses pro-

Toussaint Louverture, l'esclave rebelle qui fit d'Haïti la première république noire, mourut, rongé par la maladie, près de Pontarlier (Jura) dans un cachot glacial où Napoléon l'avait embastillé. La France est devenue bonne fille: la famille Duvalier, qui, en trente ans de règne avide et cruel, a ruiné Haîti, coule des jours paisibles dans une villa de Mougins (Alpes-Maritimes), providence des meilleurs restaurants de la Côte d'Azur, des grands couturiers et des joailliers parisiens.

Cela fait deux ans qu'un appareil de l'US Air Force les a débarqués en France pour un séjour prétendument sans lende-main. Mais le provisoire perdure, la justice est nonchalante et leur magot est tenu, pour l'essentiel, en lieu sîtr. Les déshérités des bidonvilles de Port-au-Prince, parmi les plus atroces cloaques des Amériques, ne reverront pas de sitôt les 600 millions de dollars (au moins) que le clan Duvalier, parentèle et clientèle,

est accusé d'avoir détourné de ressource : ni comptes en banque 1957 à 1986. ni revenus apparents. « Nous

Réfugié dans la villa Mohamedia où l'on aperçoit, dissimulé derrière un cyprès, un homme armé d'un fusil à pompe, le président » ne reçoit plus. Le filet de la justice se resserre autour de lui et si les mailles sont encore lâches, le dictateur en exil a passé, il y a quelques semaines, un mauvais quart d'heure.

Le jour vient à peine de se lever ce matin-là. Un cortège de voitures emprunte l'étroit chemin qui mène, le long de l'autoroute Estérel-Côte d'Azur, jusqu'à la villa. A leur bord, une quinzaine de personnes, gens de police et de justice, qui viennent, sans crier gare, perquisitionner. Jean-Claude Duvalier et son épouse, Michèle Bennett, sont tirés du lit. Dérangés eux aussi dans leur sommeil, leurs proches et domestiques sont poussés avec eux au milieu du salon, certains en robe de chambre, tous abasourdis.

Décontenancée, l'altière Michèle Duvalier, qui se posait comme l'Eva Peron d'Haîti, la madone des indigents, serre contre elle un carnet qui ne peut qu'intriguer ses visiteurs imprévus. Imprudemment, elle y a recensé d'une écriture nette les dépenses du couple « présidentiel ». La lecture de ces pages appliquées est d'autant plus instructive que les Duvalier ne disposent à première vue d'aucune

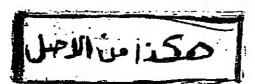
avons pratiquement laissé [en Haïti] tout ce que nous avions », a prétendu un jour sur Europe 1 l'ancienne « première dame ».

Dans ce Midi de la France où il fait bon vivre, le dictateur déchu et sa famille ne risquent pas la déchéance. Pas de ressources officielles, mais de l'argent qui coule à flot. Tenter de percer à jour ce mystère, c'est croiser à nouveau sur son chemin Adnan Khashoggi, le brasseur d'affaires saoudien, convaincu d'avoir dissimulé en France une trentaine de toiles de maître emportées dans sa fuite par un autre couple de dictateurs, Imelda et Ferdinand Marcos des Philippines (le Monde du 17 mars). Ainsi la villa Mohame-dia, où les Davalier jouissent de leur fortune, appartient-elle à l'un des fils aînés du Saoudien, Mohamed, dont ils sont depuis juin 1986 les hôtes.

Ils n'y paient que le téléphone, l'eau, le gaz et l'électricité, tou-jours en liquide afin d'échapper à d'éventuelles saisies bancaires, même lorsqu'il s'agit de sommes élevées (plus de 58 000 F versés aux PTT en décembre 1987).

Les quatre vigiles armés qui se relaient jour et nuit dans le jardin de la villa? Payés en numéraire comme les commerçants des environs.

BERTRAND LE GENDRE. (Lire la suite page 9.)



# **Dates**

#### **RENDEZ-VOUS**

Dimanche 24 avril. - Cameroun : Elections présidentielle et législatives. lle Maurice: Conférence régionale pour l'Afrique de la PAO (jusqu'au 4 mai).

Lundi 25 avril - Luxembourg: Conseil des ministres des affaires étrangères des Douze

(25-29).
Rangladesh: Ouverture de la Bangladesh: Ouverture de la session du nouveau Parlement par le président Ershad. Grève générale de huit heures à l'appel de l'opposition.

Mardi 26 avril. - Casada: Elections générales dans la province de Manitoba. Corée du Sud : Elections Etats-Unis : Primaires en

Pennsylvanie.

Vendredi 29 arril. - Europe: Visite du premier ministre japonais, Noboru Takeshita au Royaume-Uni, en RFA et en Italie (jusqu'au 8 mai).

Dimenche 1º mai. - Salvador : Entrée en fonctions de la nouvelle Assemblée.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 660 672 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL le Monde

Audré Fontaine, directour de la publication

ubert Boure-Mêry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) Audré Laurens (1982-1985)

cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social: 620 000 F

Principany sespriés de la société : Principato: associes de la societé :

Société civile

Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. Audré Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef: Claude Sales.



5, rue de Mostiessay, 75007 PARIS Tél : (1) 45-55-91-82 es 45-55-91-71 Tèlex MONDPUB 206 136 F



Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composez 38-15 - Tapez LEMONDE **ABONNEMENTS** BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 69 Tel: (1) 42-47-98-72

6 mais 9 mais 12 mais

354 F 672 F 954 F 1 200 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ETRANGER (per messageries)
- BELGIOUE/LUXIMBOURG/PAYS-BAS
399 F 762 F 1 989 F 1 380 F IL - SUISSE, TUNISTE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F Par voic atrieume: tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisionet: nos abonnés sont invicés à ionnuler lour demande deux temaines avant lour départ. Joindre le demidre bande d'euvei à toute correspondance. Venillez avoir l'oblignance d'écrire tous les nous propres en empitales d'imprimerie.

**ABONNEMENTS** PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO 365 jours par an. 24 heures sur 24

Il y a dix ans

# Le coup d'Etat communiste à Kaboul

L est midi et demi ce 7 du mois du Taureau (Saor) 1357, équivalent du 27 avril 1978 dans le calendrier solaire musulman en usage en Afghanis-tan, quand la population de Kaboul commence à s'interroger: un coup de canon a été entendu vers midi, des tanks circulent sur la place du Pachtounistan, près du ministère des communications, des soldats équipés de bazookas prennent position à proximité de la maison du président Daoud. L'accès de l'ambassade de France voisine est bloqué.

Personne ne suit interpréter ces mouvements. Certains pensent qu'il s'agit de manœuvres militaires. Un professeur communiste du lycée Estequal a cependant son idée sur la question : « Sans doute un coup d'Etat », confie-t-il, apparemment ravi. La population s'empresse de rentrer chez elle en ce début de week-end (le vendredi est le jour férié hebdomadaire). Bus et taxis, chargés de passagers, se faufilent en slalomant autour des tanks, ignorant le danger et la gravité de la situation.

Vers 13 heures, des fusillades, tirs de mitraillette ou coups de canon éclatent. Un peu plus tard, deux avions apparais-sent dans le ciel à haute altitude. On n'apprendra que plus tard qu'ils viennent, à l'appel de Daoud, de la base de Chin-dand, dans l'ouest de l'Afghanistan. Incapables de discerner parmi les chars en action quels sont ceux des rebelles et disposant de faibles réserves de carburant, ils repartent bientôt, impuissants.

La radio ne donne, bien sûr, pas d'infor-mations. Mais des échanges entre les insurgés peuvent être surpris, car ils utili-sent une longueur d'onde voisine de celle de Radio-Kaboul: • Nous sommes arrivés à la radio, entend-on sinsi dans l'aprèsmidi, mais des soldats la défendent. Que devons-nous faire? - Peu après, à 17 h 30, Radio-Kaboul tombe. Au même moment - mais on ne l'apprendra que plus tard, les sept leaders communistes emprisonnés depuis la veille sont libérés.

Pendant ce temps, la population de Kaboul, stupéfaite, assiste, qui dans son jardin, qui du toit de sa maison en terrasse, à un impressionnant ballet aérien: enes où se trouve enserré Kaboul, des Mig piquent avec précision sur le palais présidentiel, qu'ils arrosent de roquettes, se redressent vivement et quittent la scène avant de revenir pour une nouvelle vague d'assant. Une aile du palais prend feu.

#### La « grande révolution de Saor »

Le coucher du soleil a beau interrompre les bombardements aériens, l'essentiel est maintenant joué et la radio, aux mains des insurgés, peut annoncer, à 19 heures, dans un communiqué solennel, la fin du règne de la famille des Yahya (1).

En réalité, les combats vont durer encore une partie de la nuit. La garde présidentielle résiste avec opiniatreté. La garnison de Richkhor, aux portes de Kaboul, essaie de lui prêter main forte. Mais en vain. A l'aube du 28 avril, le palais est pris et Daoud, qui a refusé de se rendre, est sommairement exécuté, ainsi que ses plus proches collaborateurs et les dix-huit membres de sa famille, dont cinq enfants.

Ainsi s'achevait la domination des Douranis, qui avaient créé le royaume d'Afghanistan en 1747 et y avaient régné avec le titre d'émir ou de roi, et finalo-ment de président de la République après le 17 juillet 1973, date à laquelle le prince Daoud, pourtant cousin et beau-frère du roi, avait renversé la monarchie.

Selon la version communiste officielle, la chute de Daoud fut accueillie avec un grand enthousiasme populaire. En consé-quence, les nouvelles autorités qualifièrent le coup d'Etat de « révolution », puis une instruction ministérielle intima l'ordre de désigner les événements sous le nom de grande révolution de Saor » (en référence, bien sûr, à la « grande révolution

En réalité, si les gens sortirent nombreux les jours suivants pour visiter les lieux des combats, ils n'étaient pas mus par une sympathie particulière, mais bien plutôt par la curiosité : ils cherchaient à recueillir quelques douilles, observaient les tanks détruits ou la brêche qu'une

roquette avait provoquée dans l'ambassade de France, humaient l'odeur de poudre qui flotta pendant vingt-quatre heures dans l'air. Surtout ils essayaient de s'informer: combien y avait-il eu de victimes? On parlait de dix mille morts, la réalité étant sans doute plutôt voisine de deux mille ou trois mille morts (2). Et qui étaient les nouveaux dirigeants? Le bruit courait qu'il s'agissait d'officiers nationalistes. Personne n'évoquait l'hypothèse d'un coup d'Etat communiste.

Ni radieux ni particulièrement attristés de l'écroulement du régime d'un président cependant totalement absents du milieu rural, ce qui n'est pas gênant pour prendre. le pouvoir, mais l'est davantage dans un pays à 90 % agricole si on veut y établir un pouvoir stable. En outre, ils étaient divisés profondément en deux factions hostiles, même si également dociles à Moscon (toute critique sur la politique soviétique était sévèrement sanctionnée).

Quand ces deux mouvements décident, le 3 juillet 1977, de fusionner, il n'est donc-pas difficile de deviner une décision venue d'URSS. Dès lors, les communistes se préparent à prendre le pouvoir. Selon cer-



qui p'était plus populaire, les habitants de Keboul choqués cependant par la violence des combats et par les massacres des proches de Daoud, attendaient, un peu abasourdis, de voir comment tout cela allait évoluer. Quant aux habitants de la province, totalement absents des événements, il faudra un certain temps avant qu'ils puissent confronter des témoignages

#### L'assassinat de Mir Akbar Khayber

Cette stupeur un peu morne contrastait avec la véritable satisfaction, voire la liesse qui avait accueilli, cinq ans auparavant, l'accession au pouvoir de Daoud. Les gens pensaient que le pays avait besoin de sa fermeté, et l'abolition de la monarchie leur avait donné l'impression de sortir magiquement du passé. L'alliance nouée par le nouveau président avec des officiers communistes pour parvenir au pouvoir n'avait pas outre mesure ému la population tant elle lui faisait confiance.

Daoud avait très mal su gérer ce capital de sympathie : il avait instauré un régime autoritaire et solitaire, et la plupart des réformes qu'il avait annoncées s'étaient enlisées. Il s'était séparé un à un des ministres communistes qui constituaient au départ la moitié de son gouvernement et occupaient des postes-clés comme celui

de l'intérieur.

Dans le domaine des relations exté-rieures, il avait entrepris d'affirmer son indépendance à l'égard des Soviétiques, dont il avait pourtant favorisé jadés la pénétration dans le pays, et notamment dans les forces armée ; il avait envoyé ses deux fils en URSS faire leurs études supérieures. Il s'était rapproché à partir de 1975 du Pakistan et de l'Iran, indisposant ainsi sérieusement Leonid Breinev et. début 1978, il avait rendu visite à de nombreux chess d'Etat de la région pour préparer soigneusement la conférence des pays non alignés qui devait s'ouvrir le 2 mai à Kaboul et où il soubaitait, dit-on, contrebalancer l'influence des pays prosoviétiques.

De leur côté, les communistes afghans n'étaient pas restés inactifs. Ils ne représentaient certes pas une force considérable : sans doute aux environs de cinq mille membres. Mais ils étaient relativement bien organisés et possédaient quelques bases d'implantation chez les fonctionmires et surtout dans l'armée. Ils étaient

tains, le mois d'août 1978 avait été retenu. A moins que...

Le 17 avril 1978, Mir Akbar Khayber, un des principaux dirigeants du Parti communiste, est assassiné. Le crime est immédiatement imputé aux services secrets de Daoud, et l'enterrement est l'occasion d'un important rassemblement de plus de dix mille personnes choquées sinat, an cours duquel Nour Mohammad Taraki, secrétaire général du parti, met en garde le pouvoir.

C'était inout sous le régime de parti unique instauré par Daoud, pendant lequel aucune manifestation publique ne s'était déroulée. La réaction du président pe pouvait faire aucun doute. Le 26 avril, les principaux dirigeants du parti sont emprisonnés. L'un d'entre eux, Hafizullah Amin, bénéficie cependant de quelques heures de délai qu'il utilise, semble-t-il, pour donner les instructions nécessaires au déroulement du coup d'Etat déclenché par cette mesure.

#### La soviétisation

De fortes présomptions existent pour que le commanditaire véritable de l'assasnat de Khayber sit été Amin lui-même. Disons seulement que, dans cette hypothèse, on connaîtrait le nom des deux assassins : les deux frères Sediq et Aref Alemyar, auxquels H. Amin confiera plustard de hautes responsabilités et qui furent au nombre des quelques dirigeants exécutés en juin 1980, peu après l'invasion

On s'est besucoup interrogé également sur l'implication de l'URSS dans les événements d'avril 1978. Son second sur le principe d'un coup d'Etat, sa volonté même que le président Daoud soit renverse, ne font pas de doute. Son assistance - au moins passive - par le biais de nombreux conseillers soviétiques placés à tous les échelons de l'armée, et notamment dans l'armée de l'air, est infiniment probable. Sa participation concrète, en revanche, n'est pas démontrée. Les photocopies des ordres d'Amin auraient été réalisées sur le photocopieur de l'ambassade soviétique, aucun autre photocopieur n'étant

disponible. Indice bien faible... L'ambassadeur d'URSS, Alexandre Puzanov, était, quant à lui, à la pêche ce

Plus que par leur propre l'orce, les com-munistes avaient en fait vaince Daoud

assurés du sontien soviétique et convainces d'être les artisans du mouvement irrésistible de l'histoire, ils entreprirent de changer radicalement la société afghane. C'est-à-dire qu'ils décidérent de la soviétiser à marche forcée.

A peine, le 30 avril, Taraki est-il dési-gné comme chef de l'Etat, que l'Union soviétique reconnaît le nouveau régime. Il est difficile dès lors de distinguer l'action du nouveau gouvernement de la politique de l'URSS. Des contrats avec celle ci sont annoncés chaque jour à la radio. Des conseillers soviétiques débarquent dans les ministères et imposent des réformes. Ils rédigent, par exemple, de nouveaux pro-grammes pour l'école primaire. Surtout ils réorganisent, dès le 15 mai, les services secrets, prenant par le fait même la plus grande responsabilité dans le climat de règlement de comptes, de tortures, de délation, en un mot de terreur, qui s'instaura à partir de ce moment-là

De grandes réformes sont promulguées par le parti Khalq - qui jone sur son nom (le peuple) pour introduire un amalgame entre ses propres décisions et la volonté du peuple. Le 12-juillet, les dettes hypothécaires des paysans sont abolies : le 19. un nouveau drapeau - entièrement rouge est adopté. Le 2 décembre, une réforme agraire est innoée. Mai conques par des semi-intellectuels totalement coupes de la population paysanne, ces mesures engen-dreat des troubles croissants.

Pour coosacrer le tout, un traité d'amitié est signé le 5 décembre par Taraki en présence d'Hafizullah Amin (qui sera tué un an plus tard lors de l'invasion soviétique). C'est derrière ce traité que se retranchera l'Union soviétique pour justifier la légalité de son intervention en décembre 1979 (3).

MALLAND.

是为特别的

A CONTRACT

and the reality

The const

ET ET MAN

A cette époque les dirigeants afghans ont le sourire : ils ont l'impression d'avoir réalisé de grandes réformes historiques et d'avoir solidement amarré la «révolution afghane » à celle du «grand frère » soviétique. Ils croient, grace à dix mille prisonniera politiques et à une police secrète omniprésente, avoir maîtrisé le pays. Mais, malgré le nom de leur parti, ils ont capacité de résistance de la société afghane. Certuines provinces out dejà commence de se soulever et le mouvement prendra une telle ampleur en 1979 qu'il conduira à l'invasion soviétique du mois de décembre. Du coup l'URSS et les com-munistes afghans linissent de faire l'una-nimité contre eux. L'insurrection se transforme en une véritable résistance islamique généralisée.

ETENNE GILLE.

(1) Ascendant des deux decalers rois et du résident Decad

(2) Les commensies s'en reconnaissent que

(3) Es prétextant un pseudo-appel par

#### Ouvrages de référence :

\* Afghanistan Two Party Communism, per Anthony Arnold, Hoover Institution, Stanford University.

\* Afghanistan, la colonisation impossible, ouvrage collectif, Ed. du Cerf.

### Le 22 mars à Nanterre

Correspondance

Se référant à l'article publié dans le Moude daté 27-28 mars pour l'anniversaire du Mouvement du 22 mars 1968 à Nanterre. M. Patrice Louis nous écrit :

- Auteur du seul reportage effectué ce 22 mars 1968, J'ai été surpris de voir ma contribution paraître sons la seule initiale de mon patronyme. En effer, mon enregistrement, qui ne tenait pas à mon seul - désœu-wement », n'avait rien de secret. Sans trop d'organi d'auteur, il me serait agréable de retrouver l'intégralité de mon nom, n'ayant ancuse vocation à une clandestinité que vos 

## LUNDI 25 AVRIL, DATÉ MARDI 26

Le Monde

# UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL, 92 p

- Tous les résultats du premier tour
- Supplément spécial SICOB : l'état de l'Europe
- 16 pages d'offres d'emploi pour les cadres

A peine achevées les célébrations du quarantième anniversaire de l'Etat, la routine du soulèveme repris ses droits. Le vendredi 22 avril, premier vendredi du mois de ramadan et jour de la prière des musulmans, la sortie des mosquées dans la bande de Gaza, comme à Jérusalem, a doané lien à phisieurs manifestations violentes.

A Khan-Younis, dans le sud du territoire de Gaza, au moins un Palestinien a été tué par balles et plusieurs autres ont été blessés lors d'affrontements avec l'armée. Plus d'affrontements avec l'armée. Plus an nord, dans le camp de Jabaliya, un jeune homme a été atteint par une balle en pleine tête et, selou des sources palestiniennes, treize autres manifestants ont été blessés, alors que plusieurs habitants avaient défié le couvre-feu. La, comme silleurs, il s'agissait, selon la direction unifiée de soulésement de manues par du soulèvement, de marquer une journée de deuil et de « colère » à la suite de l'assassinat d'Abou Jihad.

Ces manifestations out, pour les autorités, valeur d'avertissement. Elles sont un défi aux mesures de sécurité appliquées depuis mercredi qui bouclent et isolent totalement les territoires. Quelque quatre cent mille personnes vivent toujours sous

Raid israélien

sur des positions

palestiniennes

au sud de Beyrouth

Huit combattants palestiniens out

- dépôts d'armes et de munitions ».

(d'Abou Nidai), à Boosta (Liban

La tension dans le Golfe

Washington étend

à tout navire marchand

the rest and et out fait huit tues et vingt

blessés. - (AFP, AP.)

le régime du couvre-feu, confinées à leur domicile; aucun résident de Cisjordanie et de Gaza n'est plus autorisé à critrer en Israël; les routes sont piquées de barrages de l'armée, parfois de murs de sable, interdisant la circulation dans les deux sens, et

A Jérusalem, pour la troisième fois depuis le début du soulèvement, des heurts ont en lien sur l'esplanade des mosquées. Ils furent plus brefs et spectaculaires que violents, mais n'en manifestent pas moins un regain de mobilisation à l'occasion du ramadan

La prière venaît de s'achever sur

« le noble sanctuaire », entre les mosquées Al-Aga et Omar, lorsque rent des drapeaux noirs, des emblèmes de l'OLP et catamèrent des chants nationalistes. Au premier jet de pierres, la police à tiré des balles en caoutchone, puis des unités des gardes-frontières sont intervenues en force, pourchassant et dis-persant les manifestants à coups de matraque. Une trentaine de per-sonnes ont été arrêtées et cinq antres blessées. Les incidents n'ont pas duré plus d'une demi-heure et, en début d'après-midi, touristes et fidèles reprenaient paisiblement le chemin de la vieille ville.

ALAIN FRACHON.

M. Chevardnadze décline l'invitation de M. Shamir à se rendre à Jérusalem

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a déclaré, le vendredi 22 avril, qu'il n'envisageait pas actuellement de répondre positivement à l'invi-tation du président du conseil israélien, M. Yitzhak Shamir, à se rendre en visite en Israël.

« Les conditions d'une telle visite ne sont pas encore réunies », a déclaré M. Chevardnadze lors de la conférence de presse donnée à l'issue de deux jours de discussions avec le secrétaire américain, M. George Shultz.

Le 15 avril, un porte-parole israélien avait déclaré à la presse à Tel-Aviv que M. Shemir invitereit M. Chevardnadze s'il était sûr que le chef de la diplomatie soviétique accepta catte invitation.

M. Chevardnadze n'a pas précisé quelles étaient les conditions qu'il posait pour accepter une telle invitation. - (Reuter.)

### Les Occidentaux refusent de condamner l'Etat hébreu sans preuves

ONU: le débat sur le meurtre d'Abou Jihad

NEW-YORK de notre correspondant

été blessés, le vendredi 22 avril, lors Le Conseil de sécurité des d'un raid aérien israélien contre des Nations unies étudie, depuis le jeudi 21 avril, la plainte déposée par la Tunisie contre Israël à propos de l'assassinat d'Abou Jihad, le 16 avril, en Tunisie. positions du Front populaire de libération de la Palestine, commande-ment général (FPLP-CG, de M. Ahmad Jibril), sur le littoral druze au sud de Beyrouth. Un Pales-

Cependant, c'est au grand jeu de la dissimulation que se livrent les principaux membres occidentanx du Conseil de sécurité. Le représentant de la Grando-Bretagne a affirmé tinien aurait, en outre, été tué, selon la police libanaise. Un porte-perole militaire israélien a confirmé le raid, indiquent que les avions israéliens ont attaqué des que son gouvernement se consaissait pas les identités des assassins et qu'il en savait encore moins sur les commanditaires du crime. Le reprébâtiments servant de quartier géné-ral à une « organisation terroriste » et ont également détruit des semant de la France a adopté une attitude similaire en condamant vigoureusement l'atteinte à la souve-raincté de la Tanisie et le terrorisme Il s'agit du sixième raid aérien israélien contre des positions palesti-niennes au Liban depuis le début de l'année et le troisième sur la montasous toutes ses formes, tout en évitant soigneusement de mentionner Israël. Seule l'Italie – membre non gne druze du Chouf. Les deux derpermanent – a affirmé: « Tout indique que le crime a été commis niers ont été monés, le 23 et le par un commando envoyé par 24 mars, contre des positions du

> Le point de vue occidental se résume ainsi : alin de pouvoir accuser un gouvernement d'avoir commis

un crime, il faut que le Conseil de sécurité dispose de preuves irréfuta-bles. Or, des articles de journaux ne constituent pas une preuve juridi-que. Les Occidentaux rappellent, en privé, l'opposition du bloc soviétique et du tiers-monde à une éventuelle condamnation de la Corée de Nord dans l'affaire de l'avion sud-coréen disparu en vol en novembre dernier, opposition justifiée par l'absence de preuves formalles.

Le projet de résolution élaboré par la Tunisie tient compte des réticences des Occidentaux. Le texte mentionne la plainte déposée par la Tunisie contre Israel, mais ne condamne pas le gouvernement de Jérusalem directement. M. Mestiri, le ministre tunisien des affaires étrangères, devait de nouveau consulter le représentant américain pendant le week-end. Néanmoiss, la souplesse tunisienne a des limites : Nous avons fait un effort umense, mais il y a un point où trop de modération devient de la bétise et nous ne franchirons pas ce pas », e-t-il déclaré devant la presse.

CHARLES LESCAUT.

## Différend américano-helvétique sur l'accréditation

d'un ambassadeur d'Iran à Berne

Un différend diplomatique a éclaté entre les Etats-Unis et la Suisse à propos de l'accréditation la protection de l'US Navy dans ce dernier pays d'un ambassa-deur d'Iran considéré par Washing-Le gouvernement américain décidé d'étendre sa politique d'interton comme l'un des principanx resvention dans le Golfe en autorisant l'US Navy à protéger tout navire marchand attaqué dans les caux ponsables de la prise d'otages, en nevembre 1979, des diplomates américains en poste à Téléran. Au nombre de cinquante-deux, ces der-niers avaient été retenus quatre cent internationales, même s'îl ne bat pas pavillon américain. La décision a été annoncée le vendredi 22 avril 1 quarante-quatre jours. La Suisse, qui représente les intérêts américains en Iran, avait participé aux

Nous estimons totalement inan-

Cette nouvelle politique, seion des négociations qui avaient permis la libération des diplomates. responsables gouvernementaux qui ont demandé à conserver l'anonymat, est destinée « à prendre les Iraproprié que l'un des chefs des pre-neurs d'otages de Téhéran, qui a niens par surprise », car, jusqu'à présent, les Iraniens savaient que les bâtiments de guerre américains dans malmené l'immunité diplomatique, soit lui-même accrédité comme la région avaient pour ordre de ne ambassadeur . a fait savoir protéger que les navires battant pavillon des Etats-Unis (celui-ci Washington Berne n'a, pour sa part, pas montré le moindre embarras devant les multiples démarches avait été accordé à plusieurs pétroliers koweltiens). américaines, estimant, au contraire, que l'insistance des Etats-Unis était piutôt déplacée. Chargé d'affaires

Notre but n'est pas d'entrer en guerre avec l'Iran. Notre but est d'assures la sécurité du trafic neutre opérant à partir de ports neu-tres », a-t-on souligné à Washington.

Selon les termes de cette nouvelle décision, cependant, sculs les navires disposant du pavillon américain bénéficieront de la protection « sur mesure » des convois de PUS Navy. d'une attaque ne pourront être pro-tégés que si un bâtiment de guerre ou des avions américains se trouvent à proximité

Dans certeins cas, qui n'ont pas été précisés, la projection pourrait également s'étendre aux plates

présenté ses lettres de créances le 22 mars. Si le ministère helvétique des affaires étrangères a indiqué qu'une enquête préalable avait montré que rien ne s'opposait à l'accréditation de M. Malaek, le ministère public n'a pas caché avoir, quant à lui, émis des réserves dès l'été 1987 au sujet du futur ambassadour

que M. Malaek était bien comm des diplomates otages en tant que prin-cipal responsable des interroga-toires, et que cela avait été signalé à plusieurs reprises aux Suisse

En 1986, la Grande-Bretagne avait refusé d'accréditer M. Malaek comme ambassadeur à Londres. Un responsable du département d'Etat ayant requis l'anonymat a précisé que le Canada avait fait de même, et que la candidature du diplomate ira-nien au poste d'ambassadeur au Japon avait été retirée devant l'absence de réponse japonaise. Il a précisé que les Etats-Unis avaient refusé son accréditation à l'ONU. —

en Suisse depuis décembre 1986, . M. Mohamed Hossein Malack a Le Monde sur minitel

PRÉPAREZ VOTRE **VEILLÉE PRÉSIDENTIELLE** 

36.15 TAPEZ LEMONDE

La visite de M. Shultz à Moscou et le prochain sommet Reagan-Gorbatchev

### A défaut de traité, un « document » pourrait être adopté sur les armements stratégiques

Comme on s'y attendait, les entretiens que le secrétaire d'Etar améri-cain a eus à Moscou, les 21 et 22 avril, avec les dirigeants soviétiques ne permettent pas de miser sur la conclusion d'un accord de réduction des armements nucléaires stratégiques avant le prochain sommet Reagan-Gorbatchev. Dans la décla-ration commune publiée vendredi à l'issue de la visite de M. George Shultz, les deux parties confirment leur volonté de parvenir à un tel accord, mais sans se fixer comme échéance le sommet de Moscou (29 mai-2 juin).

La déclaration souligne la détermination des deux pays « à consen-tir des efforts intensifs pour mettre au point un traité sur la réduction et la limitation des armes stratégi-ques offensives (...) le plus tôt pos-sible ». Mais ce texte omet la mention « de préférence à temps pour qu'il soit signé lors de la prochaine rencontre entre les deux leaders », qui figurait dans les communiqués rendus publics à l'occasion des prérédentes rencontres ministérielles.

Dans sa conférence de pres M. Shultz a souligné que sa visite à Moscon n'avait pas donné « beau-coup de résultats », en particulier sur la question des missiles de croisière embarqués à bord de bâtiments de guerre, qui posent des problèmes de vérification et restent l'un des points majeurs de divergence entre Américains et Soviétiques. Le secrétaire d'Etat a déciaré que les propositions soviétiques dans ce domaine n'avaient - pas soulevé l'enthou-slasme - des Etats-Unis.

Le ministre soviétique des affaires étrangères a fait, pour sa part, des commentaires de tonalité plus positive. M. Chevardnadze a souligné que des progrès avaient été réalisés lors des entretiens avec M. Shultz. « Il nous reste encore à

trouver la clé des problèmes. Mais le type de clé nécessaire est devenu évident », a-t-il dit. M. Chevardnadze a certes convenu qu'il ne s'attendait pas que le traité sur les armes stratégiques soit prêt avant le sommet Reagan-Gorbatchev, en raison du • travail très difficile et com-plique • qu'il implique. Mais, a-t-il ajouté, « s'il n'est pas prêt, un document dans lequel nous pourrions consigner les progrès réalisés pour-rait être rédigé - pendant le som-

Le ministre soviétique a, d'autre part, estimé d'une « importance pripart, esame e un e emportance pri-mordiale » que les deux parties soient tombées d'accord pour que les détails relatifs au respect du traité de 1972 sur les missiles antibalistiques (ABM) soient examinés en vue d'un « protocole séparé ». Ce proto-cole serait annexé à l'accord principal sur la réduction des armes stratégiques. - Les ministres, dit la déclaration commune publiée ven-dredi, ont donné pour instruction à leurs négociateurs de mettre au point ce projet pour qu'ils puissent l'examiner lors de leur rencontre. »

Les deux hommes ont convenu de se revoir encore une fois avant le nmet de Moscou, dans le courant du mois de mai, mais sans préciser la date ni le lieu de cette nouvelle rencontre préparatoire.

En ce qui concerne les autres sujets abordés lors des entretiens de Moscou, M. Shultz a salué l'accord de Genève sur l'Afghanistan, tout en soulignant qu'il y avait de « nom-breux problèmes en perspective », et il a laissé entendre qu'aucun progrès significatif n'avait été accompli sur les autres conflits régionaux (guerre Iran-Irak, Proche-Orient, Ethiopie, Cambodge, Afrique australe, Amérique centrale). Le secrétaire d'Etat s'est, en revanche, montré plus opti-

miste sur les droits de l'homme, en indiquant qu'il y avait eu des pro-grès et que les discussions avaient été \* très larges \*. Les principales questions évoquées lors d'une com-mission d'experts soviétiques et américains ont été la libération des prisonniers politiques, des personnes détenues pour leurs convictions reli-gieuses, le problème de la liberté de culte et le droit d'émigrer, a-t-il dit.

## de sermons

Recevant le secrétaire d'Etat américain, M. Gorbatchev a réagi vivement vendredi au dernier dis-cours de M. Ronald Reagan, dans lequel le président américain décla-rait qu'une Union soviétique qui « tente toujours d'imposer sa volonté à d'autres pays, opprime son propre peuple, viole les accords d'Helsinki sur les droits de l'homme ne peut avoir des relations normales avec les Etats-Unis ».

« Nous ne voulons pas penser qu nous avons exagéré en considérant que ces derniers temps les relations viéto-américaines se sont développées de façon positives », a dit M. Gorbatchev. « Mais, en dépit de ce qui avait été dit et fait, encore récemment des sermons ont été pro-noncés à Washington à notre intention sur la saçon dont nous devrions

M. Gorbatchev a cependant associé ce comportement à la campagne électorale en cours aux Etats-Unis et à « de vieux attachements idéologi-ques ». Il a appelé les Américains à se débarrasser de l'« illusion » selon laquelle la direction soviétique ne chercherait de succès en politique étrangère et de meilleure coopération avec les Etats-Unis que parce qu'elle serait - faible et insta-ble -. - (AFP).

Hanoï estime

que l'accord sur l'Afghanistan

ne peut pas servir

de modèle pour régler

le conflit cambodgien

L'accord sur le retrait soviétique d'Afghanistan, conclu le 14 avril à

Genève, ne peut pas servir de

modèle pour un règlement du conflit cambodgien en raison de la menace

d'un retour des Khmers reuges au pouvoir, a affirmé, jeudi 21 avril à Hanol, un porte-parole du ministère

vietnamien des allaires étrangères.

Le porte-parole a également

rejeté toute rencontre avec le prince Sihanouk tant que les différentes

factions khmères ne seront pas par-venues à un accord entre elles. Le

prince Sihanouk, actuellement à

son offre de dialogue direct avec les

dirigeants vietnamiens, en promet-tant, en cas de réponse positive de

Hanoï, de ne plus qualifier le Viet-nam d'e agresseur - du Cambodge.

et le Soviétique, en charge du dos-sier, vont cependant procéder à de nouveaux échanges de vues, lundi et mardi à Paris, dans le cadre de la

préparation du sommet Reagan-Gorbatchev. M. Igor Rogatchev, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, et M. Gaston Sigur, secrétaire d'Etat adjoint américain,

s'entretiendront également, selon toute vraisemblance, avec des diplo-mates français. Enfin, M. Tran

Les deux diplomates, l'Américain

#### NICARAGUA: le dialogue entre la guérilla et le gouvernement

#### Les « bons contras » et les « mauvais »

entre la Contra et la gouver-nement sandiniste doivent reprendre le 28 avril à Manague, les autorités nicaraeyennes cherchent à mettre à profit le malaise perceptible entre les différentes tendances des iles. Le gouvernement a. d'autre part, proposé aux Etats-Unis de reprendre des négociations directes le

MANAGUA de notre correspondant en Amérique centrale

13 mai prochain.

Tous les chafs militaires de la guérilla antisandiniste auraient quitté les montagnes du Nicaragua au cours des derniers jours pour participer à une réunion d'urgence au Honduras, pays voisin qui sert de sanctuaire à la Contra depuis sept ans. Selon un officier des services de renseignement de l'armée sandinists, « la Contra a décidé de réorganiser de fond en comble son étatmajor pour écarter les cadres militaires favorables à la signature d'un accord de paix ».

Les sandinistes ont évidemment tout intérêt à exagérer les divergences apparues au sein de la Contra entre l'aile politique, plus modérée, et l'aile militaire. ence de certains dirigeants de la Contra à la première rencontre de Manague est capen-dant l'indication d'un réel malaise, tout comme la grande « déférence » de certains autres envers les autorités sandinistes, comme le soulignent des mam-bres de l'opposition au régime.

« Nous avons eu un très bon contact personnel et de très lonques discussions avec certains des négociateurs sandinistes. Nous les avons trouvés bien plus raisonnables que nous le croyions. Cette attitude risque d'ailleurs de leur coûter cher, et

Bogota - Deux dirigeants de l'Union patriotique ont été assassinés le 22 avril, et deux députés étaient séquestrés par des guérilleros, puis relâchés dans la soirée. La même journée, un commando de l'Armée de libération nationale a tué deux propriétaires fonciers dans le

deux propriétaires fonciers dans le nord-ouest du pays, et quatre char-niers out été découverts au sud-ouest

de la province de Canca. Amnesty International a consacré un rapport

aux quelque mille assassinats politi-

nous devons faire attention à ce que nous disons à leur suiet, cer

cela pourrait mettre leur vie en

Les dirigeants de Managua ont décidé d'utiliser ces divergences pour mener une campagne visant à vendre aux militants de basa l'idée d'une nécociation avec les « bons contras », et à diriger vers les « mauvais des années de propagande contre les « mercenaires des Etete-Unia s.

C'est ainsi que, curieusement. la bête noire des sandinistes, M. Adolfo Calero, est désormais considéré - en privé - comme un « homme raisonnable ». « La place a été rompue », reconnaît le ministre adjoint des affaires extérieures, M. Victor Hugo Tinoco, qui fait partie de l'équipe de négociation du côté sandiniste. « Au début, la méliance on s'appelle par nos prénoms. A ma grande surprise, les délégués militaires de la Contra s'adressent même à Humberto Ortegi ministre de la défense et chef sandiniste des négociations pour le gouvernement sandiniste] en faisant précéder leurs propos de « Mon général ! »

Sur le plan du vocabulaire, les progrès sont évidents : il y a quelques mois à peine, les « contras » étaient réquièrement que lifiés de *a bêtes sanguinaires* ». et les sandinistes avaient droit à des épithètes du même style. Le ton reste encore agressif dans ies médias, alors que les négociateurs se parient désormais avec respect. Et que certains hauts fonctionnaires acceptent enant d'utiliser l'expression « résistance nationale » pour désigner la Contra. Comme le dit un dirigeant de l'opposition, la conservateur Mario Rappaccioli, « ce n'est plus un péché de pariel avec le Contra ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

ques commis en 1987 dans ce pays.

« Le nombre de violations des droits

de l'homme commises en Colombie,

écrit-elle et le fait qu'on les tolère,

ou qu'on ferme les yeux dessus au sein des forces armées, oblige à

conclure qu'il s'agit d'un pro-gramme délibéré d'assassinats poli-

- \* Colombie: Droits de l'homme, question d'urgence, Amnesty Internatio-nal, 56 pages, 25 F.

COLOMBIE

Assassinats et séquestrations

tiques. »

#### Visite en Europe du premier ministre japonais Le premier ministre japonais quit-

sa visite en RFA le menera o aporte à Bonn, où il s'entretiendra avec le chancelier Kohl, puis en visite pri-vée à Munich, où il rencontrera M. Franz-Josef Strauss.

M. Takeshita ne se rendra pas en France en raison de la campagne dectorale. Mais il espère - très vivement » venir à Paris avant le pro-chain sommet des sept pays industrialisés de Toronto, du 19 au 21 juin, a indiqué un responsable du

il sera notamment chargé de prépa-rer la visite de M. Takeshita, en août prochain. - (UPI, Reuter, AFP.)

#### Quang Co, vice-ministre viênamien des affaires étrangères, effectue une tournée dans trois capitales non-communistes d'Asie du Sud-Est (Kuala-Lumpur, Bangkok et Manille).

tera Tokyo le 29 avril pour une tour-née européenne qui le mênera en Italie, en Grande-Bretagne et en RFA. M. Takeshita se rendra d'abord, du 30 avril au 2 mai, à Rome où il sera reçu par le pape Jean-Paul II et par le président Cossiga, et s'entretiendra avec M. de Mita. Il s'envolera ensuite pour Londres, où il séjournera les 3 et 4 mai et rencontrera M. Thatcher. Enfin, sa visite en RFA le mènera d'abord

ministère japonais des affaires ÉTRABÈTES. Au même moment, le ministre japonais des affaires étrangères se readra en Chine, à Hongkong, en Indonésie et à Singapour. M. Sosuke Uno sera à Pékin du le au 5 mai, où

MARDI 26

**94** 

The state of the s

Company of the Company

The same of the same

A PARTY OF

THE SECOND OF

A STATE OF STATE OF

A The Later of the

-

4 4

---

Harrist Lyanger

selon le président de la Cour suprême

gation du Soviet suprême, conduite par M. Lev Tolkounov, président du Soviet de l'Union (1), le président de la Cour suprême d'URSS, dimir Terebilov, a apporte, le vendredi 22 avril, an cours d'un entretien avec quelques journalistes à l'ambassade d'Union soviétique, un certain nombre de précisions sur le projet de réforme du code pénal et du système judicisire annoncé l'an dernier par M. Mikhall Gorbatchev.

M. Terebilov, soixante-douze ans, qui fat quatorze années ministre de la justice sous Brejnev, a d'abord confirmé l'impression de plusieurs experts à Moscou : l'élaboration de cette réforme avance plus lentement que prévu : c'est aussi le sort que subit d'ailleurs un autre projet de réforme, celui de la législation sur la

Le président de la Cour suprême s'est attaché à souligner la nécessité de modifier la pratique plutôt que les textes : par exemple, a-t-il dit, il est inutile de modifier la durée des faut avoir une approche plus humaine des peines de dix à quinze ans » (considérées comme des peines de longue durée en URSS). C'est aussi, semble-t-il, l'idée qui prévant pour les deux articles du code pénal russe aux termes desquels ont été condamnés jusqu'ici les dissidents : les articles 70 et 190-1, qui punissent « la propagande et Wl'agitation antisoviétiques ». « Il s'agit d'abord de modifier leur application, a estimé M. Terebilov. Nos textes ne sons pas plus sévères que ceux d'autres pays. Ces articles, il faut les reformuler de mandère plus concrète. Dans leur forme actuelle, ils sont trop abstraits, trop vagues. En quoi consistent précisément la propagande et l'agitation

On relèvera que M. Terebilov ne parle donc pas de supprimer pure-ment et simplement l'article 70, comme l'avaient laissé entendre certains juristes soviétiques depuis l'année dernière. Quant à l'arti-

(1) La délégation avait été invitée à Strasbourg par le Conseil de l'Europe du 18 au 21 avril.

De passage à Paris avec une délé-ation du Soviet suprême, conduite at M. Lev Tolkounov, président du vient de reprendre du service avec l'inculpation du chef de file nationa-liste arménien Parouir Airikian en mars dernier.

#### La peine de mort et les réhabilitations

Pour le président de la Cour suprême, la peine de mort devrait être conservée - pendant un certain temps » pour les «crimes graves contre la vie », mais supprimée pour les femmes et les auteurs de crimes économiques. Le haut magistrat se décrit lui-même comme un adversaire de la peine capitale, mais affirme avoir reçu . une caisse entière » de lettres l'accusant de libéralisme excessif après une émis-sion à la télévision soviétique où il avait exprimé son point de vue il y a un an. Après ça, on ne m'a plus invité à la télévision pendant six mois », remarque-t-il.

M. Terebilov a, par ailleurs, reproché à la presse occidentale d'avoir à tort affirmé que des archives des victimes de la répression stalinienne avaient été brûlées - une accusation pourtant accréditée par certains archivistes soviétiques. « Pas un seul document de la Cour suprème n'a été brûlé », a-t-il assuré, mais la rumeur a pris une telle ampieur qu'il en est arrivé à interdire à ses employés de fumer ... D'ailleurs, sans dossier, aurait-il fait procéder depuis trois ans à quelque quatre cent cinquante réhabilitations pénales, dont celle de Boukharine ?

A ce propos, M. Terebilov a indiqué qu'il avait entamé l'examen de deux dossiers des accusés du second procès de Moscou, à l'issue duquel, en 1937, furent condamnés, entre autres, Zinoviev et Kamenev. La décision de leur réhabilitation pour--il dit. lors des prochaines séances plénières de la Cour suprême (il y en a quatre par an) en mai-juin, en septembre réhabilitation politique de vingt accusés du procès de 1938, réhabilités pénalement l'an dernier, n'est pas encore intervenue.

## La comédie du pouvoir au Kremlin

(Suite de la première page.) Ce mini-congrès est convoqué pour débattre de la « démocratisation » du parti et de la vie

M. Ligatchev étant l'espoir des conservateurs, la nouvelle était capitale et, bien qu'étrange, méritait d'autant plus de vérification que deux autres grands quotidiens occidentaux s'en étaient déjà fait

Arrivé la veille, pour de nouvelles discussions avant le somme de la fin mai, le secrétaire d'Etat américain n'intéresse plus, du coup, ni journalistes ni diplo-mates. A 15 heures, sa conference de presse n'est plus que l'occasio de traquer porte-parole et officiels soviétiques. Invariable, leur réponse est que non, tout cela n'est que \* bêtises », mais que oui, M. Ligatchev a bien pris des vacances, et que pour ce qui est des entretiens avec M. Shultz...

Interrogée à l'écart, une haute personnalité explique avec un grand sourire qu'absolument tout est faux. « Même les vacances? -« Non, il en a pris. » « Jusqu'à quand? » L'homme sourit de plus belle, regarde sa montre et jette : . Jusque dans une keure ». annonçant ainsi que M. Ligatchev assisterait avec tous les autres membres de la direction à l'anniversaire de Lénine.

« Et il n'a perdu aucune de ses attributions » — « Non, aucune. » Un silence et pince-sans-rire : « Je vous dirai qu'il n'en a gagné aucune non plus. - Nouveau silence, et il ajoute en s'éloignant : · Ce n'est pas pour rien que nous avons ouvert une exposition Dali: nous sommes devenus surréa-

#### L'entrée en scène da bureau politique

A 17 houres tapant, dans une explosion de musique cuivrée, le bureau politique entre en scène. travailleurs de Moscou » se lèvent dans un claquement de fauteuils rouges et tout est déjà en place. Présidant ès qualités la réunion, le premier secrétaire de Moscou, M. Zatkov, est assis au centre et, comme il est le numéro trois de la direction, M. Gorbatchev est à sa droite, assis à côté

du numéro deux et héros du jour, M. Ligatchev, dont le lourd

visage est totalement fermé. Comme d'habitude, le secrétaire général se tient très droit, avant-bras reposant, paumes ouvertes, sur le tapis vert de la tri-bune. Le chef de l'Etat, M. Gromyko, semble aussi crispé que M. Ligatchev. M. Zalkov donne la parole à M. Razonmovski quante-deux ans, membre suppléant du bureau politique, socré-taire du comité central chargé des cadres, et son discours, truffé d'attaques contre les conservatours, est une ode à la « perestrofica », à la « glasmost » et à la démocratisation

. La restructuration, dit-il d'emblée, nous a rapprochés du léninisme, car « plus de socia-lisme », cela signifie aujourd'hui plus de léninisme — c'est-à-dire la restauration du concept léninien du socialisme, avec ses idées [...] de diversité des formes de la vie économique, sociale et cultu-

A peu près à ce moment-là, M. Ligatchev se penche vers M. Gorbatchev, qui incline légèrement la tête, et une conversation s'engage, ostentatoire. Sous les caméras de télévision, qui retransmettent un direct, l'emporeur et le grand duc montrent à la cour et au peuple qu'ils se parlent toujours et que le temps des éliminations n'est pas encore venu. Ouverte, brutale et certainement haineuse, la guerre entre conservateurs et modernistes est affaire de longue haleine. Commentaire d'un célèbre journaliste soviéti-que, partisan déclaré de M. Gorbatchev: - Vouloir éliminer Ligatchev, ce serait croire qu'il ne représente que lui-même. Il représente au contraire tout un courant, puissant, avec lequel il faudra compter très longtemps, et tant que ce courant peut s'expri-mer à la direction, cela nous empêche d'oublier les réalités et contraint nos adversaires à une

certaine discipline. » A la tribune, derrière ses lourdes lunettes d'intellectuel, et sous l'immense portrait de Lénine, M. Razonmovski explique que l'apparition d'organisations - informelles - (c'est-à-dire créées en dehors des institutions)

Le colonel Khalifa Belcassim Haf-

tar, qui avait déjà tenu des propos

critiques sur le compte de son chaf

lui et ses hommes evaient été

mené par le Tchad. Il estime que

celui-ci se bat seul et n'est pas un

agent de l'impérialisme français

comme on le lui avait fait croire. En

mpés sur la nature du combat

peu après sa capture, considèr

est un signe de ce que les organisations de masse officielles ne répondent plus aux attentes des Soviétiques, et qu'il faut donc que les syndicats et les komsomols se renouvellent. Souriant, M. Ligatchev se repenche à l'oreille de M. Gorhatchev, et nouveau dialo-

#### « Aucun signe de désuccord »

- La démocratie et la transparence sapent le bureaucratisme et le conservatisme, mais par le socialisme », martelle M. Razou-movski, en déclarant que ceux qui invoquent la défense des principes » veulent en fait défendre les intérêts de positions acquises et un retour à la gestion bureau-cratique dont la faillite est amplement démontrée.

Pour chacun, ce mot de « prin-cipes » fait bien sur tilt. Le désormais fameux article de Soviet-skala Rossia, celui dans lequel les réformateurs étaient violemment pris à partie et que M. Ligatchev avait fait largement diffuser dans les organisations du parti, en s'attirant ainsi un blame du bureau politique, était en effet titré: « Je ne peux pas renoncer à mes principes. » En public, M. Ligatchev vient de recevoir une volée de bois vert et, souriant, il se penche à nouveau vers M. Gorbatchev qui, paumes toujours ouvertes, sourit aussi.

C'est Shakespeare à Byzance et ces petits échanges aimables se répètent sans cesse, une heure durant. La séance est finie. L'Internationale retentit dans les heut-perleurs, certains, dans la salle, la chantonnent, puis tout le monde se précipite, officiers tapissés de décorations en tête, vers les kiosques du Palais des Congrès qui ont l'avantage d'être bien fournis.

Le soir, M. Chevardnade, ministre des affaires étrangères et l'un des deux membres du bureau politique les plus proches de M. Gorbatchev, expliquera aux journalistes qu'il n'a constaté « aucun signe de désaccord » entre le secrétaire général et M. Ligatchev et qu' « opinions différentes » no signifie pas « situa-tions conflictuelles ». BERNARD GUETTA.

#### TURQUIE

#### Rien ne va plus entre la presse et le premier ministre

ISTANBUL de notre correspondant

La guerre est ouverte entre le premier ministre, M. Turgut Ozal, et l'ensemble de la presse écrite turque. L'augmentation du prix du papier vient de porter le coût mensual d'un quotidien à un dicième du SMIC. Venent après un projet de loi punis publication de « nouvelles men songères », cette mesure a été dénoncée dans tous les éditorieux comme le demière d'une série de pressions vengere exercées contre des journeux ecusés collectivement de soutenir la compagne de l'opposition contre le vie chère.

L'attrique la plus dura est venue du propriétaire du plus important quotidien, Hurriyet, sous forms d'une lattre ouverte su premier ministre attribuent la e pressophobie » de M. Ozal aux dommages cérébraux à causés par le triple pontage coronaries ou'il a subi l'an dernier, il réalfirme les prérogatives de la presse, r. quatrième pouvoir », garant de la séparation des trois autres, que le premier ministre est accusé de vouloir réunir en sa

pot

'A ...

Visiblement exampéré par les attaques personnelles dont, avec sa familla, il est souvent l'objet, M. Ozal a dénoncé la toutepuissance des patrons de presse, accusés de s'accrocher à la subvention déguisée que constitue-rait le maintien du prix du papier en dessous des cours mondiaux. Joulesant d'une réelle liberté de critique et ne reculant pas devent le sensitionnalisme pour dénon-cer les malversations de certains piliers du pouvoir, la presse reste sous le coup des erticles du code pénal, qui répriment, outre l'« obscénité », le « propagande et l' e affaiblissement des sentiments nationaux s. En 1987, trois cent querente effaires mettent en cause cinq cent trentedeux rédacteurs ont été portées devent les tribuneux d'Istanbul.

MICHEL FARRÈRE.

### A TRAVERS LE MONDE

#### Cameroun

#### Elections générales et crise économique

Plus de quatre millions de Camerounais sont appelés aux umes le dimanche 24 avril pour des élections présidentielle et législatives dans le cadre du parti unique, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC).

Successeur de M. Ahidio en 1982,

confirmé dans sa fonction lors de vier 1984, avec 99,98 % des voix. M. Paul Biva a décidé d'anticiper de huit mois le terme de son quinquennat pour faire concorder sa réélection avec le renouvellement de l'Assem-

Deux listes, présentées l'une et l'autre par le parti unique, briguent les suffrages des électeurs dans la majorité des circonscriptions. A défaut de choisir entre deux politiques, les Camerounais ont, en prin-

La débat a essentiellement porté sur les « mailleurs moyens » à mettre

· AFGHANISTAN: les élec-

tions organisées par Kaboul. -

Cent vingt-sept personnes ont été

autres blessées lors de tira contre

des bureaux de vote et des quartiers

résidentiels opérés par des moudja-

hids pendant les élections législa-

tives organisées, du 5 au 15 avril,

par le régime de Kaboul, a indiqué le

président Najibullah, cité le vendredi

22 avril par l'agence Tass. M. Naii-

bullah a également indique que les

« extrémistes » avaient abbatu deux

avions pendant la période électorale.

Un million et demi de personnes ont

voté et « un grand nombre de repré-

sentants de l'opposition ont particip

aux élections dans vingt des trente

provinces » du pays. Cent quatre-vingt-quatre députés ont été élus à la

Wolosi Jirgah (Chambre basse) et

cent quinze députés au Sénat, a-t-il

en bref

en œuvre pour permettre au président sortant de réaliser sa politique économique. La baisse des prix des matières premières agricoles et du pétrole a provoqué une chute imporcrise économique a amené le président Biya à envisager un recours aux recettes du FMI et de la Banque mondiale, auquel il s'était refusé pendant longtemps. Afin de bénéficier de crédits importants, Yaoundé paraît sur le point de signer un accord avec le FMI et serait résigné à un plan d'ajustement structurel mis au point par la Sangue mondiale.

#### Tchad

Des prisonniers libyens se rallient

à un mouvement d'opposition

au colonel Kadhafi

Capturés par les forces tcha-diennes à Quadi-Doum lors de

l'offensive du printemps 1987. le commandant libven de cette gemison, le colonel Khalifa Belcassim Haftar, et quinze autre officiers, dont deux coloneis, se sont ralliés au Front national du salut de la Libye (FNSL), mouvement d'opposition au colonel Kadhafi dont l'état-major se

trouversit actuellement en Egypte.

Le colonal Khalifa Belcassèn Hafter et ses compagnons ont annoncé leur décision lors d'une conférence de presse organisée à N'Djamena il y a quelques jours et dont l'ambassade du Tchad à Paris a montré le film à quelques journalistes le vendredi 22 avril. Pendant longtemps, disent les Tchadiens, le colonel Kadhafi a nié contre l'évidence la capture de ses soldats par l'armée du président Hisaène Habré. Après la prise de Ouadi-Doum, assurent-ils, Tripoli a envoyé à N'Djamena des émissaires chargés d' « acheter » les prisonniers contre des sommes importantes. M. Hissène Habré avait évidemment d'autres intentions et, si l'on s'en tient aux déclarations d'hommes qui paraissaient en parfaite conditio physique et mentale sur le film, il i réussi dans son projet.

#### conséquence, il appelle à la lutte contre « le régime terroriste, barbere et arbitraire » en place à Tripoli. Vietnam

## La disette sévit

dans plusieurs régions

Hanoï a lancé un appel à une side internationale en raison de la disetté qui sévit dans plusieurs régions à la suite des mauvaises récoltes de 1987. Le déficit alimentaire est estimé à 1.5 million de tonnes de cáréales, la production de paddy (riz non décortique) s'étant élevée à 17,6 millions de tonnes en 1986, contre 18,5 millions de tonnes l'année précédente at 18,2 millions de tonnes en 1985, selon les statisti-

Dans un discours prononcé le 4 avril devant des représentants d'agences de l'ONU et d'organise tions caritatives non gouvernemen tales, M. Chu Manh, vice-ministre vietnamien de l'agriculture, a notamment déclaré qua « des canditions de quasi-famine > existent e dans de nombreuses régions du pays, particulièrement dans les provinces du Nord ». Dans ce discours, connu seufement le vendredi 22 avril, il estime que le Vietnam, peuplé d'environ 65 millions d'habitants, a besoin d'importer 400 000 tonnes d'engrais et 3 200 tonnes d'insecticides pour assurer les récoltes de. 1988, qui s'annoncent déjà médiocres, notamment celles de riz (base de l'alimentazion), qui souffre de la melle (maladie des céréales), de la sécharesse et des insectes. - (Reu-

## Afrique

AFRIQUE DU SUD

## Vives réactions de l'extrême droite au projet gouvernemental de réformes

L'opposition d'extrême droite a condamné sans ménagement et sans nuance le nouveau projet de réforme constitutionnelle présenté, le jeudi 21 avril, au Cap, par le président Pieter Botha (*le Monde* du 23 avril), alors que la plupart des leaders noirs s'abstennient, vendredi. de tout commentaire on demandaient au pouvoir plus de clarté et de franchise quant à ses intentions.

La réaction la plus catégorique est venue, comme on s'y attendait, du Parti conservateur (CP, opposition officielle d'extrême droite). Son chef, Andries P. Treurnicht, a catégoriquement rejeté la projet, y voyant une nouvelle étape sur la voie mezant inéluctablement, selon lui, à une majorité noire. Le pouvou noir vous guette », a lance, ven-dredi, M. Treumicht au président

Boths lors d'un débat parle Un député du CP, M. Koos van der Merwe, a. pour sa part, carré-ment demandé à M. Botha de démissionner, l'accusant d'avoir détruit l'unité des Afrikaners Le Parti fédéral-progressiste (PFP, libéral) a également critique M. Botha, mais pour des reisons évidemment opposées. L'un de ses députés, M= Helen Suzman, a estimé le discours « décevant ».

Du côté des dirigeants noirs, le fait principal était l'absence de réactions, à l'exception notable de M. Mangosuthu Gatsha Buthelexi, leader du mouvement zoulou Inkathe et chef du « gouvernement » dit bantoustan du Kwazulu. Dans un communiqué, M. Buthelezi recon-naît que l'offre d'associer des lea-ders noirs à l'élection du chef de l'Etat constitue - un change par rapport au passé et un défi à l'extreme droite - et qu'un voyage, aussi long soit-il. commence toujours par un premier pas ». .

A l'opposé, l'archevêque Des-mond Tutu a rejeté, vendredi à Birmingham, le projet de réforme constitutionnelle. Le Prix Nobel de la paix, en visite en Grande-Bretagne dans le cadre d'une tour-

née européenne, a estimé que les propositions du gouvernement « n'apparient rien de nouveau ».

D'antre part, le gouvernement sud-africain a condamné avec force les actions antisémites menées, vendredi, à la grande synagogue de Durban (ville portuaire de l'est du pays) par six bommes vêtus d'uniormes mazis, qui voulaient célébrer le quatre-vingt-dix-neuvième anni-versaire de la naissance d'Adolf

Les six individus avaient déposé une tête de porc marquée d'une croix gammée et d'étoiles de David à l'entrée de la synagogue. Peu de temps après, une tête de porc simi-laire était déposée à l'entrée du club juif de Durban. Le président des députés juifs and-africains. M. Michael Klutz, a exprimé le jour même l'aindignation de la com-munanté juive du pays, estimée à cent vingt mille personnes. Le prési-dent Boths a déclaré au Parlement que le gouvernement envisageait une action « contre le néo-nazisme » en Afrique du Sud, et a affirmé que son pays devait - se débarrasser de ces gens-là ». — (AFP.)

## LIVRES

### POLONAIS

et livres français

sur la Pologne l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande LIBELLA 12, roe Saint-Louis-en-Tile, PARIS-P

M Tél.: 43-26-51-09



• CHINE : la Tibet « provisoiement » fermé. - Le Tibet restera « provisoirement » fermé aux touristes individuals tant que l'ordre n'y sera pas revenu de façon durable, a annoncé, le samedi 23 avril, un viceministre des affaires des nationalités (minorités ethniques), M. Zhao Yannian. Il a justifié certe décision, prisa « è contre-cœur », par le fait que des étrangers, posant aux touristes, avaient pris part à des activités sécessionnistes lors des émeutes d'octobre et de mars demiers. Cette interdiction, qui réserve l'accès du toit du mande ≱ aux sauls voyages organisés, sera lavéa una fois la

Un autre viça-ministre a confirmé l'offre faite au dalaï-lama de résider au Tibet, à condition qu'il renonce à toute activité « séparatiste ». -

région e stabilisée »

• PHILIPPINES : combat dans le Sud. - Quatorza insurgés com munistes, deux soldats et un civil ont êté tués lors d'un assaut lance par l'armée contre un groupe de rebe détenant des otages dans le sud de l'archipel, a-t-on annoncé le vendredi 22 avril, de source militaire. L'armée, soutenue par des hélicoptères de combat, est parvenue à libérer huit gardes de sécurité retunus en otages au cours d'un angagement, la veille, dans les montegnes de la province d'Agusan del Sur. - (Reuter.)

• POLOGNE: revendications dans les aciéries. - Quelque cinq mille métallurgistes des acieries de Stalowa-Wola, dans le centre de la ologne, se sont rassemblés, le jeudi 21 avril, pour réclamer des augmentations de salaire et ont menacé de lancer un mot d'ordre de grève, selon les milieux de l'opposition à Varso-

The second second

A SAME OF SAME OF

September September 1997

Carried States

THE SECOND SECTION SEC

The second second

714 AV

A Property of the Control of the Con

المنطقة المعلقة

# 12 1 1 19 Vice 1

1

---

PER TIME

Marie Salara Salara

The property of the control of the c

Mary Deposit And the

ral

Jacques Chirac, qui est de la vassali-ser en la récupérant morceau par morceau (à commencer par le plus gros, le PR de François Léotard), et celle de François Mitterrand, qui est d'attirer à lui les centristes. L'échec enfin de Jacques Chirac tion de la droite sous l'impulsion et la surenchère du Front national

C'est la classe politique ellemême, qui joue le plus gros, à charge pour elle de comprendre qu'il est temps de réduire l'écart entre le dis-

cours politique et le pays réel.

Les VUES de Raymond Depardon

HACUN dans son style, ils ont donc pris congé, à la file, avant le baisser de rideau. Il est des adieux de toutes sortes. Solennels, dramatiques ou anodins, presque de ince. Il en est surtout de vrais et de faux. Certains nous ouvrent des abimes, d'autres sonnent comme des « A la

vent coulis qui jamais ne faiblit ni ne s'emballe. On a parfois eu envie de lui chanter : « Antoine, Antoine, Antoine », sur un air à ta mode. Pour le faire un peu, juste un peu, dévier de son orbe

Pierra Juquin prend déjà date. « J'ai conscience des défauts de ma première campagne présidentielle », nous avoue-t-il inci-

## Au revoir!

Pierre Boussel, par exemple. On sent confusément qu'on ne le reverra pas de sitôt. Il doit bien le sentir aussi qu'il va nous abandonner, esseulé dans les ténèbres, puisqu'il nous prodigue quelques paroles apaisantes : « Gardez' confiance.' Ne vous divisez pas. Au revoir. » Il ne pense pas même à nous inciter à voter pour lui. Quelques accents de l'Internationale, et il emporte avec lui son groe pequet de mys-

Reversa-t-on jameis Antoine Waechter ? Au prochain coup, on pressent bien que les écolos en choisiront un autre, puisqu'ils changent à chaque fois. Ce sera la surprise de 1995 — ou avant ! Il sere passé sur nos écrans, comme un brave moulin à écologie, que fait tourner bien rond un

demment. La première ? Diable !

Ariette, elle, ne tire pas de chèque sur l'avenir. Elle n'en a nul besoin. On sait qu'elle sera là sobre et sincère. Que deviendrions-nous sans cette voix septennale et son cortège de vérités véhémentes ?

André Lajoinie serait d'un optimisme inébrantable s'il n'aveit décelé « une entraprise qui viae à escamoter le premier tour». Si les auteurs de cette coupable industrie demourent inconnus, leur mobile est limpide : « On a peur de la montée du vote communiste. » Bref. it redoute, tout en étant confiant. Il voit venir à lui cénomément de chrétiens », mais nous a servi, dans trois émissions de suite, le

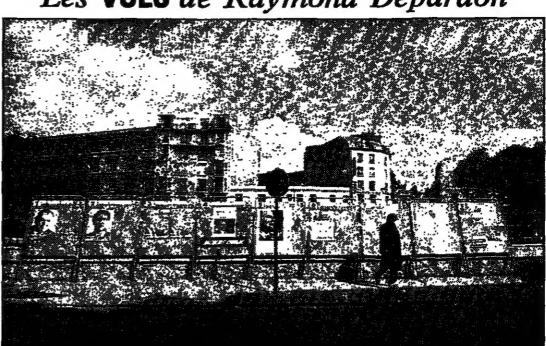
témoignage du même prêtre. Là aussi, quelque chose nous dit qu'on ne le reverra pas de sitôt. Jean-Marie Le Pen s'offre un

petit plaisir : une fois, rien qu'une seule, il joue su chef de quaire du coin un bureau de style indéfinissable, mais indéniable-ment présidentiel. Il a cloué sur le mur du fond quelque chose qui, de très loin, peut ressembler à une tapisserie de la Savonne-rie, posé devant lui d'incertains ustansiles (plumier ? encrier ?) et, è propos de la Nouvella-Calédonie, il nous fait le coup de la déclaration solennelle : « Francaisas, Français... » Lui, gageons que, dans les prochains mois, on n'en sera pas privé.

L'avouera-t-on ? Le plus poignant est Raymond Barre. Ah! si seulement il pouvait franchir ce maudit premier tour ! «A tous ceux qui seraient disposés à demande d'apporter leur vote dès dimanche. » Ah l' Sentir si proche le Capitole et trébucher sur un nid de poule l

Quant aux deux finalistes, ils emplissent consciencieusement demment, ne rien dire, puisqu'ils ont déià tout dit et que la raison commande de s'économise encore un peu. «Zut, y'en a assez !», se fâchait tout à l'heure Anémona, écologiste de choc. Allons, encore un peu de

Récit du service politique.



SAMEDI 23 AVRIL, 7 h 30

(Suite de la première page.)

aux résultats antérieurs, et particu-lièrement à ceux des élections législa-

tives de mars 1986, qui avaient vu,

grosso modo, le corps électoral se

cinder en trois blocs : la coelition

RPR-UDF et divers droite, victo-rieuse avec près de 45 % des suf-frages; la gauche, d'une force équi-valente (43 %) et le groupe du « perturbateur » Le Pen, comme il le

La seconde, plus difficile, vise à

mettre au jour la mécanique des

reports de voix, telle qu'elle apparaî-tra notamment à travers des son-

Ces sondages, précisément, font l'objet d'une troisième évaluation, qui tend même – la campagne l'a bien montré – à prendre le pas sur des critères plus objectifs que sont les résultats antérieurs. La comparaison

des résultats du 24 avril avec les son-

dages d'intentions de vote peut d'ail-leurs créer des effets psychologiques

climat et la campagne du second

tour, selon la pente que cette compa-

raison révélera, favorable à l'un ou à l'autre des duellistes.

cet été publiés avant le 16 avril), la

question qui est posée à François Mitterrand est de savoir s'il réussit

ou non à emrayer une incontestable tendance à la baisse, puisqu'il est passé de 38 % des intentions de vote

au moment de sa déclaration de can-

didature à 36 %, selon la SOFRES,

Il est vrai qu'ayant limité aux trois

second tour vaut, si elle intervient,

communiqué de victoire. Puisqu'il

ferait mieux que Jacques Chaban-Delmas en 1974 (14,5 %) et que lui-

même en 1981 (18 %). Il y a sept

ans, le candidat du RPR se battait

pour sa survie politique. Cette fois, il

a devant lui, du moins le croit-il, une

chance de l'emporter. Mais il peut

aussi décrocher un record : celui du

plus faible score réalisé par le candi-

dat arrivé en tête de la droite depuis la fondation de la Ve République

(près de 45 % pour le général de Gaulle et Georges Pompidou en 1965 et 1969, 32 % et 28 % pour Valéry Giscard d'Estaing en 1974 et 1981).

la semaine dernière.

An vu de ces sondages (ceux qui

imprévus, de nature à influencer l

dages réalisés à la sortie des urnes.

dit lui-même, fort de près de 10 %.

La première se fera par rapport

Canal Saint-Martin, à Paris, A la veille du premier tour, Je croise un panneau officiel Dont les affiches ne sont

Ni détournées Comme dans le centre de Paris. Celle de Jean-Marie Le Pen Est affublée d'un graffiti

Raymond Barre a incontestable-ment réussi les derniers jours de sa

campagne, et peut-être du même coup sa sortie. Il devrait, en tout cas, éviter ce que ses adversaires lui pro-

mettaient, à savoir la chabanisation

Jacques Chaban-Delmas avait &&

écarté par manque de crédibilité; celle de M. Barre reste forte malgré

La surprise, en fait, pourrait venir de l'extrême droite. A dire vrai, le haut niveau des intentions de vote en

selon la SOFRES) n'est plus en lui-

même, contrairement aux scrutins précédents, une surprise. Mais sa

confirmation serait un événement

politique majeur, dont toute la classe

politique craint les conséquences. Elle marquerait l'enracinement élec-

toral du vote Le Pen, son extension

candidats restant on lice seront sur-

tout attentifs à quatre serils oui sont.

à dire vrai, autant psychologiques

Du côté de François Mitterrand,

un score de 35 % au premier tour

serait un signe encourageant, à condition que le total des voix de gauche et écologistes approche 47 %.

En deçà de ces deux chiffres, il y aura, pour lui, danger.

aura promesse de victoire si le total

Barre-Chirac atteint on dépasse 44 %

(il était de 40,5 %, selon les inten-tions de vote de la SOFRES publiées

avant le 16 avril) et si avec l'apport des voix d'extrême droite, le total approche ou dépasse 54 %.

Mais, au-delà du sort de chacun

des candidats, c'est tout le paysage

politique qui est en question. En cela,

le scrutin de 1988 ne diffère pas des

précédents : l'élection présidentielle

commande et ordonne la vie politique du pays pour une longue période. Mais il a la particularité de

mettre chacun des trois grands partis

à rude épreuve. Socialistes, libéraux

et chiraquiens jouent en fait à quitte

rand obligerait le PS à poser, en

même temps et brutalement, tous les problèmes qu'il a soigneusement éva-cués depuis 1983 (leadership, iden-

tité, projet). Il verrait probablement s'affronter deux générations que seul

François Mitterrand a réussi à fédé-

en 1971 et celle de sa rénovation à

partir de l'expérience gouvernemen-tale.

serait naturellement celui de l'UDF et faciliterait à la fois la stratégie de

Un échec de Raymond Barre

Une défaite de François Mitter-

ou double.

Du côté de Jacques Chirac. il v

En fait, les états-majors des deux

La droite et la gauche

redoutent l' « effet Le Pen »

## M. Mitterrand invoque Jaurès et le Front populaire pour mieux faire passer un message d'ouverture

M. Mitterrand a ouvert, le vendredi 22 avril au Bourget, dans la banlieue parisienne, devant plus de trente mille personnes, le dernier meeting de sa campagne du premier tour en évoquant, sur un ton grave, le drame de la Nouvelle-Calédonie.

Puis, sur le même registre, il a parlé des otages français détenus au Liban et de ce que cela représente d'isolement, de tendresse déchirée, de vie qui passe, de barbarie intolé-rable ». Il a évoqué anssi ceux qui les détiennent : « Eux-mêmes ont leur combat, l'idée qu'ils se font de l'homme devant Dieu. Mais alors, est-ce donc là le destin que l'on pro-met au monde en marche? Est-ce là le monde que l'on propose à ceux qui aspirest à vaincre leur angoisse [...], trois prisonniers, ou quatre, qu'on martyrise à longueur de journée ? Voilà le monde comme il va. >

Puis le président-candidat a

M. Mitterrand a affirmé qu'il n'avait jamais dit que, pour financer l'effort d'éducation qu'il propose (15 miliards de francs jusqu'en 1992), il conviendrait de réduire les crédits militaires. Il a simplement précisé

n'y a pas de budget tabou pour faire de telles économies. »

• LE BILAN DE LA GAU-CHE: M. Mitterrand a défenda vivement le bilan social des années 1981 et 1982 du gouvernemesurer, contre nos sentiments, ce que nous avons fait. Era-t-on jusqu'à nous dire que nous avons eu tort de compenser la peine ? »

. L'OUVERTURE POLITI-

moi, la voie de l'Europe, de la paix, de la solidarité, de l'égalité, de la justice sociale. Si vous voulez cela, venez tous! Si vous refusez toute forme d'exclusion, si vous ne voulez pas des privilèges, si vous voules que la solidarité nationale s'exerce, ars vous êtes des nôtres. Et si vous n'êtes pas des nôtres, nous pouvons prendre la même direction [...]. Ceux qui voudront le vivre avec nous seront les bienvenus sans qu'on leur demande une carte du parti. Il ne faudra pas, à partir du 8 mai, laisser

 NOYAUX DURS: « Je vous prie de croire que ce sont des noyaux qui sont durs; choisis souverainement sont aurs; choists souverainement au nom du libéralisme — par un ministre je suppose, à moins que ce soit le ministre qui ait été choist par eux; c'est l'histoire de l'œuf et de la poule. Est-ce l'œuf, le ministre; la poule, le noyau dur? On appelait ça les deux cents familles en 1936. Ils ne vout pas deux cents els sout hequcoup moins. Il faudrait beaucoup partager, à deux cents. C'est une mauvaise action. Il faudra bien qu'un jour on sache mestre à la raison ceux qui se croient les nouveaux

 RADIO-FRANCE-OUTRE-MER: « Quelqu'un a

l'applaudimètre en appelant

Jaurès à la rescousse, le « carreau des mines », le Front populaire et

les accuis sociaux des deux pre-

mières années du gouvernement

Mauroy, it a encore crevé le pla-fond en proclamant: « Je suis socialiste i » C'était pour mieux faire passer, avec une belle insis-tance, son message d'ouverture pour la second tour et pour

l'après-8 mai. L'Europe, la paix, la solidarité, l'égalité, la justice sociale, le rafus de l'exclusion et

des privilèges : « Si vous voulez cela, alors vous êtes des nôtres. Il

ne faudra pas, à partir du 8 mai, laisser échapper cette chance. »

nait les enthousiasmes d'un « peuple de gauche » assoiffé d'espérances. En 1988, il fait applaudir des taux d'inflation, la

perspective d'une Europe « sans frontières », Eurêka, la paix et le désermement, tous thèmes qui, il

y a sept ans, surelent encourage les foules militantes à la fuite. A Rennes, on l'avait sifflé parce qu'il osait prétendre qu'il y a « des bons » et même qualques

« excellents » dans le camp d'en face. Traize jours plus tard, sur

l'ouverture politique, les siffiets se sont tus et la foule lui retourne

onze ans. Il parie chaque fois près de deux heures, mais le temps le preses. Il s'i ambition d'imprime à ses auditoires une évolution au moins sussi rapide que celle de son propre diacours. Plus que quirze jours. Comme le temps passes.

JEAN-YVES LHOMEAU.

onze ans. Il parle chaque fois près

En 1981, M. Mitterrand drai-

dit : Radio-France-Outre-mer, c'est Radio-Pinochet. Ce n'était pas poli. Mais c'est assez vrai. Il aurait pu dire aussi bien Radio-Ceaucescu, ç'aurait été assez vrai. Tout est contrôlé. Car c'est loin, la métropole. Alors, on retrouve sa

M. Mitterrand a ajouté à cette diatribe un . poste national . qu'il n'a pas nommé et à propos duquel il a ajouté : « Parce qu'il sue l'annui, il nous a permis de l'oublier. » Mais, selon lui, « il déverse tous les jours des doses de propagande dont on rougirait dans un pays démocratique si l'on n'avait pas perdu le sens de la

M. Mitterrand a évoqué la volte-face de M. Chirac qui, après avoir proposé que ce face à face soit organisé à la fin de la première semaine entre les deux tours, s'est finalement rabattu sur la denxième semaine. « Alors là, a-til dit, je commence à sentir une petite pointe d'amour-propre resurgir. Enfin! Je ne suis pas un colis qu'on déplace. Je dis oui à un débat à la française, à l'américaine, à la japonaise, à la chinoise, à la loyale, quoi ! J'y serai. Moi, je ne change pas d'avis. Le débat aura lieu à la fin de la première semaine. J'avais dit jeudi, mais je suis ouvert aux concessions. Si c'est vendredi, ce sera vendredi. Samedi? Ah! non, c'est trop

nous fait savotr qu'il n'a jamais donné son accord pour tigu-rer sur la liste de soutien de condidature de

M. Jacques CHIRAC

• CRÉDITS MILITAIRES :

M. Mitterrand atteint, dans les

meetings, au sommet de son art. Pour qui l'a entendu de 1965 (contre le général de Gaulle) à nos

jours, an passant par 1974 (con-tre M. Giscard d'Estaing) et 1981

(contre le même), cela ne fait aucun doute. Pour pervenir au meilleur de lui-même, il a évolué

comme ses musiques d'accompa-

gnement, a moins que ce na sort l'inverse. On chantait l'internatio-nale en 1974, l'hymne du « peu-

ple socialists », sept ans plus tand, et l'on chante, en 1988, « Douce France » à l'ancienne (Charles Trenat) ou su « beur »

Le vendredi 22 avril, au Bour-

get, devant plus de trante mille personnes, le président-candidat a offert à son auditoire un specta-

a offert à son auditoire un specta-cle granuit. Gratuit, parce que son propos ne pouvait guère franchir les portes du meeting. La CNCL, garante en principe de la liberté de communication, interdit aux radios et aux télévisions d'en dire un mot le samedi, veille de pre-

Cele faisait penser à ce dis-cours prononcé pour la gloire, dans les mêmes conditions, par M. Mitterrand à Nantes au denier

ren remercano a nantes au dernier jour de la campagne de 1981. Attaqué de toutes parts sur son passé pendant l'Occupation, il avait alors raconté, pour la première fois en public, sa Résistence, en sachant très bien que nul ne l'entendrait au-detà de

amis et, pour besucoup d'antre vous, chers camarades ».

Aux e chers amis » tout court assemblés au Bourget, M. Mit-

terrand a fait cadeau, pour la sim-

(Carte de séjour).

ment Mauroy. « Depuis cinquante aus qu'on attendait ! Depuis le Front populaire. Justice, justice, récla-matent des millions de Français. Le pain, la paix, la liberté [...]. Cin-quante ans! [...]. Nous avons du

QUE: « Nous ne sommes pas déten-teurs de la vérité absolue. La vérité est coupée en morceaux. Il faut pren-dre dans les trésors de chaque famille politique française. Il y a des gens capables, sérieux, homêtes Nous ne devons pas affirmer que nous, nous remplissons tous les contrats de la vertu sans-jamais y porter le moindre coup de canif [...].

taux qu'implique ma conviction. Mais sans réfuser qui que ce soit, sans refuser qui choisirait, comme

Comme le temps passe

ple besuté du geste, de gravité et de drôlerie mêlées. Sur la Nouvelle-Calédonie et les otages

français victimes à Beyrouth de la

« barbarie », c'était le président de la République qui parteit, dans

un silence presque parfait. A propos du face à face télévisé qui devrait l'opposer à M. Chirac,

ce « fier-à-bres » du genre bate-

leur pour « Foire du Trône » :

contre Radio-France outre-mer, dite « Radio Pinochet »; contre

un « poste national » (France-Inter

selon son entourage) qui a « perdu le sens de le honte »;

contre les noyaux durs dont on ne

seit pas s'ils ont été « choisis sou-

versinement » par M. Balladur ou si c'est le ministre d'Etat « qui »

été choisi par eux », surréaliste histoire de l'œuf et de la poule :

c'était le candidat qui tonnait et attirait à lui les grandes marées

« Si vous voulez cela,

vous êtes des nôtres »

monde: Pour les « chers came-rades » d'anten et les « chers

amis » d'aujourd'hui et, peut-être

de demain. A Rennes, le 8 avril,

pour son premier meeting. M. Mitterrand avait tente, en début de discours, de réveiller le

souvenir d'une union de la gauche « malheureusement » brisée. La

première phrase appelait les

applaudissements. Rien. La

M. Mitterrand était aussitôt passé à autre chose. Depuis, il n'a jamais recommencé l'expérience. Au Bourget, il a fait éclater

If y en avait pour tout le

# vraie nature. .

· FACE-A-FACE : M. Mitterrand a longuement ironisé sur \* l'histoire du fier-à-bras » qu'a constituée, à ses yeux, la proposition sans cesse renouvelée par M. Chirac d'un face à face télévisé avec le président sortant entre les deux tours de scrutin. M. Chirac, qu'il n'a pas nommé, lui a iancé, a-t-il dit, « une série de défis homériques » qu'il a ainsi résumés : « Il a peur, il a le trac, il n'ose pas. » « J'avais l'impression de me retrouver - car ça n'existe plus guère, peut-être encore à la Foire du Trône – devant quelqu'un qui dise : « Approchez, approchez, vous allez voir ce que vous allez voir. .

premières minutes de sa déclaration de candidature sur Antenne 2 - « les clans, les factions », etc. – sa campagne de premier tour, M. Mitter-rand a délibérément conduit une campagne de second tour, de plus en plus axée sur le thème de l'ouverture - « il ne faudra pas laisser passer cette chance », a-t-il dit an Bourget -an risque de démobiliser une gauche qui a du mal à se retrouver dans les orientations aussi généreuses que générales de sa Lettre à tous les Français. En outre, le présidentcandidat a pris un double risque en relancent dans le campagne le thème de l'immigration : celui de décevoir pour cause d'« hypocrisie » l'électorat de gauche, celui de rendre plus difficiles, pour cause de « pédagogie » les reports d'une partie des voix de l'extrême droite. Jacques Chirac, lui, a confirmé qu'il est décidément né pour faire campagne. Se qualification pour le

#### Le docteur J.-C. HOEFFEL

du centre hospitalier régional et universitaire de Nancy

## M. Chirac a consolidé son image face à M. Mitterrand dans la communauté juive

La popularité attribuée à M. François Mitterrand parmi les juifs a incité les hommes politiques de l'autre bord, depuis 1981, à soigner, à leur tour, leur réputation auprès de ces électeurs, de voyages en Israël en rencontres avec les responsables religieux ou communau-taires, ou bien avec des écrivains et des artistes. La communauté juive est parfos considérée comme for-mant l'un de ces électorais auprès desquels M. Mitterrand disposerait d'une faveur dépassant les clivages politiques habituels, ce que l'on appelle, dans les élections locales, des « voix personnelles ».

En fait, aucun sondage ne permet En fait, aucun sondage ne permet de le mesurer, mais il semble, aujourd'hui, que l'intérêt manifesté par le chel de l'Etat pour le judaisme – intérêt fort peu électoraliste, même si sea partisans ne manquent pas d'en faire état – ne lui assure pas un avantage évident sur ses concurrents. Loraqu'il s'agit de voter, M. Mitterrand est, comme les autres, insé sur sa politique, qui insantres, jugé sur sa politique, qui ins-pire des jugements très partagés. Le candidat de la gauche avait pu

bénéficier, en 1981, du rejet subi par M. Valéry Giscard d'Estaing en raison d'une série de maisdresses, sur fond de déséquilibre flagrant, depuis 1967, de la politique francaise au Proche-Orient. Depuis lors, ce déséquilibre a été, sinon annulé, du moins corrigé, et un consensus s'est établi sur cette question entre les grandes forces politiques. Le conflit israélo-arabe et ses répercussions n'ont, d'ailleurs, à peu près pas été évoqués au cours de cette cam-pagne. Il n'y a douc pas de motif saillant à un vote différentiel de l'électorat juif pour ou contre tel ou tel présidentiable.

Restent, pour conforter les préféaux autres, les marques d'attention particulières, dont les partis ne sont pas avares. Le RPR peut faire état de l'action menée par M. Charles Pasqua pour assurer la sécurité des synagogues au moment des fêtes, lutte contre l'antisémitisme. M. Patrick Gaubert, conseiller municipal (RPR) de Courbevoie, membre du comité directeur de la LICRA, a fait, en qualité de chargé

de mission auprès du ministre de l'intérieur, l'automne dernier, la tournée des principales capitales régionales pour y rencontrer les res-

#### L'action de M. Pasqua

Ces rencontres, auxquelles ont ces rencontres, auxquenes ont participé, notamment, le directeur des renseignements généraux et celui des libertés publique, ainsi que des hauts fonctionnaires des ministères de la justice, de l'éducation nationale et du secrétariat d'Etat aux droits de l'homme, avaient été réparées par la réunion, à Paris,le juillet 1987, autour de M. Pasqua, des représentants des institutions juives et des organiations antira-cistes (le Monde du 18 septembre). Le périple de M. Gaubert est apparu, néanmoins, comme ayant, au-delà de ses objectifs immédiats, une visée politique consistant à contourner les institutions nationales pour influencer, en faveur de M. Chirac, les responsables locaux.

Quoi qu'il en soit, nul ne se plaint des décisions issues de ces réu notamment les mesures législatives et réglementaires prises pour empê-cher la diffusion d'ouvrages et de tracts racistes, antisémites ou fai-sant l'apologie de crimes contre l'humanité ou bien de la collaboration avec l'Allemagne nazie durant la dernière guerre. La lutte contre les négateurs du génocide des juis a l'arsenal législatif existant. Le port d'insignes nazis en public est, désormais, interdit. Toutes ces mesures ainsi que celles concernant l'éducation nationale ont été réunies, à l'intention des responsables de la communauté, dans une brochure que M. Gaubert leur a adressée en que M. Gaubert leur a adressée en

Le voyage de M. Chirac en Israël, en novembre 1987, et l'organisation, en janvier dernier, à l'Hôtel de Ville ports entre les cultures juive et fran-caise, ont contribué à consolider fimage du premier ministre auprès des juis. Le soutien de personnalités comme M. Jean Kahn, président de le communauté de Stranburg on de Paris, d'un colloque sur les rapla communauté de Strasbourg, ou ger et qui revendique plus de mille 7943 118 (41,78%).

celui, tacite, de M. Jean-Paul Elkann, président du Consistoire central, n'efface pas, cependant, la méfiance qui s'exprime encore envers M. Chirac en raison de ses relations avec les dirigeants irakiens et des déclarations rapportées par le Washington Times, ca novem-bre 1986, sur la politique israélieune et sur le terrorisi

M. Raymond Barre s'est efforcé d'améliorer, dans la communauté juive, une audience entamée depuis la directive qu'il avait donnée, en 1977, autorisant les entreprises francaises à tenir compte du boycottage exigé par les pays arabes à l'encon-tre d'Israël, et depuis sa déclaration sur l'attentat de la rue Copernic. Bien qu'il se soit expliqué à plusieurs reprises sur ces deux sujets et que des personnalités juives, au premier rang desqueiles figure M= Simone Veil, soutiennent sa candidature, le député du Rhône n'est pas parvenu à effacer ces sou-

#### Inquiétude devant le Front national

Tandis que Judaïsme et socialisme, et les organisations juives de gauche appellent à voter pour M. Mitterrand (1), Judaisme et liberté, que dirigent MM. Claude-Gérard Marcus (RPR) et Lucien Finel (UDF), s'abstient de prendre position avant le premier tour. MM. Marcus et Finel ont dénoncé, toutefois, la • manœuvre dange-reuse • de M. Mitterrand qui, selon eux, a lancé le débat sur le droit de vote des étrangers « afin de gonfler, au premier tour, les forces du Front

Le problème posé par ce dernier parti inquiète, en effet, de nombreux juifa. Le Conseil représentatif des institutions juives de France, que préside M. Théo Klein, ne donne aucune consigne de vote, mais il met en garde, dans une déclaration publice le 24 mars par le bulletin quotidien Jour J. contre « toutes les

adhérents, d'appeler à voier pour M. Jean-Marie Le Pen.

Moins sollicitée par la propa-gande des partis qu'elle ne l'avait été en 1981 ou lors des élections municipales de 1983, la commu-nauté juive reste, aux yeux de la plu-part des responsables politiques, un enjeu électoral important, mais la campagne n'y a pas en plus de reten-rissement qu'ailleurs. Il en irait tissement qu'ailleurs. Il en irait autrement si l'un des candidats pouvait être soupçonné, au second tour, d'avoir pris des engagements de nature à renforcer le Front national. PATRICK JARREAU.

# Les quatre précédents scrutins

Sous la V République, ont été organisées quatre élections prési-dentielles au suffrage universel dont les résultats avaient été les sui-

2\* tour (19 décembre) : inscr., 28 902 704; vot., 24 371 647; abst., 15,67 %; suffr. expr., 23 703 434; De Gaulle, 13 083 699 (55,19 %); Mitterrand, 10 619 735 (44,80 %).

1969:

Jer tour (Jer juln): inser.,

29 513 361; vot., 22 888 960; abst.,

22,41 %); suffr. expr., 22 603 924;

Pompidou., 10 051 783 (44,46 %);

Poher, 5 268 613 (23,30 %); Duclou,

4 808 285 (21,27 %); Defferre,

1 133 222 (5,01 %); Rocard, 816 470

(3,61 %); Ducatel, 286 447 (1,26 %);

Krivine, 239 104 (1,05 %). 2 tour (15 juln): inser., 29 500 334; vot., 20 311 287; abst., 31,14 %; suffr. expr., 19 007 489; Pompidon, 11 064 371 (58,21 %); Poher, 7 943 118 (41,78 %).

2 tour: inser., 36 396 762; vot., 31 249 552; abst., 14,14 %; suffr. expr., 30 350 568; Mitterrand, 15 708 262 (51,75 %); Giscard d'Estaing, 14 642 306 (48,24 %).

## Les propositions

## **Economie**

Une « Lettre à tous les Français » de M. François Mitterrand, une « Décennie du renouveau » proposée par le comité national de soutien à la candidature de M. Jacques Chirac, de nombreux discours thématiques pronoucés par M. Raymond Barre... Les trois principaux candidats à l'Elysée — comme les autres — out détaillé leur « projet » pour la France. Projet et non programme, car tons les trois ont estimé qu'ils ne revenulent pas à des postulents à la présidence de la République de présenter un programme tout ficelé. Ce sont donc ces projets des « traisgrands » que nous continuous à comparer ci-dessous après avoir analysé, dans nos éditions du samedi 23 avril, les aspects institutionnels et étrangers des politiques qu'ils proposent.

La bonne santé de l'économie française est, bien entendu, le prenier sonci des trois candidats. D'abord parce qu'elle seule permet-(1) L'Humanité a publié, le 7 avril, que liste de « Français d'origine juive », dont beaucoup d'anciens résistants communistes, appelant à voter pour munistes, appelant à voter pour d'exclusion de la société ». Mais d'exclusion de la société ». Mais tra de lutter coatre le chômage.

1974:
|\*\* tour (5 mal): inser., 30 602 953;
vot., 25 775 743; abst., 15,77 %; saffir.
expr., 25 538 636; Mitterrand,
11 044 373 (43,24 %); Giscard
d'Estaing, 8 326 774 (32,66 %);
Chaban-Delmas, 3 857.728 (15,10 %);
Rover, 810 540 (3,17 %); Lagniller,
595 247 (2,33 %); Dumons, 357 800
(1,32 %); Le Pen, 190 921 (0,74 %);
Muller, 176 279 (0,69 %); Krivine,
93 990 (0,36 %); Remourin, 43 722
(0,17 %); Sebag, 42 007 (0,16 %);
Hérand, 19 255 (0,07 %).

\*\*tour (19 mal): inser., 30 600 775;
vot., 26 724 595; abst., 12,66 %; saffir.
13 396 203 (50.80 %); Mitterrand,
12 971 604 (49,19 %).
1981:
|\*\*tour (26 april) ; inser.,

cette économie doit être « mixte » pour M. Mitterrand, le « tout Etat » étant aussi néfeste que le « moins d'Etat .; ainsi l'Etat ne peut se sser de la recherche-industrielle, ni de l'anarchie financière qui l'oblige à une . Intervention régulatrice ».

M. Chirac, an contraire, met la liberté des chefs d'entreprise audessus de tout, l'Etat n'étant la que pour leur garantir celle-ci, notain-ment pur « une boune gestion » qui-limitant ses besoins financiers, pefinniant ses besoms fragaceus, ac décourage pas les initiatives indivi-duelles par de trop fortes ponctions fiscales. M. Barre partage cette phi-losophie, mais son libéralisme à fui est bien tempéré, ne serait-ce que parce qu'il constate que le poids économique de l'Etat en fait un acteur essentiel de la vie économique; de plus, gardien de l'intérêt collectif, l'Etat doit inciter les entreprises à agir dans le seus du bien général : investir, former, privilégier la com-pétitivité et la qualité.

Corionsement: ces-trois candidats ont presque la même phrase pour expliquer que l'Etat et les entre-prises doivent passer un contrat garantissant la stabilité des règles du jeu. M. Mittarrand justifie ainsi la blocke de l'état du passer la stabilité des règles du jeu. M. Mittarrand justifie ainsi la blocke de l'état du passer de l'état de le biocage en l'état du processus de nationalisation-privatisation, alors que M. Chirac s'engage à poursuivre, dans un premier temps., la vente au pablic des sociétés apperte-mant à l'Etat, dont la liste a été éta-blie en 1986. M. Barre explique être poursuivies « sues a priori idéologique, car toutes les entreprises publiques apparament au secteur concurrentiel sont susceptibles

# Le gouvernement envoie des renforts en Nouvelle-Calédonie

nouveaux renforts de gendarmerie en Nouvelle-Calédonie où les incidents se multiplient sur la Grande-Terre tandis que, dans l'île d'Ouvéa, vingtsept gendarmes restaient, samedi, détenus en otage par un « commando » du FLNKS qui pose plusieurs

conditions à leur libération. Le bilan officiel des affrontements d'Ouvés s'étabût à trois morts et cinq blessés dont trois Canaques indépendantistes. L'identité des victimes a été rendue publique vendredi soir : il s'agit d'un membre de la brigade territoriale de Fayaoué, Edmond Dajardia, trente-deux aus, marié, un enfant, et de deux gendarmes de l'escadron 2/5 de Villeneuve d'Asq. Daniel Leroy, trente-acuf ans, célibataire, et Jean Zawadski, trente six ans, marié, deux enfants. Tous trois abattus à coups de bache ou de sabre. Un quatrième

gendarme, très grièvement blessé par balle à la tête, et donsé pour mort vendredi matin, a été évacué dans m état critique vers un bôpital de Sydney.

Après avoir pris contact avec les resp prise d'otages, les dirigenats du FLNKS ont douné l'impression de reprendre à leur compte les trois conditions posées par leurs militants à la libération

MM. François Mitterrand et Jacques Chirac se sont, à la demande du chef de l'Etat, entretenus au ne vendredi en fin de matinée. Mais à l'Elysée, on faisait savoir, pour le déplorer, que ni le premier ministre, ni le ministre de l'intérieur, ni celui de la défense n'avaient auparavant informé le président de la République des incidents d'Ouvéa.

M. Bernard Pous, ministre des DOM-TOM, a qualifié de « terroristes » les auteurs de cette prise d'otages, et a ajouté : « Je trouve scandaleux qu'il y ait derrière ces terroristes un certain nombre de personnes que l'on connaît bien et qui sont – je n'ai pas peur de le dire – des interlocateurs privilégiés et uni-ques de M. François Mitterrand. » Réagissant à ces propos, M. Roland Dumas, après avoir coadanné - toutes violences », s'est déclaré « particulièrement indigné » par ces déclarations du ministre, ajoutant : « C'est saus doute pour faire oublier les avertisse-ments nombreux qui out été donnés par le président de la République à l'adresse du gouvernement pour l'inviter à changer de politique en Nouvelle-Calédonie. C'est probablement aussi pour faire oublier les dan-gers de cette politique d'exclusion de domination d'une communauté sur l'autre ».

Tous les candidats à l'élection présidentielle ont réagi à ces événements. Mone Laguiller a exigé « le · l'ai tonjours préconisé ».

retrait de toutes les forces de répression » du territoire. M. Waechter a sifirme : MML Pous et Laffeur out semé le vent depuis des mois [...] Paris récolte aujourd'hui la tempête » M. Lajoinie a déclaré : «Il faut décolonier ces îles ». Selon M. Le Pen « les appels au dercissement de M. Tjibaou, l'interlocurteur de MM. Barre et Mitterrand. auraient de conduire le gouvernement à prévoir et à prévenir de tels événements ».

M. Raymond Barre a jugé « intolérables » « les assassinats et les riolences», mis en garde contre toute « exploitation électorale de ce drame » et ajouté : « De tels agissements sont de nature à empê-cher la reprise du dialogue entre les communautés que

## La « militarisation » de l'Union calédonienne

NOUMÉA de notre correspondant

M. Jean-Marie Tijbaou était fati-M. Jean-Marie Tjibaou était fati-qué ces derniers temps. Il dissimu-iait difficilement sa profonde lassi-tude vis-à-vis de la -politique de mépris - conduite, selon lui, par le gouvernement de M. Chirac en Nouvelle-Calédonie. Mais il était aussi amer de voir certaines ten-dances du FLNKS se laisser gagner par l'inertie - C'est moross par l'inertie. « C'est morose », configit-il, début avril, à Houatlou (côte est), à l'issue d'une convention du Front, destinée à mettre la dernière main au plan de boycottage du

Il venait alors d'avoir la confirmation que les positions très en pointe de son parti, l'Union calédonienne (UC), soulevaient plus de réticences que d'enthousiasme chez ses partenaires. Les débats furent crispés et seule la tradition océanienne du compromis sauva les extremis, à la proposition du reste du Front d'organiser, le 16 avril, un - meeting d'explication - à Nou-

Un consensus de l'açade. • On étail à deux doigts de claquer la porte. Le semps des manifs, c'est fini - nous confia, plus tard, un délégué de l'UC, ulcéré par tant d'atermoiements. Car, depuis plusieurs semaines déjà, la composante dirigée par M. Tjibaou amorçait la pompe sur l'objecuf d'un - boycortage musclé - du seratin régional du 24 avril.

La ligne est définitivement tracée fin janvier, lors d'un comité directour du parti sur l'île de Maré : considérant que le statut Pons se ramène à « une entreprise d'élimina-tion du peuple kanak ». TUC appe-

lait ses militants à corganiser la résistance par tous les moyens. C'est l'aboutissement d'une radicalisation en germe depuis le référendum. Le message est activement relayé sur le terrain. Les émissaires empruntent les sentiers coutumiers. parcourent les tribus, en expliquant que le nouveau statut mettra en cause « la spécificité kanak, le sys-

tême des réserves et la propriété

L'UC joue à fond la carte nationaliste. Dans des fiels comme Canala et Hienghène (côte est), les préparatifs battent leur plein : on stocke de la nourriture, de l'essence, des médicaments; on fait l'inventaire des anciens engagés de l'armée française; on construit des refuges dans la chaîne montagneuse. Se référant à l'épisode de Koné (côte ouest), où les assassins de trois gendarmes, en 1987, échappent toujours aux poursuites engagées contre eux, de nombreux cadres de l'UC travaillent sur l'hypothèse du - maquis ». M. Leopold Joredié, un des lieutenants de M. Tjibaou, évoque, devant la presse, le risque d'une eglissade de type algérien ».

#### Divergences

Mais cette dérive militariste, sur fond de dramatisation à outrance, ne fait pas l'unanimité au sein du FLNKS, Le Parti de libération kanak (PALIKA), l'aile marxisante de la coalition, s'inquiète de l'aven-turisme d'une telle démarche. Estimant que le rapport des forces n'autorise pas un choc frontai, les cadres du PALIKA redoutent que la répression des forces de l'ordre ne « casse les structures du FLNKS » et compromette l'avenir, Ironie de l'histoire : quelques années plus tôt, c'est le PALIKA, jouant les francs-

tireurs d'extrême gauche, qui dénon çait la tiédeur de l'UC.

L'Union progressiste mélané-sienne (UPM), quant à elle, défend une position intermédiaire : se base militante, familière des occupations de terres, souhaite majoritairement renouer avec l'activisme des années 1984-1985, mais ses dirigeants se mésient de l'appareil de l'UC. Séquelle de vieilles luttes de tendances. Quoi qu'il en soit, le PALIKA et l'UPM se disent prêts à prendre le train en marche, tout en laissant à l'UC l'initiative du déman rage des actions.

Plus surprenante, en revanche, est l'attitude du Front uni de libération kanak (FULK), dirigé par Yann Celené Ureget. Affublé de l'étiquette extrémiste pour cause de sympathies lybieunes, le FULK n'en a pas moins décidé, pour le scrutin du 24 avril, « un boycottage passif », ne craignant pas de se démarquer ostensiblement du reste du quer ostensiblement du reste du FLNKS. Il est vrai que depuis l'éviction de M. Uregel du « gouver-nement provisoire de Kanthy», où celui-ci était en charge de la diplomatie, le FULK nourrit une ran-cœur tenace contre l'UC de M. Tji-bnou, jugée hégémonique. Vendredi soir, le FULK n'a pas hésité à déssvouer implicitement les affronte-ments d'Ouvéa, en réaffirmant, dans un communiqué, son hostilité au boycottage actif - proné par l'UC.

Il est difficile, dans ces conditions, de s'en tenir aux clichés qui, il y a peu de temps encore, préten-daient photographier les subtilités du FLNKS (- UC, tendance modérée: FULK, branche dure »). Dans les méandres de l'indépendantisme canaque, les étiquettes, elles aussi.

FRÉDÉRIC BOBIN.

Contre-vérités E casse-tête calédonien a sans doute le pouvoir maléfique de troubler les âmes politiques les mieux

trempées. Sinon, comment explique

les erreurs d'appréciation et les

inexactitudes accumulées vendradi

soir, devent le « Grand Jury RTL-le

Monda a, par M. Chirac ? D'abord, le premier ministre est apparu mai informé sur les circone-tances même des incidents d'Ouvée et sur leur signification politique. Ainsi que le souligne notre corres-pondant en Nouvelle-Calédonie, l'opération « commando » montée par le FLNKS, et assumée samedi par ses trois principeux diripeants, n'est pas le fait de « le frection la plus extrémista » de la coalition indépendantiste, mais, au contraire, de sa composante la plus modérée jusqu'à présent : l'Union calédonienne.

Le parti de M. Tabaou a opté pour la militarisation de ses actions après l'insuccès de sa stratégie non violerne lors du référendum du 13 septembre. Non saulement le PALIKA et le FULK ne sont pas à l'origine de cette evolution, mais ils s'y sont opposés. Ce détail met en évidence les approximations des sources d'information locales sur lesquelles le gouvernement fonde trop souvent

Ensuite, M. Chirac a pris des. libertes avec la vérité quand il s'est référé à la loi du 22 janvier 1988 portant nouveau statut du tanitoire pour justifier la décision de son gouvernement de faire coïncider, le 24 avril, les élections régionales prévues per ce texte et le premier tour. de l'élection présidentielle. Contraireavoir lieu ce dimanche. Pour se donner le temps de la réflexion, le Parlement avait prévu, à l'article 144, sur rition, au demeurant, du ministre des DOM-TOM, M. Pons, d'orgenieer les élections régionales e au plus tard dans un délai d'un an à compter de la publication de la loi eu-

Le gouvernement pouvait donc, en principe, attendre jusqu'en janvier 1989 pour faire entrer en vigueur le

#### Réécrire l'histoire

C'est même à la condition que ces élections n'aient pas lieu avent l'élection présidentielle que le groupe UDF de l'Assemblée nationale, par la voix de M. Jean-Pierre Solason, avait voté le projet de M. Pons. Il y a donc eu, de le part du gouvernement, manquement à la perole donnée.

Et il est clair qu'en cédent à la menace de démission acitée par leur. principal porte-drapeau local. M. Laffeur, président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) at député RPR, le premier ministre et le ministre des DOM-TOM ont déclanché un procassus que la Nouvelle-Calédonie n'aurait paut-être pas connu s'ils avalent attendu les résultats de dection présidemielle.

Enfin, et surtour, M. Chirac donne l'impression de vouloir re-écrire l'his- mier ministre. C'est bien là son protoire quand it replique aux critiques biens. de ses adversaires en disent que son que rement a hérité, en mars ment à son affirmation, cette loi ne gouvernement a hérité, en mais...

stipulait pes que le scrutin devait. 1986, d'une esituation de guerre civile a en Nouvelle-Calédonie.

> La gestion de territoire per les socialistes, de 1981 à 1986, n'a pas été, loin s'en faut, exempte de fautes, et la sanglante chronologie toire au cours de cette période est là pour en témoigner ; meis le premier ministre-candidat, emporté par l'émotion, a tendance à en rejouter beaucoup.

> En outre, en mars 1986, la paix civile était bei et bien revenue en Nouveile-Calédonie, après les élecauxquelles, pour la première fois depuis longtemps, tout le monde avait participé dans le calme. Le partage plus équilibre des pouvoirs politiques et économiques instauré par la loi du 5 septembre 1984 et consacré par le suffrage universel aveit posé les conditions d'une cohabitation ambigue mais raisonnable entre la communauté canaque, indépendantiste à plus de 80 % selon tous les scrutins, et les autres groupes humains du territoire.

C'est la remise en cause de ce fraglie edifice par M. Pons, sous la pression du RPCR, qui a engendré une nouvelle dégradation de la situation.

Protestant de sa bonne foi, M. Chirac assure que son gouvernement a tout fait a pour remettre les choses en place ». « Ja ne sais pas ca qu'on peut faire de plus ni au nom de quors, ajoutait vendredi sor le pre-

ALAIN BOLLAT



## **Politique**

## des trois principaux candidats à l'élection présidentielle

## mixte contre libéralisme

d'être vendues, mais il faudra - diversifier - les modalités selon les

 La fiscalité des entreprises Le contrat de stabilisation avec les entreprises porte, bien entendu, d'abord sur la fiscalité. M. Mitterrand propose done de ne pas changer grand-chose, si ce n'est un remaniement de la taxe professionnelle, mais il reconnaît que cela sera difficile. Plus ambitieux, M. Barre suggère de suppléer à la base actuelle de calcul la valeur ajoutée, et que le plafond de cette taxe soit rabaissé de 5 à 3 % de la maisse de 5 à 3 % de la valeur ajoutée par l'entreprise. M. Chirac prévoit de réviser les cette taxe professionnelle, mais sans indiquer comment. En revanche, il promet dans les délais les plus brefs de réduire l'impôt sur les sociétés à 40 %, puis, plus tard, à 33 1/3 %. De même, M. Barre promet, en cinq ou sept ans, de le rame-ner à 33 %.

L'un et l'autre veuleut modifier les droits de succession pour faciliter la transmission des entreprises. Mais le premier ministre-candidat n'en dit pas pius, alors que son challenger de droite prévoit un régime fiscal très libéral pour les donations partages, la possibilité d'étalement de paiements des droits, voire de paiements des droits, voire de paiements anticipés, et surtout, «sous certaines conditions», l'exonération des droits de succession en cas de transmi en ligne directe, tant que le patrimoine demeure dans l'entrepri se. De même, comme M. Mitterrand, il propose de rétablir l'exonération de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises qui se créent. De plus, il propose, progressivement, de trans-férer le financement des allocations

familiales des entreprises à l'Etat. Surtout, M. Barre veut inciter les entreprises à investir. Il leur propose done un crédit d'impôt convrant aussi bien les investissements matériels qu'immatériels et de choisir entre une déduction fiscale, une baisse de l'impôt sur les sociétés et une accélération de l'amortissement. M. Mitterrand, qui a un objectif semblable, fait des propositions pratiquement identiques : crédit d'impôt ou baisse de l'IS pour les bénéfices réinvestis.

Même situation pour la recherche, puisque M. Barre envisage une extension et une simplification du crédit d'impôt actuel, et des facilités pour détacher du personnel de la recherche publique dans les entre-prises. Le encore M. Chirse annonce une attention particulière pour la recherche industrielle dans l'entre prise sans dire comment. M. Mitter-rand a'étend longuement sur sa volonté de « faire de la recherche l'enfant chéri de la République », mais sans donner de détail.

#### 

L'entreprise est aussi un lieu de rapports sociaux. Tous les trois sont d'accord. Ils souhaitent que la politique contractuelle retrouve une grande vivacité et pensent que les conditions économiques la rendent plus facile an niveau de l'entreprise qu'au niveau national. Mais M. Mitterrand souligne l'importance des « lois Auroux » qui obligent à ce dia-logue social, spécifiant que le gou-vernement devra inviter les partenaires sociaux à débattre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail : de même, il pense que les partenaires sociaux devraient débattre des modalités qui pourraient remplacer l'autorisation administrative de licenciement maintenant supprimée. A l'inverse. M. Barre estime que

l'Etat n'a pas à imposer « des normes de négociations », mais qu'il doit être un « incitateur » pour convaincre de l'intérêt de négociations dans l'entreprise. Pour permettre celles-ci, il faut donc prévoir des « possibilités accrues de déroga-tions », en prenent toutefois des précautions pour que soient respectés les intérêts des travailleurs. Il veut aussi, tradition gaulliste, encourager perticipation, se disant prêt à accorder des conditions fiscales avantageuses aux galariés achetant des actions de leur entreprise : il conditions », la présence de salariés dans les conseils d'administration.

La participation c'est aussi, bien sûr, le cheval de bataille de M. Chirac, qui propose même de trouver des mécanismes pour l'introduire dans le secteur public et les administrations. Quant à la gestion du temps de travail, il pense qu'il faut aller « progressivement » vers une annualisation du temps de tra-vail et une diversification des horaires et des rémmérations.

#### La protection sociale.

Sur la Sécurité sociale, une apparence de consensus se fait aussi : le système français est bon, et les Francais y sont très attachés; pas ques-tion donc d'y toucher. Mais sur les améliorations à y apporter, les divergences sont, là, totales. Pour la maladie, M. Chirac pense qu'il suffit de poursuivre la « responsabilisation - des partenaires ainsi que de restructurer et moderniser les hôpitanz M. Rarre insiste sur la nécessité de conserver la liberté des praticiens et du secteur privé, et fait remarquer que « le coût global de la protection sociale obligatoire ne peut plus croître durablement plus vite que la richesse nationale. Et pour le financer, dit-il, ni les entreprises ni l'Etat ne peuvent accroître leur part, les particuliers devront donc payer plus pour conserver la même protection sociale.

M. Mitterrand craint que tout ce débat ne serve qu'à permettre aux assurances privées de prendre pied dans ce marché, ce qui entraîncrait une sécurité sociale « à deux vitesses », qu'il récuse. Pour tai, le déficit actuel n'est dû qu'à des erreurs de gestion ; pourtant, il sonhaite que l'on revienne sur certaines économies qui pénalisent les grands malades et les personnes âgées. Ainsi, il demande que l'on rétablisse la gratuité de tous les soins en cas de longue maladie.

Pour le financement des retraites, M. Mitterrand pesse que le pro-blème ne se pose pas dans l'immé-diat. M. Barre ratient la proposition des « sages » visant à l'institution d'une contribution proportionnelle sur tous les revenus; il souhaite que la retraite obligatoire soit complétée

par une retraite volontaire fondée sur une épargue à long terme. M. Chirac pense que la solution sera mieux trouvée après l'élection présidentielle, même si d'avance il exclut une diminution des revenus

#### Les impôts des particuliers

Tout cela coûte de l'argent. Et pourtant chacun promet de réduire le déficit budgétaire et de faire bais-ser les prélèvements obligatoires, même si M. Mitterrand reconnaît que cela sera difficile à cause des es de l'actuel gouvernement. Il faudra donc tailler dans le vif des dépenses, ce que promet aussi M. Chirac, qui assure que dans les trois ans à venir le déficit devra diminuer de 15 milliards chaque année, les impôts baissant d'autant. Ainsi il souhaite poursuivre la diminuer de la companient de la message antion de la progressivité de l'impôt sur le reveau, qui pénalise les profes-sions libérales et les cadres. M. Barre veut lui aussi réformer le barême de l'impôt sur le revenu, e qui frappe trop lourdement les revenus moyens - : il propose de plafonner la tranche supérieur de celuici à 50 % et de fixer un plafond de la part des revenus devant aller aux impôts de toutes sortes.

M. Mitterrand ne partage pas du tout cette manière de voir. Il trouve que le dernier gouvernement a déjà largement assez abaissé les impôts des plus riches. Anssi il demande que l'on ne touche plus à l'impôt sur le revenu. En revanche, alors que les antres candidats veulent revoir pour les simplifier les diverses impositions sur le capital, le président sortant souhaite rétablir l'impôt sur les grandes fortunes que devraient payer les cent mille foyers fiscaux qui possèdent un patrimoine supé-rieur à 4 millions de francs; cela servirait à financer le revenu minimum ou'il propose per ailleurs.

#### L'aide aux nouveaux pauvres

Car tons les candidats ent été frappés par le drame de ceux que l'on appelle les « nouveaux pau-vres ». Mais, là aussi, les proposi-tions avancées sont quelque peu divergentes. M. Mitterrand propose

garantir - un moyen de survie ». M. Barre envisage deux allocations : • Un revenu social garanti pour ceux qui sont dans l'incapacité de travailler - et une - aide sociale personnalisée aux victimes de la ouvelle pauvreté ».

M. Chirac pense, lui, que ces dons sont des « solutions de paresse intellectuelle » et « portent atteinte à la dignité des personnes ». Il souhaite donc - une activité garantie - qui permettrait la réinsertion dans la société et l'acquisition des ressources et des droits « indispensables » ; pour parvenir à la mettre en œuvre, il faudrait que les associations, les collectivités locales, les entreprises et les échelons locaux de l'Etat joignent leurs efforts.

#### Les familles

Les familles sont aussi l'objet de soins attentifs de nos trois candidats, démographie. M. Mitterrand ne dit pas comment. M. Chirac veut une grande politique de la famille, car c'est un facteur de conesion sociale et d'unité ». Pour cela il faut faciliter le changement de logement à l'arrivée du troisième enfant, diversifier et accroître les modes de garde des enfants, et dans les sept ans à venir : prolonger jusqu'à vingt ans le droit aux allocations famihales, augmenter le durée du congé de maternité, et surtout, pour permettre à la femme de choisir entre une activité professionnelle et la garde de ses enfants, transformer l'allocation parentale d'éducation en un véritable revenu parentale d'éducation. M. Barre, qui insiste sur lea familles de trois enfants et plus (que les allocations familiales doivent favoriser), est à peine moins ambitieux: il propose que les familles choisissent entre le doublement de l'allocation parentale existante ou son versement an tank actual pendant six ans au lien de trois.

### · L'immigration , et l'identité

Symptomatiquement, seul M. Chirac parle dans son projet de la - sécurité -, et de la justice - qui ne doit pas être un sujet de querelle politique », mais qui doit voir ses

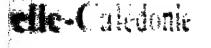
moveus matériels accrus. En revan che, la situation des immigrés est longuement abordée. Ainsi M. Chirac se plaint d'une utilisation « abusive du droit d'asile ». M. Barre, qui souligne qu'ils ont « contribué à la croissance et à la prospérité de la France » et que « tout le poids de la crise ne doit pas retomber sur eux », a une autre approche du dossier, qui est «fon-damental » mais qui doit être « traité avec délicatesse » en se conformant aux exigences de l'intérêt national et en s'inscrivant • dans la tradition de liberté et d'huma-

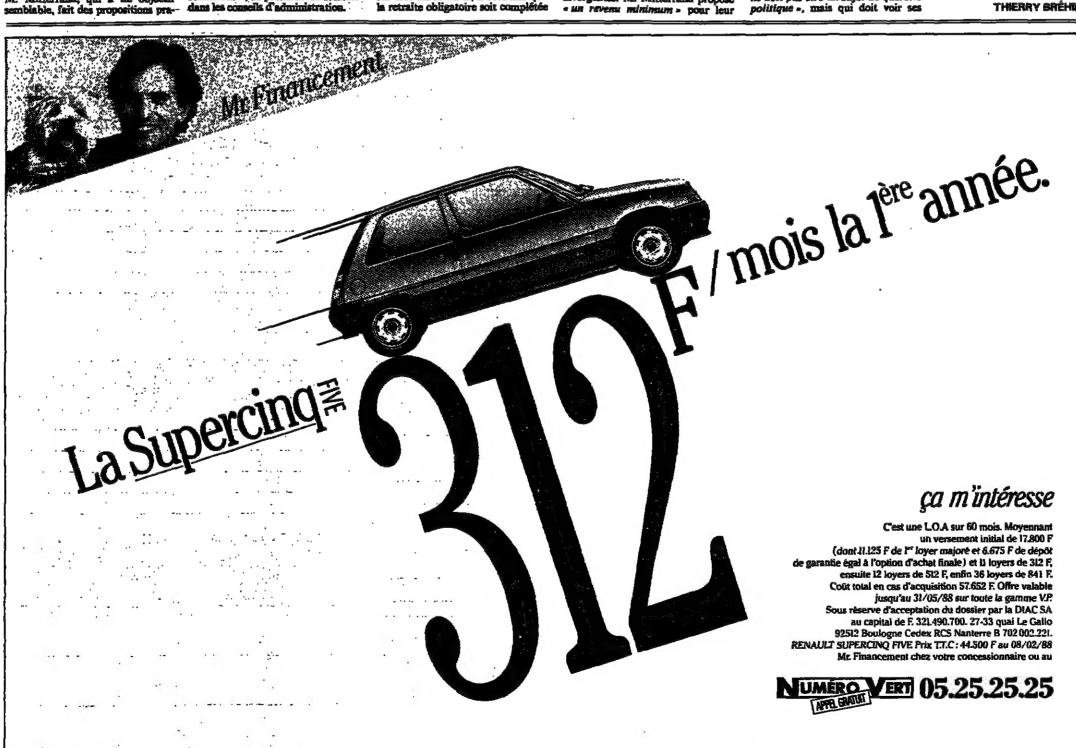
nisme >. Aussi M. Chirac maintient son projet de réformer le code de la nationalité en prenant appui sur les travaux de la commission des sages et en soumettant un texte au référendum. M. Barre envisage une révision des conditions d'accès à la nationalité française, mais sans dire dans quel sens, sinon en sonhaitant " un acte solennel .. M. Mitterrand, en revanche, trouve cette réforme inutile; il souhaite même que soit procédures de naturalisation. Et clairement il dit « ne pas compren-dre » le regain de racisme. Ses deux concurrents refusent, en tout cas, son souhait personnel d'accorder le droit de vote aux immigrés dans les

elections locales. Mais quand M. Barre souhaite une politique déterminée d'insertion, M. Chirac explique que l'intégra-tion, si elle est possible, ne peut laisser place qu'à une « tolérance » à l'égard de certaines dissérences culturelles. Aussi il insiste longuement sur l' « identité de la France ». l'éducation devant servir à remettre

« & l'honneur » certaines .. valeurs », et la politique culturelle devant être à . dimension nationale - pour que la tradition française - ne disparaisse pas au profit de la pseudo-culture universelle que véhiculent certains médias ». La culture est donc pour lui « la condition du maintien de la cohésion nationale ». Comme le dit M. Mitterrand à la fin de sa Lettre : . Tout

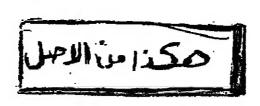
THIERRY BRÉHTER.





Mr. FINANCEMENT, LE 1er SERVICE RENAULT.





.. 8 Le Monde • Dimanche 24-Lundi 25 avril 1988 •••

# LA BOURSE AUX

# STAGES 88

## DU MONDE CAMPUS BULLETIN DE PARTICIPATION

INDIQUEZ EN FACE DE CHAQUE LOGO D'ENTREPRISE LE NUMÉRO DE L'AFFIRMATION QUI LUI CORRESPOND. RÉDIGEZ VOS MOTIVATIONS, REMPLISSEZ COMPLÈTEMENT VOTRE CURRICULUM VITAE, QUI SERVIRA A LA SÉLECTION DES CANDIDATS. (En application de la loi du 6-1-1978, vous bénéticierez d'un droit d'accès et de rectification en écrivant à l'adresse ci-dessous).

reculication en ecrivant à l'adresse ci-dessous).

IMPORTANT : N'OUBLIEZ PAS DE JOINDRE À VOTRE BULLETIN DE PARTICIPATION UN CERTIFICAT DE SCOLARITÉ DÉLIVRÉ PAR VOTRE ÉCOLE OU VOTRE UNIVERSITÉ ATTESTANT VOTRE MIVEAU D'ÉTUDES ACTUELLES (BAC + 3 MINIMUM).

E CURRICULUM VITAE, del consideration en écrivant à l'adresse ci-dess cation en écrivant à l'adresse ci-dess cation en écrivant à l'adresse ci-dess cation en écrivaire PAS DE JOINDRE RENTANT VOTRE NIVEAU D'ÉTUDES ACTURENT	A VOTRE BULLETIN DE PARTI JELLES (BAC + 3 MINIMUM). VOYEZ LE TOUT AVANT LE 30 BOURSE AUX STAGES DU	MONDE CAMPOS				affirmation no	The second of th
affirmation no		ation 70	afi RHÔNE-POULENC	irmation no	Seesa	affirmation no	10 State 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
ANQUE POPULARE  caffirmation no	NOMAD MUST REAL	nation no		firmation no	SOPAD Nestle		
CREDIT AGRICOLE	NIXDORF COMPUTER	mation no	Schlumberger	ffirmation no	Valeo	affirmation no	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
affirmation no	PHILIPS	mation no		rifirmation no	Texas Instrument	s	castrii vii
édit & Mutuel  affirmation no	QUILLE) affi	rmation.n°	Groupe CdF Chimie	affirmation no	TVES FONROY	affirmation no	
Ernst & Whinney affirmation no	misabili	tirmation no	SOMMER HILIBERT	affirmation re	Yves Rock	cifirmation n	
FOUGEROLLE affirmation no		tirmation no	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	affirmation no	SESIV	affirmation r	
HEWLETT		1 1 1 1				T (	
PACKARD PACKARD	IONS:	«Qu'est-	ce qu'un s	stage à l'	étranger	peut	2 2 3 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4
Vous devez répondre obliga à cette question, en 10 lignes	toirement	«Qu'est-	rs apporte	stage à l' er pour l'	étranger avenir?	peut	
OS MOTIVAT	toirement	«Qu'est-	ce qu'un s	stage à l' er pour l'		peut	
Vous devez répondre obliga à cette question, en 10 lignes	toirement maximum.  CULUM VIT.	AE	ce qu'un s	ORIEN	TATION PROFI		
Vous devez répondre obliga à cette question, en 10 lignes VOTRE CURRIC NOM: PRÉNOM:	toirement maximum.  CULUM VIT.	AE IATION	1s apporte	ORIEN	TATION PROFI		
Vous devez répondre obligo à cette question, en 10 lignes  VOTRE CURRIC  NOM: PRÉNOM: DATE DE NAISSANCE: ADRESSE: CODE POSTAL: LOCALITÉ: No DE TÉL.:	CULUM VII.  SEXE:  ANNÉE	AE  ATION  ÉTABLISSEME	NT DIPLOME OBT	ORIEN SOUH	TATION PROFI	SSIONNELLE	
Vous devez répondre obliga à cette question, en 10 lignes	CULUM VITA SEXE:  FORM ANNÉE  ÉTUI  HATTEZ-VOUS	AE  IATION  ÉTABLISSEME  DES EN COURS	NT DIPLOME OBT	ORIEN SOUH	TATION PROFI AITÉE ES, JUNIORS E PÉRIENCES PA	ESSIONNELLE	ATION
Vous devez répondre obligant de cette question, en 10 lignes  VOTRE CURRIC  NOM: PRÉNOM: DATE DE NAISSANCE: ADRESSE: CODE POSTAL: LOCALITÉ: N° DE TÉL.: NATIONALITÉ:  DANS QUEL SECTEUR SOU EFFECTUER VOTRE STAGE	CULUM VII.  SEXE:  ANNÉE  ETUL  HATTEZ-VOUS  ?	AE  AE  ATION  ÉTABLISSEME  OES EN COURS  GUES LU P	ARLÉ ÉCRIT COL	ORIEN SOUHL STAGET EX DATES	TATION PROFI AITÉE ES, JUNIORS E PÉRIENCES PA	ESSIONNELLE NTREPRISES RASCOLAIRES	ATION
Vous devez répondre obligo à cette question, en 10 lignes  VOTRE CURRIC  NOM: PRÉNOM: DATE DE NAISSANCE: ADRESSE: CODE POSTAL: LOCALITÉ: NATIONALITÉ: NATIONALITÉ: DANS QUEL SECTEUR SOU EFFECTUER VOTRE STAGE	CULUM VII.  SEXE:  FORM ANNÉE  ANNÉE  ÉTUL  HAWEZ-VOUS  Technique/ Ingénieur recherche  LANG  LA	AE  ATION  ÉTABLISSEME  DES EN COURS	ARLÉ ÉCRIT COU	ORIEN SOUH	TATION PROFI AITÉE ES, JUNIORS E PÉRIENCES PA	ESSIONNELLE NTREPRISES RASCOLAIRES	ATION

endredi 22 avril une série de déveets judiciaires inattendus. ser le parquet d'une requête visant à dessaisir le juge Greiller et r ses investigations concernant M. Michel Droit, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a été brusquement contraînte de suspendre ses débats. La décision en a été prise par le premier président de la cour d'appel de Paris su terme d'une bataille de procédure qui a opposé les avocats des radios plaignantes et les magistrats de la chambre.

Etrange affaire. Etrange précipi-tation... Rien ne semblait en effet pouvoir ébranler vendredi la détermination de la chambre d'accusetion à examiner à tout prix, le jour même, la régularité de la procédure utilisée par le juge Grellier dans l'affaire Michal Droit. Il y avait visiblement urgence, et le parquet sou-haitait même que l'on dessaisisse au plus vite le juge de dossier litigieux.

The street of

at the

A ....

(A) P 的 ( ) ( ) - ( ) (

MARKET STATE

ักเลย ชิติซีฟู้ที่

. WIATION MOTES

Barrier St. Alle

Objet du litige ; un début sur le tout procès est soumis. Selon ce principe, celui qui prend l'initiative du procès - en l'espèce le procureur général - doit mettre les autres parties en mesure de répondre à son argumentation. Une obligation manifestement transgressée von-

L'affaire Michel Droit a comm dredi puisque les parties n'avaient en connaissance des arguments du parquet qu'après la date limite fixée pour déposer en réponse leurs pro-

> - Un motif de renvoi », affirment les avocats, en exigeant un délai raisomable pour préparer leur requête.
>
> Faux », estime la cour, insensible à leurs arguments. Me Georges Bessis avocat de Larsen FM, saisit alors Mº Charrière-Bournazel, membre du conseil de l'ordre des avocats et représentant le bâtomier, qui ouvre sa médiation et se présente devant la coar. Sans effet. «Le mémoire du procureur général a été déposé à une heure telle qu'il était impossible d'y répondre », déclare-t-il sobre-

Alors, mettent finelement en doute l'objectivité de la chambre, les avocats décident de présenter sur-lechamp une requête auprès du pre-mier président de la cour d'appel de Paris - M. Pierre Drai - afin de récuser le magistrat. Deux heures plus tard, le premier président rend une ordonnance prescrivant la suspension provisoire du procès jusqu'à sa décision définitive sur la récusation. Il impartit également un délai de trois jours aux magistrats de la chambre pour lui faire connaître leurs observations.

ANNICK COJEAN.

Les livraisons illégales de machines-outils à l'URSS

### Deux contrats récents à l'origine des arrestations

Qualifiée de « sérieuse », vendredi 22 avril, par le ter des renseignements américains. porte-perole de Quai d'Orsay, l'affaire d'exportation aux informations du Washington Times (le Monde du 23 avril). En réalité, c'est la découverte de deux. du secteur français de muchines-ontils, n'est pas une simple retembée du « scandale Thoshiba », dénoncé ca 1987 par les Etats-Unis. La DST (contreespiranage français) ne s'est pas contentée d'exploi-

américaine, machines-outils - lourdes » n'existant le plus souvent

«lordes» n'existant le pris souveir qu'à deux exemplaires de par le moode, sous-marins melésires soviétiques sux héfices soudainement silencieuses, alles d'avians uninées d'une seule pièce, général à la retraite spécialisé dans le melésire et ancien membre d'un cabinet ministériel gaul-

liste, industriel comm amquel un gou-vernement socialiste confis le redres-

sement et le survetage, désespéré, de la machine-outil française, etc.,

l'enquête menée par la DST n'est déci-dément pas banale.

Sens aucun donte, l'affaire Torbiba

servit d'«alerte» aux contre-espions

français. Le 27 mai 1987, la police de Tokyo arrête deux responsables de la société Toshiba Machine Co. Ils sont

inculpés d'exportation illégale vers l'URSS de machines-outils, en viola-

tion pour le contrôle multilatéral des exportations (COCOM) qui regroupe seize pays occidentaux. Or Toshiba

Corp. est le deuxième producteur japonais de construction électronique. Commence alors un grand déballage de part et d'autre de l'océan Pacifique.

Le département d'Etat américain part

en guerre contre les ventes japonaises de matériel stratégique à l'URSS. Washington accentue ses pressions commerciales sur Tokyo. Le président

tion des règles du Comité de coord

et le directeur général de Toshiha don-nent leur démission.

C'est dans ce contexte qu'en août 1987 les Japonais se défaussent sur une entreprise française, Machines françaises lourdes (MFL), holding créé en 1982 dans le cadre du plan machine-ostil. Une des deux fibales de MFL, Forest-Liné, est accusée par la presse japonaise d'avoir exporté « avant 1983 » des machines « à cinq axes », qui auraient permis aux Soviétiques de fabriquer des bélices « silencieuses » pour leurs sous-marins modésies.

Les officiels français crient à la calomnie : conseiller technique chargé des affaires internationales au cabinet du ministre de l'industrie, M. René-Louis Rondeau déclare que « tous les contrats qui ont pu être passés avec l'URSS entre 1976 et 1983 ont été l'URSS entre 1976 et 1983 ont été exécutés conformément à la réglementation en vigueur ». Fin octobre, le Quai d'Orsny est plus musnoé, reconnaissant que Ratier-Forest, devenu depois Forest-Liné, a « effectivement vendu, dans les années 70, des machines-outils à l'URSS ».

En somme, de l'histoire ancienne. Soupconneuse par nature, la DST n'est pas convaincue. Patienment, elle tire ses fils, multiplie les surveillances dis-crètes, cherche la faille humaine – tous les contrats récents de MFL étant apparemment conformes à la loi. C'est ainsi qu'elle obtient, en mars dernier,

contrats illégaux récents et exécutés, en date du 6 juin 1986 et du 2 juin 1987, ainsi que d'un troi-sième, seulement ébanché, qui est à l'origine des quatre inculpations et incarcérations.

les confidences de deux ingémeurs de MFL, ayant été, l'un, en poste à Moscou, l'autre, à Vienne. Ils révèlent des exportations douteuses en direction de la Tchéooslovaquie et de la RDA. Mais surtout, ils mettent les contre-capions sur la piste de deux contrars récents avec l'URSS, maquillés pour être apparenment conformes aux règles du COCOM.

Le premier, du 6 juin 1986.

Le premier, du 6 juin 1986, concerne des machines-outils à commandes numériques sophistiquées (de course 30 mètres et d'alimentation 60 kilowatis, alors que le COCOM
fixe comme limite 5 mètres et
22 kW). Le second, du 2 juin 1987,
concerne une machine de type « V 102500 B », qui permet l'usinage de voilures d'avion d'une seule pièce. Un
traitière content festi salor l'un de hures d'avion d'une scule pièce. Un troisième contrat était, selon l'un de ces ingénieurs, en cours de discussion ; il concernait des machines servant à l'usinage « haute vitesse » et « dépose des composites », technique utilisée dans la structure de l'avion Rafale. Grâce à ces informations, une commission rogatoire est délivrée par le juge Laroche le 18 avril. Elle entraîne dix-buit interpellations à Paris, Capdenae. Saint-fiberne et Albert, accomnac, Saint-Etienne et Albert, accom-pagnées de perquisitions. La suite est comme : les quatre inculpations et incarcérations décidées le 20 avril par le juge d'instruction.

> GEORGES MARION et EDWY PLENEL

#### Attentat en Corse: cinq gendarmes blessés

Cinq gendarmes mobiles ont été blessés en Corse, dont l'un griève-ment, par l'explosion d'une voiture, qui s'est produite vendredi 22 avril, pen avant 23 heures, à un carrefour conties mais de Calvi. rontier près de Calvi, au moment où passait le véhicule transportant les gendarmes. Les cinq victimes dont le plus gravement atteint souffre de troubles de la vue ont été évacués de l'hôpital de Bastia à celui du Val-de-Grâce à Paris. Les premiers éléments de l'enquête font apparaître que l'explosion a di être comman-dée à distance, mais il n'a pas encore été possible de déterminer la nature de l'explosif et son système de mise

Cet attentat n'avait pas encore été revendiqué samedi 23 avril en fin de matinée. Les gendarmes qui viennent d'en être victimes appartiennent à un escadron stationné ordinairement à Beaune (Côte-d'Or).

tonne : libération de tous les gardés à vue. - Les vingt-deux per-sonnes qui avaient été interpellées et placées en garde à vue jeudi 21 avril dans le cadre de l'anquâte sur l'attentat commis rue Tiquetonne à Paris (2º) contre l'étude d'un huissier, Mª Claude Thomazon (ie Monde du 19 avril) ont finalement été libérées sans que des charges susceptibles de les faire déférer au parquet aient été retenues contre elles. Douze d'entre elles avaient d'abord été relâchées vendredi 22 avril, les dix autres l'ont

Le fastueux exil français du dictateur haïtien

## La vie en or des Duvalier

(Suite de la première page.)

Parfois les billets de banque gonflent les poches de leur factorum, José Gonzalez, par exémple lorsque les Duvalier font réserver, sous un nom d'emprunt, plusieurs couverts au Moulin de Mongins, trois étoiles au Michelin, 550 F le menu.

Ephycher le carnet de Michèle Duvalier, c'est se convaincre que le couple ne se refuse rien. A la date du 6 février 1988, elle écrit : - Fred (carrings for me): 39 380 - (probablement des boucles d'oreille acquises chez le joaillier Fred). Un autre joaillier, Boucheron, a touché 83 000 dollars américains en décembre 1987 (« compte Michèle ») et 372 000 dollars de juillet 1987 à jansobriquet de l'ancien président de la République d'Harti...).

Trois mois d'abonnement à Canal-Plus ont couté 900 F au dictateur déchu, qui sort peu de sa villa et s'ennuie ferme, maintenant que les procédures engagées contre lai sui-vent lentement leur cours, entravées autant qu'il le pent par un avocat fort habile, Me Sanveur Vaisse.

Par la force des choses, les juristes qui conscillent l'ancien dictateur sont eux aussi, le plus souvent payés en liquide. A la rubrique · lewyers » (hommes de kii) et sous les insatiales · SV », Michèle Duvalier a, par exemple, recensé, à la mais en 1986, six « avances » pour un total de 425 000 dollars, la moitié versés cash (Me Vaisse confirme que des honoraires lui ont été payés en liquide et précise que ces sommes ont fait l'objet d'une déclaration fis-cale tont à fait normale).

> Chez Girenchy

Dans l'exil comme à l'époque de sa splendeur, Michèle Duvalier est restee fidèle à Givenchy. C'est dans m'elle s'est remariée, après avoir livorcé, en 1980, dans la cathédrale de Port au-Prince. Il y a cinq mois elle fait, comme à son habitude, ses emplettes dans sa boutique préférée. La facture qui en témoigne, datée du 30 novembre 1987, est de

La robe brodée rose de 95 000 F et le tailleur en cashemere vert de 73 000 F out sans doute rejoint, depuis, la chambre de la villa Mohamedia aménagée en garde-rober faute de place suffisante dans les penderies. Les élégances de la « première dame », ses manteaux de fourrure surtout, out toujours fait jaser amé de soleil et de faim. En Halfi, le revenu moyen annuel est

90 % de la richesse nationale étaient anz mains de 1.% de la population. A la demande du nouveau régime et sur la base de documents fournis par lui, le cabinet de juristes new-yorkais Stroock and Stroock and Lavan a reconstitué les détails de cette mise en coupe réglée, quelque dix mille pages (dix-sept volumes) accablantes de précision.

dictateur, achevaient d'amasser leur nementale (...) C'était un système fortune dans l'auxiété du lendemain, paternaliste. Tout le monde avait accès au président (...), l'homme de la rue, les fonctionnaires, les pay-sans. Quand ils avaient un besoin quelconque, ils pouvaient venis, et on leur donnait satisfaction. - En somme, les Duvalier puisaient dans les caisses de l'Etat pour le bien de

Mais ils n'oubliaient pas de se servir. accumulant au fil des années Voici, par exemple, un ordre de une fortune considérable à l'étran-virement du 19 juillet 1984 donné à ger dont l'étendue et la localisation la Banque centrale d'Haiti, « sui- précises restent un mystère. Un



vant instruction du président à vie ». Le compte à débuter est un de ceux de la défense nationale et le bénéficiaire... le conturier Francesco

Jean-Claude et Michèle Davalier confondaient leurs cassettes person-nelles et les comptes du Trésor public, se faisant remettre par la Banque centrale d'énormes sommes en liquide on ordonnant au même établissement de viver l'argent à de sement de virer l'argent à de prétendues « œuvres sociales » qu'ils contrôlaient étroitement. Selon le nouveau régime, les Duvalier auraient ainsi détourné de 1980 à 1986, date de leur fuite d'Haiti, 120000 dollars an minimum, dont une partie proviennent de la taxation par cux des sacs de farine, cadeaux des pays riches à un des peuples les plus démunis de la terre.

> Les leuteurs de la justice

sonnellement Jean-Claude Duvalier sur l'origine de sa fortune, force est de se référer aux déclarations qu'il a faites, voilà deux aus, à Barbara Walters de la chaîne de télévision américaine ABC: - Tous les chefs Du temps où le clan Duvalier et eu des fonds à leur disposition pour mettre en œuvre la politique gouver-

luxneux yacht, le Niki, a été saisi à Miami. Un compte en banque de 200 000 dollars a été gelé à New-York ainsi que d'autres comptes, d'un montant incomu, en Suisse. Un appartement situé dans le Trump Tower, sur la 5º Avenue à Manhattan, a également fait l'objet d'une sainie, aimi que le modeste château des Duvalier à Théméricourt (Vald'Oise). Mais il reste à la famille du dictateur déchu de l'argent, beau-coup d'argent, qui a échappé à la sagacité des enquêteurs, sans quoi elle ne menerait pas ce train de vie

Où est cet argent? Comment et par qui est-il acheminé jusqu'à Mou-gins? La commission rogatoire internationale délivrée par la justice haltienne à la justice française autorisait celle-ci à recenser les biens des Duvalier et de leurs proches (d'où la perquisition à la villa Mohamedia) mais pes à les saisir. Bijoux, œuvres d'art (certaines entassées dans le sauna désaffecté de la villa) et voitures de luxe (une Lamborghini, une Ferrari, une BMW 535 i et une Golf seize soupapes) ont ainsi été laissés à la disposition de leurs propriétaires. Désordre de l'administra-tion ou absence de volonté politique, la justice haltienne ne se presse pas.

En France, la justice civile s'interroge depuis deux ans sur son droit à traiter du cas Duvalier. S'il appa-

raît, le lundi 25 avril, que la réponse est positive, ce ne sera que le début de nouvelles et probablement longues procédures.

> Art de la dissimulation

Les intéressés, eux, sont depuis longtemps passés maîtres dans l'art de l'esquive : hommes de paille; ventes fictives ; comptes bancaires alimentés de plusieurs millions de france et vidés aussitôt au profit d'autres comptes. Ce jez de furet, décrit et percé partiellement à jour par les avocats français du gouver-nement haltien, le cabinet Baudel, Salès, Vincent et Georges risque de

Lorsque le nouveau régime haitien veut faire saisir deux appartements acquis par Simone Duvalier, une des sœurs de Jean-Claude, l'un avenue du Général-Leclerc, à Neuilly-sur-Scine (Hauts-de-Sci et l'autre avenue Foch, à Paris, on s'aperçoit qu'ils ne sont plus au nom de cello-ci. Les dix pièces de l'avenue Foch (valeur 12 millions de francs) ont été vendues à Max Dominique, divorcé de Marie-Denise Duvalier, une autre fille de « Pana Doc ». Quant à l'apoartement de Neuilly (valeur 1800 000 F), il est depuis quelque temps au nom des deux enfants du même Max Dominique. Et ainsi de

Un jour, les avocats français ont la conviction que Ronald Bennett, un frère de Michèle Duvalier, est de ceux qui alimentent sa sœur et son beau-frère en argent liquide, et leur sert de prête-nom. Une saisie sur son compte, à la Banque francoportugaise, est aussitôt autorisée par le président du tribunal de grande instance de Paris. Hélas! l'on y trouve que 4 800 F.

L'ancien et jeune président à vie, celui qui promettait à son peuple de le conduire, grâce au « jeanclaudisme -, une doctrine passablement fumeuse, - sur les chemins montants de la prospérité et des grandes espérances », continue de jouir tran-quillement de sa fortune. Accueilli provisoirement en France par des socialistes embarrassés, toléré par un gouvernement de droite, lui au passablement gêné, il a en l'idée de demander à bénéficier du statut de réfugié politique, qui lui a été refusé sous prétexte que ce statut ne peut être accordé à un homme soupç de crimes contre l'humanité. Mais il est libre de ses mouvements (on le voit parfois, à Paris), bien que dépourve de titre de séjour officiel, apparaissant du coup comme l'un des rares immigrés sans papier à qui personne ne cherche noise...

BERTRAND LE GENDRE.

Aux Etats-Unis

## Un médicament contre l'acné provoquerait des malformations fœtales

contre les formes graves d'acné, pro-duit par une filiale américaine du groupe pharmaceutique suisse Hoffmann-La Roche et très souvent prescrit aux Etat-Unis, est-il à l'origine de centaines de malformations fectales survenues au cours des six dernières appées ?

La question a été posée par les autorités sanitaires américaines et la réponse des rapports d'experts est sans ambiguîté : selon eux, l'utilisation par des femmes enceintes de cet anti-acnéique puissant explique les « graves maiformations » de neuf cents à mille trois cents bébés nés entre 1982 et 1986, ainsi que de sept cents à mille fausses couches. Pour la même période, de cinq mille à sept mille femmes ayant utilisé de peur de donner naissance à des enfants malformés. Le D' Godfrey Oakley, du centre de contrôle des maladies d'Atlanta, a même déclaré que « ce médicament est aussi dan-gereux que la Thalidomide », médi-

L'Accutane, un médicament cament qui, dans les années 60, avait provoqué de très nombreuses malformations chez les fœtus.

Les conclusions de ce rapport d'experts, qui doit être examiné à Washington, le 26 avril par la Food and Drug Administration (FDA), sont contestées par la multinationale de Bâle. Les représentants de Hoffmann-La Roche ont précisé qu'ils connaissent depuis le début le kaut risque » lié à ce médicament, mais ils soulignent que, depuis son introduction, ils ont multiplié et renforcé les avertissements à l'intention des médecins traitants et des patients. D'autre part, ils mettent en doute les chiffres des experts américains : le nombre de malformations ne serait que de l'ordre d'une soixantaine, alors que plus d'un million de personnes ont subi des traitements à l'Accutane depuis 1982. Selon l'un de ses porte-parole, la firme pharmaceutique suisse n'a pas l'intention de retirer ce produit du marché dans un proche avenir.

#### **EN BREF**

• Incuipé de coups et bles-res, un responsable merseillais sures, un responsable merseillais du Front national est remis en liberté. — M. André Lambert, l'un des responsables du Front national à Marseille, qui avait été ácroué le 10 mars après avoir été inculpé de coups et blessures volontaires avec arme contre un jeune animateur-socioculturei (le Monde du 12 mars), de M. Jean-Louis Herail, juge d'ins-

C'est le 8 mars que M. Lambert, propriétaire d'un ber sur le Visux-Port, le Bar des yachts, avait tiré un coup de pistolet à granaille sur M. Laurent Zaaboul, vingt-trois ans, qui avait ironisé sur certaines affiches électorales du Front national.

· La mort de Maurice Robresu. - Fondeteur en 1947 des studios SM, Maurice Robreau est décédé, le jeudi 21 avril, à Peris, à l'âge de sobants-seize ans et sera inhumé le 23 près de Geillon (Eure). Il avait joué un grand rôle dans la diffu-sion de la musique liturgique, enregistrant notamment les chorales grégoriennes des monestères ou les psaumes du Père Gélineau. C'est lui aussi qui avait lancé le Père Aimé Duvel et un grand nombre de chanteurs d'églice.

e La filiette disperue dans l'Yonne est retrouvée saine et seuve. – Le fillette de trois ans, Aurélie Boileau, qui avait disparu depuis le 20 avril du hameau de Vrilly (Yonne) où elle vit avec ses parents (le Monde du 23 avril), e éré retrou-vée saine et sauve vandredi 22 avril, dans un champ à 4 kilomètres de sa maison. Il s'agit maintenant pour les ancoêteurs de savoir si l'enfant a pu se perdre et parcourir de son plein gré le trajet la séparant du hameau ou si elle n'a pas été enlevée puis abandonnée per un ravisseur affolé par le retentissement de l'affaire dans la région, Les premiers examens médicaux n'ont montré aucune trace

#### CORRESPONDANCE

#### Une lettre du professeur Mathé

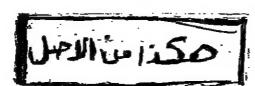
A la suite de l'information don-née par le Monde, le 18 février, concernant le blâme infligé par l'Ordre des médecins au docteur Léon Schwarzenberg, le professeur Mathé nous adresse la lettre suivante:

Je regrette que soit reprise à cette occasion la polémique que le D' Schwarzenberg m'avait faite pour avoir annoncé dans le journal international Biomedecine and Pharmacotherapy l'épidémie de cancers associés à des virus sexuelledeux raisons:

1. Le D' Schwarzenberg étant mon assistant, non en tant que médecin des hôpitaux mais en tant que biologiste, je veux éviter que les médecins cliniciens de mon service paraissent en désaccord avec les bio-

2. Ce qui avait déclenché la violente réaction de mon collaborateur était l'accusation que je portais contre le vagabondage sexuel, à la mode chez les jeunes, ce qui expliquait que la mortalité par cancer du col de l'utérus ait été, entre 1965 et 1983, en augmentation constante chez les femmes de vingt à trente ans. Cette épidémie n'est, selon moi, ni contestable ni contestée par les

Deux facteurs non lies à la sexualité exercent aussi un rôle amplificateur majeur du risque : l'insuffisance des défenses immunitaires et le tabagisme (qui multiplient, pour une dose de douze « paquetsannées » le risque par dix, l'unité paquets-années étant le produit du nombre de paquets de cigarettes fumées par le nombre d'années d'intoxication).



حكذا من الأصل

10 Le Monde • Dimanche 24-Lundi 25 avril 1988 •••

## L'homme qui voulait être

Il est à la fois le chanteur de sa génération, Peter Pan, et le champion toutes catégories du show-biz. Michael Jackson va donner à Paris ie plus beau spectacie

Dans sa loge du Rosemont Horizon à Chicago, juste avant le show qu'il va attaquer à l'heure annoncée devant seize mille personnes. Michael, chemise de satin blanc et pantalon de cuir noir, visage doré irréel aux veux immentas accourants. pantalon de cuir noir, visage dore irréel, aux yeux immenses entourés de boucles brunes, n'a pas l'ombre d'une angoisse. Dans l'agitation qui précède le spectacle et le va-et-vient d'assistants, de coordinateurs et de managers, on ne l'aperçoit pas tout de suite. Il fant qu'on nous le présente et qu'aussitôt attenuï il nous dise un mot gentil pour reconnaître dise un mot gentil pour reconnaître dans le double de Peter Pan, appa-remment aussi innocent et pur que le modèle, le chanteur de sa généra-tion le plus éblouissant de talent et en compétition avec sa scule légende, le capitaine d'une entre-prise multinationale qui a racheté il y a trois ans pour 47 millions de dol-lars les deux cent cinquante et une chansons des Beatles.

Michael Jackson célèbre cette année son trentième anniversaire et ses vingt-cinq ans de carrière. Dans son autobiographie (Moonwalk), éditée ce mois-ci par Jacqueline Onassis, dédicacée à Fred Astaire et dont les droits ont été vendus au monde entier, Jackson laisse à peine entrevoir sa vérité.

En le voyant apparaître sur scène après un générique hollywoodien et entrer aussitôt avec une fabuleuse énergie dans une démesure de sons, de rythmes et de gestes, on reste un instant surpris de la distance en années-lumières entre le chanteur et le petit garçon propre à qui on a serré la main quelques minutes apparavant. Certes, Peter Pan mâtiné d'un peu de l'esprit d'ET est encore présent dans des mélodies feutrès et spatiales, dans une vision didiale de l'apparagnement propriese et idéale de l'amour platonique et absolu dans les paroles de chansons qui glissent pour la plupart comme de légères gouttes de pluie dans un jour ensoleillé, dans certaines séquences imaginées, comme le tour de prestidigitation qui le fait dispa-raître, alors qu'il était suspendu au sol, pour réapparaître de l'autre côté

Et puis une machine à swing et à émotion fonctionnant sans havure, sans accroc, qui fait admirablement son office. Les idées musicales des albums Thriller et de Bad fusent sous forme de chansons impé tueuses, de rock vertigineux, de ballades intenses. Chaque titre suscite une creation jamais reprise, provo-que une invention élaborée et développée avec précisjon, toujours à bon escient, dans la mise en scène, la chorégraphic, les lumières, l'exploitation du laser. Tout est rasser avec le maximum de puissance et de cohésion pour l'efficacité du show, y compris les techniques du théâtre d'ombres et du cinéma. A tel point paraît supérieure aux modèles.

Le bonheur du spectateur est total. De la première à la cent ving-tième minutes du concert. A l'évidence. Michael Jackson lui-même est là, outre le studio, dans le seul élément où il se sent vivre. Et il jette tout son soul, saute, glisse, se retourne, tournoie, fixe longuement l'assistance, danse à nouveau, confondu au sythme, fondu dans la

wwverstte be plats-1 platikera-strokrae SEMINAIRE ART ET COMMUNICATION NAHMÉ PAR FRED FOREST

### JÜRGEN CLAUS

- Critique d'art. - Chargé de cours pour le départe-
- ment art et technologie, académie des beaux-arts, Munich. Chercheur au MIT Center for advanced visual studies, Cambridge USA.
- Organisation des expositions Kunst und Technologie, Binn et Ars elec-
- Anteur de nombreux ouvrages dont « Das elektronische Bauhaus », Editions Interfrom.

LE BAUHAUS ELECTRONIQUE La technologie de la forme dans la production, le développement, la

MAROI 26 AVRO. 1988 — 19 à 21 b

AMPHI UFR, ARTS PLASTIQUES ET SCIENCES DE L'ART - 162, reo Saint-Churles, PARIS XV

Michael Jackson en concert

# un enfant

du moment.

musique, avant de s'arrêter immo-bile devant un pont musical, de s'agenouiller dans le mouvement d'un ralenti cinématographique, d'être envahi par l'émotion et de la jeure per le la lorge de laisser les larmes couler le long des joues. La voix aigué, aux vibrations magiques de Michael Jackson joue sublimement avec les diverses palettes musicales et les subtilités imaginées par Quincy Jones, comme le titre Bad qui dérape brusquement et devient un negro spiritual ner-veux, chargé d'émotion.

Au cours du spectacle, Jackson changera plusieurs fois d'appa-rences: costumes noir, blanc, défro-que de Mandrake le magicien, ombre de E.T. s'éloignant dans le cosmos, silhouette de Peter Pan pleinement retrouvé s'en allant dans les

coulisses entouré d'enfants.

A Paris, Michael Jackson donnera deux concerts au Parc des Princes les 27 et 28 juin.

CLAUDE FLÉOUTER. ★ Disques et Compact CBS.

#### CALENDRIER DANSE

La Conjuration. - Comment la danse ne prévaudrait-elle pas comme remède, ou simplement comme diseuse de l'inconscient et de la tragédie? », écrivait René Char. Wilfride Pioliet et Jean Guizerix proposent trois ballets inspirés de textes du poète disparu: Lettera amorosa, Afin qu'il n'y soit rien changé et la Conjuration.

★ Opéra-Comique, 26, 27,28 et 29 avril. Tél.: 42-96-12-20.

Carolya Carison. Elle n'a pas racore trouvé le titre de sa nouveile création, mais on sait déjà qu'elle fantasme sur un ange lumineux rencontré dans un livre de Gustave

★ Théâtre de la Ville, du 27 avril au 14 mai. Tél.: 42-74-22-77.



Ballet folklorique de Mexico

Symptôme. De et par Shiro Daimon, grand danseur japonais disci-ple du nô et du kabuki. Un voyage des sources de la vic aux portes de la

\* Café de la Danse, du 26 au 30 avril, Tél.: 47-34-28-66.

Ballet Folkjorico de Mexico. Un musée vivant d'une exceptionnelle richesse, héritier des traditions olmèques, zapothèques, tarasques, mayas, azicques, etc. Les costumes les plus exubérants du monde.

Circumvesuviana. C'est le nom du train qui dessert tous les villages au pied du Vésuve, mais il n'y aura ni linge ni speghettis dans cette poétique évocation de Paco Decina.

\* Théatre de la Bassille, du 25 au 30 avril Tel : 43-57-42-14

Paris qui danse. Un festival de films sur la danse, de 14 h 30 à la nuit Saporta, Chopinot, Chauvire, Denard, l'Opéra de Paris... Et aussi les Demoiselles de Rochefort de

\* Vidéothèque de Peris, du 26 30 avril. Tél.: 40-26-30-60.

THÉATRE

« Comme tu me veux » de Pirandello à l'Odéon

## Andrea Jonasson entre Italie et Allemagne

Une histoire de mémoire fuyante, d'identité incertaine, c'est Pirandello. Les sombres mystères de l'illusion, c'est Giorgio Strehler. Une femme vivante et révoltée. c'est Andrea Jonasson.

Le dernier spectacle de Giorgio Strehler au Piccolo Teatro de Milan, Comme su me veux, vient à Paris au Théâtre de l'Europe du 23 au 29 avril. Comme d'habitude chez Pirandello, la pièce traite d'une recherche névrotique d'identité. Là, il s'agit d'une annésique qui, sens savoir comment, s'est retrouvée à Berlin. Elle «travaille» dans des cabarets, se fait entretenir par un écrivain pervers dont elle a détruit la famille. Un homme la pourchasse, persuadé qu'elle est italieune et il l'emmène dans sa « famille »...

La première partie se passe donc Berlin dans une ambiance pocturne, survoltée. La seconde en Italie, dans une maison trop calme pour être honnête. Strehler fait jouer une sorte d'effet miroir contrasté. Les répliques en allemand et en italien s'affrontent. A Berlin, la femme est une Lulu qui se détruit et détruit s'est arrachée à son identité alle-tout autour d'elle. En Italie, elle mande. « Parfois, dit-elle, je me sens

cherche à se reconstruire un passé, à se retrouver dans une image qu'on lui présente et qui répond trop bien aux intérêts de la famille.

Comme toujours, la vision aignè et désabusée de Strehler envolte, et en desaprisee de Sinemar autorit, et aussi l'intelligence, l'élégance sensi-ble de sa mise en scène, la beauté de ses éclairages. Il parvient même à donner du mystère à une pièce fina-lement assez démonstrative. Surtout, pour jouer la femme, il y a Andrea Jonasson – on l'a vue à Paris avec le Piccolo dans la Bonne Ame de Se Tchouan de Brecht, et dans Mina de Lessing. Elle est grande, rouse, superbe, avec un sourire carnassier, une voix grave et chande. Elle est magnifique et, en plus, comme son personnage - mais à l'inverse - elle est allemande et vit

A Hambourg, avec Gustav Grund-ken – le modèle de Mephisto, – a continué dans tous les grands thés-tres, en 1973, a rencontré Giorgio Strehler à Salzbourg, lui a dit qu'elle l'aimait - les seuls mots qu'elle connaissait en italien et qui lui suffisaient pour ce qu'elle avait à dire. Strehler l'a mise en soène en Allemange et à Vienne, pais, en 1980, elle s'est installée à Milan. Non seulement elle a appris l'italien. mais, sous la direction de Strehler,



schizophrène, surtout quand je tra-vaille Brecht ou Lessing en italien après les avoir si souvent joués en

Andrea Jonasson n'a pas mis long-temps pour s'adapter à son nouveau.

mode de vie et dit qu'elle n'a jan tellement apprécié ses compatriotes à cause de leur manque d'humoin de leur façon d'avancer « sans s'arrèser, la bouche fermés». Evidemment, son personnage de Comme to me veux colle ment à elle, y compris dans la façon dont Strehler in fait pesser d'un lan-gage à l'autre dans les moments de donte, d'infini déservoi...

を 10 mm 当 5.4

Buch Salley .

H11 12 1 1 1

Butte g. c.

THE SHOP

and the same of th

- Laure

CONTRACTOR

Symphy.

2

The majority

the Control

- Je me seus proche d'elle. Poure je me sem proces a eve i ve tont à la première lecture, je n'étals pas enthousiaste. Je n'arrivals pas à lire, le sexte m'enguyalt. Mais dès que l'on a commenté à répèter sur que l'on a commenaé à répéter sur scène, c'est venu. C'est venu tout seul. Strehler dit que Pirandello a dù rêser de moi en écrivant cette périodes de doute total, comme mon personnage. Je n'al détruit personne, je crois. Mais j'ai comu la joie de m'annihiler.

COLETTE GODARD.

★ Odéon-Théstire de l'Europe. 20 h 30. De 23 an 29 avril. La pièce est

Le « Saperleau » espagnol de Gildas Bourdet

## Mission translinguistique

A Valence en Espagne, Gildas Bourdet vient de remettre en scène le Saperleau, sa première pièce

traduite en espagnol. On peut voir la toute dernière, l'Inconvenant. au Théâtre de la Colline

Le trio infernal du vaudeville, flanqué d'un quatrième partenaire, le narrateur, enfermé dans une sorte de cage en verre et surtout parlant une drôle de langue faite de mots-valises, d'argot, de citations en tout genre, de fautes de grammaire et autres distorsions. Le Saperleau, de Gildas Bourdet, créé en 1982, est

une farce sur la langue française. A l'étranger, on a dressé l'oreille. Le Saperleau a été joué à Amster-dam, dans une traduction qui, toutefois, n'a pas satisfait l'auteur, car elle tirait trop du côté de l'obscénité. Et quand il fut question de traduire et quand il fut question de tradure le Saperleau en espagnol et de le jouer à Valence, l'adaptation a été surveillée par le codirecteur du Théâtre de la Salamandre, André Guittier, hispaniste, par une universitaire lilloise Rosine Gars et par un avocat madrilène, Gonzalo Martinez Fresneda, spécialiste de droit criminel, comput à l'arent espagnol. Le nel, rompu à l'argot espagnol. Le travail dure un an et demi. Car le langage, si invraisemblable à

l'oreille, est en fait nourri de résérences en tout genre. En espagnol, il a fallu transposer. Pour les situations littéraires parfois intégrales de Rabelais ou Bandelaire, Cervantès ou Lorca sont venus à la rescousse. on Llorca sont venus à la rescousse. Il a fallu bien sûr trouver un r cant au maréchal Pétain, des équivaents au jeu avec les conjugaisons ou la grammaire. «L'Espagnol mayen, explique Genzalo Martinez Fresda, fait beaucoup moins de fautes de grammaire que le Français moyen. Notre langage parlé est très proche de l'écrit... Le principal pro-blème à surmonter fut un problème de métrique. L'espagnol est une lan-gue plus longue que le français.»

Pour mener à bien ce véritable voyage translinguistique inédit, le Centre national des nouvelles tendances à Madrid, l'Association francaise d'action artistique, le Théâtre de la Salamandre et le Centre dramatique de Valence se sont associés. El Saperion, après Valence, sera joné un mois à Madrid.

Aujourd'hui, la langue de Gildas Bourdet s'est assagie. Depuis le Saperleau, il a écrit Une station-service, les Crachats de la lune. Cette année, Jorge Lavelli lui a passé commande d'une nouvelle pièce pour son Théâtre de la Colline qui devait s'appeler l'Audition, comédie sur des personnages de figurants dans un théâtre. Ce sera l'Inconvenant, une comédie encore, sur l'argent, sur la rencontre insolite entre des milliardaires et une équipe

ARTS

Une exposition de Jean Zuber

## Mythologies détournées

Religions, littératures et symboliques réunies dans la peinture : Zuber use de toutes les inspirations.

On ne connaît guère en France, et pas assez sans nul doute, les travaux de Jean Zuber. Pas assez parce que ce peintre et dessinateur d'origine suisse, grand voyageur, explorateur de toutes sortes d'exotismes, accomplit une œuvre d'une cohérence et d'une pertinence rares à l'heure actuelle. Plutôt que faire sienne, comme tant d'autres, telle forme du primitivisme que notre époque a reçu en héritage des cubistes, des surréalistes et des abstraits à la fois, Zuber glisse et circule entre tous les primitivismes, entre les archaltenes et les inspirations les plus variées. Barbaries», souveairs de Melvillo ou d'Ibsen et cosmogonies indéchif-frables se trouvent évoqués et associés par le jeu suns pesanteur de symboles et de géométries réduits à leur ombre ou à un schéma très dis-

Chaque œuvre incite à d'infinis exercices de supposition, sans que pour autant la peinture tourne à la collection de rébus ou de citations. collection de repus ou de citations.
On sentirait plutôt une sorte de détachement ironique, à la Paul Klee:
l'artiste se promène « entre des
forèts de symboles » sans les preudre au sérieux ou au tragique.

diversité est servie par une habileté peu commune et des techniques ain-gulières, dont la moins étrange et la gulières, dont la moins étrange et la noins commode d'emploi a est pas celle de la peinture « au sang ». L'artiste enduit son papier d'une couche de sang de bean. Il attend six mois. Quand le papier a été imbibé, il nettoie la surface bran rouge à l'aide d'un pineau trempé d'esu. Dessins et surfaces colorées s'obtiennent ainsi par réserve. s'obtiennent ainsi par réserve, qçasqe ben 5 ben qu wonochtome

Là où le sang a été lavé, il demeure une teinte bistre, conins un lavis très dilué d'encre brune. Les un avis tres cuine a enore urune. Les pictogrammes ainsi tracés conser-vent une deusité un peu granuleuse. Dans d'autres curves, Zuber grave, si l'on peut dire, signes et contours dans le noir du fusain dont il a recouvert la feuille en traçant des spirales percées de blanc.

Il y a dans la plupart de ces tra-vaux, tous réalisés sur papier, une retenue et une clarié qui placent leur auteur fort au-dessus de certains bricolages mythologiques contemporains, transvantgardistes ou non. Si le marché de l'art connaissait une autre logique que celle du spectaculaire, il est proba-ble qu'il distinguerait Jean Zuber et ses œuvres si « justes » de ton.

PHILIPPE DAGEN. ★ Galerie Philippe Casini, 13, rae Chapon, jusqu'an 21 mai.

manière assez mimétique sur le vaudeville. Il y observe avec intérêt, ditil. «l'affolement du langage, des malentendus, des pulsions ». Il affirme prétendre désormais simple-ment » raconter des histoires et

faire rire ». ODILE QUIROT.

\* L'Incomenant, au Théâtre natio-l de la Colline. Jusqu'au 26 noil Tél.:

# Communication

Après la modification des conditions de cession

## M. Balladur autorise la vente des « Echos » au groupe Pearson

come britannique Pearson à achegroupe britannique rearson a activer le groupe de presse économique les Echos. Le communiqué publié, par le ministère de l'économie et des finances, le 22 avril, précise que les aménagements apportés au début du mois au contrat de vente (le Monde du 16 avril) - assurent sine meilteure défense du groupe Pearson contre des prises de contrôle inamicales par des groupes non commu-

Cette décision met fin à une fongue partie de bras de fer entre M. Balladur et M. Jacqueline Beytont, propriétuire des Echos. Ceste dernière avait annonce à la mijanvier son intention de vendre le quotidien économique à l'éditeur du financial Times. M= Beytout, qui détenait les deux tiers du capital devait recevoir en échange près de 4 % du capital de Pearson. Les autres propriétaires membres de la ... autres propriétaires, membres de la famille Beynont, devajent être payés au comptant. Le montant de la tranaction s'élevait à 880 millions de

Mais M. Balladur, pourtuit pro-venu de longue date par Mas Boy-tout, avait fait connaître ses réserves : le groupe Pearson, convoité pur le géant américain de la communication, M. Rupert Mur-doch, risquait de ne pas «rester durablement européen». Ot, pour la loi française, une entreprise extéricure à la Communanté ne peut possèder plus de 20 % d'un journal. Le ministre décidait alors de suspendre son autorisation aux résultats

Pour Ma Beytout, la décision de M. Balladur, relevant du plus pur arbitraire : On veut m'enfermer dans une nasse pour me forcer à renter ma signature et peut-être me jeter dans les bras de quelqu'un que je n'aurais pas choisi. « (le Monde du 24 février). Une allusion à peine voilée à l'intérêt qu'Havas et le Groupe de la Cité, portaient, enz missi, au mchat des Echos.

En signe de protestation, le quoti-

M. Edouard Balladur a autorisé le tion le 23 février pour une journée. De son côté le groupe Pearson demandair à la Commission euro-péenne d'examiner la décision francaise. Le 25 mars, lord Cockfield, commissaire européen chargé du marché intérieur faisait savoir à M. Balladur que son blocage de la vente contredisait les règles commu-nautaires sur la liberté d'établisse-

nent des entreprises.

Début avril, le groupe financier
Lazard frères, lié par des participations croisées au groupe Pearson,
proposait une solution de compromis, asgociée semble di avec
M. Balladur. Dans un premier
temps, senjement deux tiers du capital des Echos serieur cédés à Pearson. Mar Bestoirt conservant une tal des Pehor seraient cédés à Pear-son. Me Bentoit conservant une minorité de blotage. Les Britanni-ques pouveient acquerir le reste au bout d'un au si Pearson restait alois un groupe appaisenant à la CEE. De plus, Lazard s'engageait à conserver jusqu'en 2009 ses participations dans Pearson. Acceptée par nomes les parties cette solution a permis à M. Balladur de letter son veto atent l'élection présidentielle, ce que l'ou-soulaitait apparennent, taut chez souhaitait apparemment taut chez Pearson qu'aux-Echos

JEAN FRANÇOIS LACAN

e Mit sur TMC à partir du 12 mail - La diffusion des programmes de M.6 sur l'enteure de TMC, qui avait fait l'objet d'un secord définitivement entériné le 31 mars demier, devrait débuter le 12 mai ai aucun problème technique re-survient of ict. It. Selop TMC. l'accord prévoit une ouverture de l'antenne de 7 haures à 17 haure du matin, une c'ientitre » de 18 heures à 20 heures restant réservée aux programmes propres de la station monégasque : afformation locale et régio-nale: magazines, jeux, directs. M 6, quant à elle, foumbre notamment les films, la fiction, les variétés, les informations nationales. Une grille provi-soire seen d'abord mise en place, pendent laquelle TMC continuera à quen economidas ensbenquit en baun- que esse buolamines actuals.



# **Spectacles**

### théâtre

#### SPECTACLES NOUVEAUX

alle et Allena

Marie Salah Sa

Marie Carlo

THE CONTRACT OF STREET

The state of the state of

A STATE OF THE STA

THE PERSON NAMED IN

THE RESERVE OF THE PERSON OF T

L'ENCONVENANT. Th. mat. de la Colline (43-66-43-60) ; sem. 15 h. LE JEU DE L'AMOUR ET DU HASARD. Comédio-Française (40-15-00-15), 20 h 30, sam., dim. à 14 h. LE LEGS. Comédie-Française (40-15-00-15), 20 h 30, sem., dim. 14 h. COME. TU MI VUOL Odéen Th. de FBurope (43-25-70-32), 20 h 30; sex., dim. 1 15 h (dim. seir, len.).

#### HORS PARES

GRENOMER. — Sir venis verte, de Michel Deutsch ei Philippe Lacous-Laberthe, mise na sohne de Michel Deutsch, par le CNDA (76-25-54-14) au Cargo/Maison de la citte de Grand-Maison de la

ITLE - On no bodine pas avec Famour, mise en schoe de Dominique Famour, mist en schoe de Dominique Summis à la Halle en Sucte, une de l'Entrepét, Théâtre de la Chandelle (2030-29-36). STRASBOURG. — Rescentes, mise en schoe d'Alain Kanpp au Théâtre national de Strasbourg. (58-35-63-60).

#### Les autres salles :

AMARIBEE'S DE PARES (43-66-42-17).

L'Invité: 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-68-73-1). Les Cahieus tango : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

LECANE (43-38-19-70). Quetre chantiez: 20 h 30, dim. 17 h.

ARIS-HÉBERROT (43-67-23-23). Le Malade imaginaire: 21 h, dim. 15 h 30.

ATELIER (46-66-49-24). La Double Inconstance: 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ATELIER (46-66-92-4). La Double Inconstance: 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ATELIER (43-57-51-55). Poèmea: 18 h 30.

Les Créanciers: 20 h 30.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Je se veux pas montre idiot: 16 h et 20 h 30.

BOUFFES PARESIENS (42-96-60-24).

La netite chatts est marte: 15 h 30, mer.

Les Crémeiers: 20 h 30.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-58), Je
ae veux pas moutri idiot: 16 h et 20 h 30.

BOUFFES PARISHENS (42-96-60-24).
La petite chatte est morte: 15 h 30, mer.,
jen., ven., mar. 18 h 30, Bacchar: 18 h et
21 h 30, dim. 15 h 30.

21 h 30, dim. 15 h 30.

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). Dim. Nouvelles du dimanche; 17 h.

CARTOUCHERIE EPÉR DE ROSS (48-08-39-74). Volpozas ou la renard; 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHERIE THEATER DE L'AQUARIUM (43-74-72-74). Juste syant Tameries; 20 h 30.

L'AQUARIUM (43-74-72-74). Juste avant Tameries: 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÈTE (43-28-36-36). Salle L Us mouton à l'eniretel suivi de la Fièce de Chambertin : 20 h 30, dim. 16 h. La Pièce de Chambertin : 20 h 30, dim. 16 h. La Pièce de Chambertin : 20 h 30, dim. 16 h.

CAPTOUCHIERE THÉATRE DU SO-LEU. (43-74-24-08). L'Indiade ou l'Inde de leurs révoi : 18 h 30, dim. 15 h 30. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Br. vote... la galère l... : 21 h, dim. 15 h 30.

CENTRE CULTUREL DE LA PO-TERNE DES PEUPLIERS (47-26-79-37). Le Bourgons gentillomme : 15 h, mar. 20 h 45.

15 h, mar. 20 h 45.
CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Prince the makes démé de mut: 16 h et 20 h 45.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Genel. Théâtre. hime contemporain: 20 h 30. La Galerie. Rip: 20 h 30. La Galerie. 20 h 30. La Resserve. Le Délire du serpont: 20 h 30.

serpent: 20 h 90.

COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), Reviews dormir h l'Elyste : 21 h, des 15 h 70.

din. 15 h 30.

CONFEDIE - DE PARIS (42-81-00-11).

Voltaire' Police: 19 h 30 et 21 h 30.

CONFEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15).

Inches France La less de l'access et du heard suivi par Le Less : 20 h 30, dim. 14 h. Le Less précédé par Le jeu de l'amour et du heard : 20 h 30, dim. 14 h.

DAUNOU (42-61-68-14). Monsieur Masser : 21 h, dim. 15 h 30.

DEUX ANES (46-06-10-25). Elysée...mai : 21 h, dim. 15 h 30. DEX-HUIT THÉA-TRE (42-26-47-47). Le Gardien : 20 h 30, dim. 16 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babes-Cadres : 20 h 15. Nous en fait où en nous de de faire : 23 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Les Linicoss dangereuses : 21 h, dim. 15 h 30. ...
ELDORADO (42-49-60-27). Aventure à Tahiel: 15 h, mer. jen., dim. 15 h.
ESPACE ACTEUR. (42-62-35-00). Sonato à Johannesburg: 20 h 30.

ESPÁCE KIRON (43-73-50-25). Le Té-mois : 20 h. Le Gel de matie : 22 h. ESPACE MARAIS (42-71-10-19). La Mouette: 29 h 30, dm. 18 h 30. Mouette: 28 h 30, dim. 18 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42).

Saile L. Oui mais non : 18 h 30, dim.
15 h, Chat qui peut : 21 h, dim. 17 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Hors ilmite :
18 h ct 21 h.

GATTE-MONTPARNASSE (43-22-

16-18). Joe Egg : 20 h 45, dim. 15 h. GALLERIE 18-THE ENGLISH THEA-TRE OF PARIS (43-26-63-51), You're good man Charlie Brown : 20 h 30.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Lettre d'une incomme : 18 h 45, La Sorcière : 20 h 30. GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). La Mézanorphose : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 45.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Canta-trice chanve : 19 h 30. La Lepon : 20 h 30. Proust : Pavais tonjours quatre nos pour elle : 21 h 30.

MADRIZINE (42-65-07-09). As bord du lit: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. MARIE STUART (45-08-17-80). Piopin peint Moorto: 20 h 30. Les Voisins: 22 h.

MARIGNY (42-56-04-41). L'Homme de la Marcha: 21 h, dim. 15 h. MARIGNY (PETT) (42-25-20-74). La Montouse: 18 h et 21 h, dim. 15 h. MENAGERIE DE VERRE (43-38-33-44). L'Antiquelone des Apores: 21 h. MECHEL (42-65-35-02). Pyjamu pour six : 18 h 30 et 21 h 30. dim. 13 h 30. MICHODIÈRE (42-66-26-94). Show André Lamy l'Ami public nº1: 18 h 30 st 21 h 30.

MOCADON (42-85-28-80). George Dun-din: 20 h.30, dim. 15 h. MONIPARNASSE (43-22-77-74). Le Se-cret: 18 h et 21 h 15, dim. 15 h 30. MONIPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Fioretti, d'après le vie de saint François d'Amine: 21 h. dim. 15 h 30.

MCISÉUM NATIONAL D'AISTOIRE NATURELLE (45-35-75-23). Buffon chei jardin : 16 h et 18 h, mer., ven., dim., hm. 16 h, jou. 14 h et 15 h. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Une soi rôc pas comme les autres : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). Le Ma-sique (Fragments d'un discours italies) : 18 h 30.

(43-25-70-32). Come tu mi vuoi : 20 h 30, dim. 15 h.

QEUVRE (48-74-42-52). Je ne snis pas Rappaport: 20 h 45, dim. 15 h. PALAIS DES GLACES (46-07-49-93) Petite selle. l'ai pes le choix, je chame Boby Lapoints : 20 h 30, dist. 15 h 30.

#### Samedi 23 - Dimanche 24 avril

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Judis-Pilato (d'après Figures et Paraboles) : 21 h, dim. 16 h 30. PORTE SAINT-MARTIN (46-07-57-53). Le Taupe : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

POTINIÈRE (42-61-44-16). Et puis j'ai mis une cravate et je suis allé voir un psy-chiatre : 21 h, dim. 15 h. RANELAGH (42-88-64-44). Pendant ce temps nos denz béros...; 20 h 30, dim. 17 h.

RENAISSANCE (42-08-18-50). Good la Choc: 20 h 45. ROSEAU-THEATRE (42-71-30-20). Soi-

rée d'avril : 18 h 30. SAINT-GEORGES (42-78-63-67). Droke decouple: 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h. SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Divas sur camapé: 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Jungo Edwards explose an Spien-did': 20 h et 22 h. THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SER-REAU (45-45-49-77). Les Lettres de la vio (Partitions pour comédiens et son) : 20 h 45.

THÉATRE DE DEX HEURES (42-64-35-90). Entin Bénareau : 20 h 30, dim. 16 h. 22, v'in du fric : 22 h, dim. 14 h. THÉATRE DE FORTUNE (43-56-76-34), La Petite Sirène : 21 h. THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80), Pire : 20 h 30, dint. 15 k.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). L'Hurin-borhs ou le Réactionnaire supoureux : 20 h 30, dim. 15 h. PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Judas-PPlats (d'après Figures et Paraboles) : Salle IL Etranger : 20 h 30, dim. 15 h. Salle IL Les Bonnes : 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE DES DEUX PORTES (43-

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-21-15). Grand Foyer. Purnies en voyage: 15 h, mer., jeu., ven., mar. 14 h 30, jeu., ven., mar. 10 h. Grand Théâtre. Le Misanthrope: 20 h 30. Théâtre Gémier. Sous les boulingrins bleus: 20 h 30, dim. 15 h. THEATRE NATIONAL DE LA COL-

LINE (43-66-43-60), Grande saile. L'In-convenant : 15 h et 20 h 30. Petite saile. Les Chrises : 21 h. THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-

56-60-70). Petite salle. Fièvre rom 21 h, dim. 15 h et 18 h. TINTAMARRE (48-87-33-82). La Timbale: 15 h 30. Il était temps que j'arrive: 20 h 15.

TOURTOUR (48-87-82-48). Istenbul Hôtel: 19 h. Les Fourmidiables: 20 h 30. Le Détour: 21 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). EL VARIÉTÉS (42-33-09-92). C'est mieux l'après-midi : 20 h 30, dim. 15 h. ZINGARO (CHAPITEAU CHAUFFE)

PALAIS DE CHATLLOT (47-84-24-24)

BAMDEDA

DEMANCHE

Le Marchand de Venise (v.f.), de Piarre Billon, 15 h; Mirages (1928), de King Vidor, 17 h; Maca, la femme du policier (1986, v.e.s.f.), 19 h; Reimado Solar (1986), de Radolfo Restifo, 21 h.

DEMANCHE

SAMEDI Treste ans de Cinéma capagnol 1958-1958: lex Longuet Vacances de 36 (1976, v.o.), de Jaime Camino, 14 h 30; A un dios desconocido (1977, v.o.), de Jaime Cha-varri, 17 h 30; la Charge des briganda (1963, v.o.), de Carios Sasta, 20 h 30. DIMANCHE

> VIDÉOTRÉQUE DE PARIS (40-26-34-30) SAMEDI

La Cinémathèque

Le Jour se lève (1939), de Marcal Carné, 15 h; le Soleil se lèvera occors (1946, v.a.s.t.f.), d'Aldo Vergano, 17 h; Cinéma brizansique : l'Barly Bricals Estadios (v.a.), 19 h; les Déchainés (1959, v.a.s.t.f.), de Raoul Walsh, 21 h.

Remorques (1939-1940), de Jean Gré-millon, 15 h; le Volcar de bicyclette (1948, v.o.s.L.f.), de Vittorio De Sica, 17 h; Cinéma britamaique : l'Early Beritals Stu-dios (v.o.), 19 h; Citizen Kane (1945, v.o.s.L.f.), d'Orson Welles, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPEDOU (42-78-35-57)

SAMEDI

Jeux interdits (1950), de René Clément, 15 h; le Roman de la vallée heurense (1918-1919), da David Wark Griffith, 17 h; El Secrete (1988, v.o.s.f.), de Luis Armando Roche, 19 h; Ame, pasion de dos ssandes (1987, v.o.), de Santiago San Mignel, 21 h.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES-POMPEDOU (42-78-37-29)

Truste ans de cinéma espagnel 1958-1988: El Crimen de Cuenci (1979, v.o.), de Piler Miro, 14 h 30; Divines Paroles (1987, v.o.), de José Luis García Sanches, 17 h 30; le Prince des panvres (1961, v.o.), de Luis García Bartanga, 20 h 30.

Peris banlieus (1961) de A. Péris; Accesible assissante : Accesible Grannest, 12 h 30 ; Enfants de banlieus : Baby come

## cinéma

back (1983) de Ph. Lopès-Curval, Enfants des courants d'air (1959) de E. Luntz, Nomi les gosses (1941) de Louis Daquin, 14 h 30; HLM: Bande ausonce: Interdit aux moins de treize aus (1982) de J.-L. Bertucelli, Essai de reconstitution (1971) de C. Boltanski, les Count verta (1966) de E. Luntz, 16 h 30; Banlieue mode d'emploi: Oè va-t'on se nicher ? (1982), le Couple témoin (1975) de William Klein, 18 h 30; Paris contre banlieue: Pathologie du payange (1986) de P. Samson, Paris banlieue (1961) de A. Périe, Paris et le désert français (1956) de R. Lecahardt et S. Jezequiel, l'Amour existe (1961) de Manrice Pinlat, 20 h 30.

DEMANCHE

Paris banliene (1961) de A. Périe; Bidonville: Amoine Chanto les élucubrations (1966) de A. Branet, Anbervéliera (1945) de E. Lotar, la Ville bidon (1975) de Jacques Baratler, 14 h 30; Un dimanche en banliene: Un dimanche à Colombos (1971) de P. Willemiln, Smaah en direct (1961) de L'Equipe des caméras associées, Orly sar Seine (1962) de P. Zimmer, Une partie de campagne (1936-1946) de Jean Renoir, 16 h 30; HLM: Bande annonce: instendit aux moins de treize aux (1982) de J.-L. Bertmeelli, Essai de reconstitution (1971) de C. Boltanairi, les Ceurs verta (1966) de E. Luntz, 18 h 30; Banliene bième: la Vago (1983) de A. Djabri, Interdit au moins de treize ans (1982) de Jean-Louis Bertmeelli, 20 h 30. DIMANCHE

Les exclusivités

L'AFFAIRE DU CANON NOIR (Chin., v.o.); Utopia Champoliton, 5 (43-26-84-65).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-AL, v.A.): Seint-André-des-Arus I, 6- (43-26-48-18).

45-18).

LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.):
Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36);
UGC Mourparranne, 6º (45-74-94-94);
UGC Odéon, 6º (42-25-10-30); UGC
Champs-Elyséen, 8º (45-62-20-40);
UGC Opéra, 9º (45-74-95-40); UGC
Lyon Basnille, 12º (43-43-01-59); UGC
Gobelins, 13º (43-43-62); UGC
Convention, 13º (43-43-3-40); Imagon,
18º (45-22-47-94); Trois Sométan, 19º
(42-06-79-79).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Aff.):
Forum Orient Express, 1<sup>st</sup> (42-33-42-26); Caumont Opéra, 2<sup>st</sup> (47-42-60-33); Les Trois Luxembourg, 6<sup>st</sup> (46-33-97-77); Le Triomphe, 8<sup>st</sup>

BY (45-62-20-40).

PRANTIC (A., v.a.): Forum Horizon, 1"
(45-08-57-57); Action Rive Gasche, 9
(43-29-44-40); UGC Oddon, 6 (42-2510-30); La Pagode, 7 (47-05-12-15); Gaumour Ambessade, 9 (43-59-19-08); George V, 9 (45-62-41-46); La Bastille, 11\* (43-54-07-76); Escarnal, 13\* (47-0728-04); Bicavente Montparnasse, 15\* (45-44-25-02); Kinopanorama, 15\* (43-06-50-50); v.f.; Rez., 2\* (42-36-43-93); Pathé Français, 9\* (47-70-33-88); Les Nation, 12\* (43-43-01-59); Fauvetta, 13\* (43-21-206); Gaumout Alésia, 14\* (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14\* (43-27-24-27); Le Maillet, 17\* (47-48-08-06); Pathé Clichy, 18\* (45-22-46-01).

GANDAELAR (Fr.): Lea Trois Baleac, 2\*

GANDARIAR (Fr.): Los Trois Baixac, 3-(45-61-10-60); Sopt Parassiems, 14-(43-20-32-30).

Opéra, 9: (4-22-56-31).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit-It., v.o.): Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); UGC Odéon, 6: (42-25-10-30); Les Trois Balzac, 3: (45-61-10-60); Sopt Farnassiens, 14: (43-20-32-20); v.f.: Pathé Impérial, 2: (47-42-72-52); Funvette, 13: (43-31-56-36); Mistral, 14: (45-39-32-43).

260 CHRONO (\*) (A., v.o.): UGC Normandie, 9: (45-63-16-16); v.f.: Rex., 2: (42-36-33-93); UGC Montparasses, 6: (45-74-94-94); UGC Opéra, 9: (45-74-94-94); UGC Opéra, 9: (45-74-94-94); UGC Gobelins, 13: (43-36-23-44); Convention Saim-Charles, 13: (45-79-33-00); Images, 14: (45-22-47-94).

(43-20-32-30).

LES GENE DE DUREIN (A., v.o.): Utopia Champolion, 5 (43-25-84-65); Elysée Uncoln, 5 (43-29-36-14); Trois Parmassions, 14 (43-20-30-19).

LE GRAND CHEMIN (Fr.): Forum Orient Express, 14 (42-33-42-26); George V, 5 (45-62-41-46); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00).

HIDDEN (A., v.o.): Pathé Marieman-Concords, & (43-59-92-82); v.f.: Maxe-villes, 9 (47-70-72-86): Pathé Français, 9 (47-70-33-88); La Gulaxie, 13 (45-80-18-03); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18 (43-22-46-01).

LA MAISON ASSASSINÉE (Pr.): Gau-mont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Gaussont Parmane, 14 (43-35-30-40).

(45-62-45-76); Le Galarie, 13- (45-80-18-03); Les Montparnos, 14- (43-27-52-37). 32-37).
UX QUATRE COIN-COIN DU CANARD (Fr.): Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65). (Jap., v.1): Les Mostparsos, 14 (43-27-52-37). BERNADETTE (Fr.) : George V, 8- (45-

BERNADE I I (F.): George V, 8 (45-62-41-46).

BEYPOUTH, THE LAST HOME
MOVIE (A., v.a.): Epéc de Bois, 5 (43-37-57-47).

LA BOHEME (Fr., v.a.): Vendôme
Opéra, 2 (47-42-97-52); UGC Rotonde,
6 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).

BEFVES ETHCONTEES (Sav., va.):
Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34).

BROADCAST NEWS (A., v.a.): Forum
Orient Express, 1\* (42-33-42-26); Saint-Gormain Studio, 9 (46-33-63-20);
Pathé Marignan-Concarde, 5 (43-59-92-82); Sopt Parmassims, 14 (43-20-32-20).

CHOULANS (Fr.): Rez, 2\* (42-36-83-93);

92-82); Sept Parameters, 14 (43-30-32-20).

CHOUANS (Fr.): Rex. 2 (42-36-83-93); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Montparasses, 6 (45-74-94-94); UGC Normandie, 3 (43-63-16-16); UGC Opéra, 9 (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Le Gambotta, 20 (46-36-10-96).

CRY FREEDOM (Brit., v.a.): Gammont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Saint-Michel, 5 (43-26-79-17); Publicis Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23); Gammont Alésia, 14 (43-27-34-50); v.f.: Bretagne, 6 (42-22-57-97); Paramonnt Opéra, 9 (47-42-56-31).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It.,

36-10-96).

36 FILLETTE (\*) (Fr.): Role de Bois, 9
(43-37-57-47).

TWEST AND SHOUT (Dan., v.o.): 14
Juillet Parasse, 6 (43-26-58-00); Les
Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

UN ENFANT DE CALABRE (IL-Fr., v.o.): Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

UN ZOO LA NUIT (\*\*) (Can., v.o.):
Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); v.f.: Miramer, 14 (43-20-10).

UNGENCER (5-1-20-10).

(45-79-3)-00); Images, 18" (45-72-47-94).

BCLAIR DE LUNE (A., v.o.): Germoot.
Les Halles, 1" (40-26-12-12); UGC
Denton, 6" (42-22-10-30): Genmoot.
Ambessade, 8" (43-59-19-08); George
V, 8" (45-62-41-46); Genmoot. Parnesso,
14" (43-35-30-40); v.f.: Parnmount.
Opéra, 9" (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13" (43-36-23-44).

EMPIRE DU SOLEIL (A., v.o.): Forum.
Orient Express, 1" (42-33-42-26); UGC
Odéon, 6" (42-25-10-30); George V, 8"
(45-62-41-46); v.f.: Paramount. Opéra,
9" (47-42-56-31); Pathé Montparasso,
14" (43-20-12-06).

ENGRENAGES (A., v.o.): UGC Bienritz,
9" (45-62-20-40).

FRANTIC (A., v.o.): Forum Horizon, 1"

42-26); v.f.: Miramar, 14 (43-20-15-21).

URGENCES (Fr.): Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.): Porum Arconciel, 1<sup>10</sup> (42-97-53-74); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Pathé Hantefeuille, 6 (46-33-79-38); Gaumont Andrés-Arte (46-33-79-38); Gaumont Andrés-Arte (46-33-79-38); Gaumont Andrés-Arte (46-33-79-38); Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31); Les Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bestille, 12 (43-43-04-67); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Miramar, 14 (43-20-89-52); 14 Juillet Beaugreacle, 19 (48-75-79-79); Gaumont Convestion, 15 (48-28-42-27); La Maillot, 17 (47-48-06-06); Pathé Cicky, 18 (45-25-46-01).

WALL STREET (A., v.a.): Pathé

STREET (A., v.a.): Paths Marigona-Concords, 8 (43-59-92-82); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); v.f.: Paths Français, 9 (47-70-33-88). LES YEUX NORS (h., v.a.) : Lucer-

6º Festival du film arabe du 21 avril sa 30 avril 1983 INSTITUT DU MONDE ARABE TGL: 46-34-25-25 Films présentés le ampadi 13 avril :

15 h 30 : Les employés sur terre (1984), d'Ahmed Yehia. 17 h 30 : Décembre (1971), de Mohamed Lakder Hamine. 19 h 30 : Le cestand (1957), de Salah Abou Sels.

Dimanche 24 avril : 15 h 30 : Le commi 17 h 30 : Nebla (1979), de Farouk 19 h 30 : Sauvez cette familie (1979), d'Hessan Ibrahim.

## PARIS EN VISITES

LUNDI 25 AVRIL

«L'hôtel de Lauzun», 14 heures, 17, quaî d'Anjou (Paris livre d'his-toire).

«Les vieux quartiers de l'ile de la Cité », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobeau (È. Romano). « Le pare de Versailles », 14 h 30, statue de Louis-XIV, cour d'honneur du château (Monumenta historiques).

« Les appartements restaurés du Lou-vre », 14 h 30, métro Louvre, sortie (Isabelle Hauller). Ancien village d'Autenil », 14 h 30, mêtro Eglise-d'Autenil (Flâncries).

L'UNESCO. Conférence et film : Victoire en Nubie », 14 h 30, place Fon-tenoy (Tourisme culture!). « Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles (Michèle Pobyer).

"Hôtels du Marais sud, place des Vosges», 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé). « Les rois de France à Saint-Denis », 14 h 30, entrée basilique (Approche de

Le village d'Auteuil », 15 houres, bancs de pierre, devant l'église Notre-Dame d'Auteuil.

«La Burte aux cailles», 15 heures, métro Tolbiac, sortie côté impair de l'avenue d'Italie (Monuments histori-

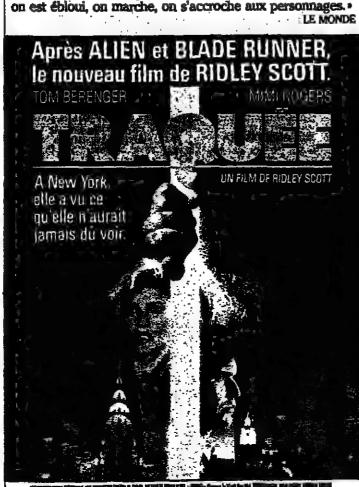
Du passage du Désir au passage du Grand Cerf., 15 heures, métro Cha-teau d'eau, sortie (Paris et son histoire).

Verrières le Buisson, salle des fêtes le Colombier, 14 h 45 : « La peinture du veuenne en France au dix-neuvièrne sièpaysage en France au dix-neuvième siè-cle », par Pierre Miquel (les lundis de Verrières).

3, rue Rousselet, 14 h 30 : « Deil el Bahari et les temples funéraires de la rive ouest du Nil » ; 19 heures : Picasso, des Demoiselles d'Avignon au

Ballets russes - (Arcus). 35, rue des Francs-Bourgeois, 17 heures : « Un poète des Flandres à Paris, Emile Verhaeren », par le prince Paul Mourousy (Maison de l'Europe).

78, boulevard Malesherbes, 20 h 30 : «Trouver un sens à la vie », par René Albo (L'homme et la connaissance).



... «Autour de la comédie sophistiquée, du suspense,

du fantastique, du réalisme poétique...

# LES FILMS NOUVEAUX

RAGDAD CAFÉ. Film américain de Percy Adion, v.o.: Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Gaumont Copéra, 2° (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83); La Pagode, 7° (47-05-12-15); Gaumont Champo-Elyaées, 8° (43-59-04-67); 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-81); Eacurial, 13° (47-07-28-04); Gaumont Parassa, 14° (43-35-30-40); Gaumont Aléria, 14° (43-27-84-50); 14 Juillet Beangrenelle, 15° (45-75-79-79).

ELANC DE CHINE. Film français de

grenelle, 15 (45-75-79-79).

ELANC DE CHINE: Film français de Denys Granier-Deforre: Forum Arcen-Ciol, 1st (42-97-53-74); Gammont Opéra, 2st (47-42-60-33); Gammont Ambausade, 3st (43-36-19-08); UGC Gobelius, 13st (43-36-23-44); Gammont Aléxia, 1st (43-27-84-50); Les Montparnot, 1st (43-27-52-37); Gammont Convention, 15st (48-28-42-27); Trois Secrétan, 1st (42-06-79-79).

CHINA GERI. Eithe américain d'Abail

tion, 15" (48-28-42-27); I rota Socrétan, 19 (42-28-42-27).

CHINA GIRL. Film américain d'Abal Ferrara, v.o.: Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Suedio de la Harpe, 5º (46-34-25-52); UGC Biarritz, 8º (45-62-20-40); 14 bullar framm, 11º (43-57-90-81); 14 bullar frammelle, 15º (45-75-79-79); v.f.: Rex, 2º (42-36-83-93); UGC Montparasses, 6º (45-74-94-94); Images, 19º (45-22-47-94).

CORENTIN. Film français de Jean Marbounf: Forum Horiton, 1º (45-68-57-57); Pathé Hamtefeuille, 6º (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 3º (43-39-92-82); Saim-Lazare-Pasquier, 3º (43-87-35-43); Paramount Opéra, 9º (47-42-56-31); Les Nation, 12º (43-31-56-86); Fauvette, 13º (43-31-56-86); Fauvette, 13º (43-31-56-86); Pathé Mostparusse, 14º (43-27-84-50); Pathé Mostparusse, 14º (43-20-12-06); Geamont Convention, 15º (48-28-42-27); Pathé Cichy, 18º (45-22-46-01).

DANCERS. Film américain d'Herbert DANCERS. Film américain d'Herbert Ross, v.o.: Foram Horizon, 1 (45-08-57-57); Pathé Hamefenille, 6

(46-33-79-38); George V, 8: (45-62-41-46); Trois Parmassions, 14: (43-20-30-19); Pathé Mayfair, 16: (45-25-27-06); v.f.: Saint-Lazare-Pasquier, 8: (43-87-35-43); Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31); Les

Nation, 12 (43-43-04-67); Fauvette Bis, 13 (43-31-60-74); Le Calaxie, 13 (45-80-18-03); Lea Montparnos, 14 (43-27-52-37); Convention Saint-Chartes, 15 (45-

I.A DERNIÈRE IMPÉRATRICE. Film chinois de Chen Jialin, v.o.: Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33); Bretagne, 6º (42-22-57-77); Gaumont Ambustade, 8º (43-59-19-06). PATAL HEAUTY, Film sundricain de

ATAL HEAUTY, Film embricals de Tom Holland, v.a.: Forum Horizoa, 1 (45-08-57-57); Saimt-Germain Huchette, 5: (46-33-63-20); George V, 5: (45-62-41-46); v.f.: Mazevilles, 9: (47-70-72-86); Pathé Français, 9: (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59); Français, 9: (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 12: (43-31-56-86); Mistral, 14: (45-39-52-43); Pathé Montparansse, 14: (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 15: (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18: (45-64-610-96).

(46-36-10-96).

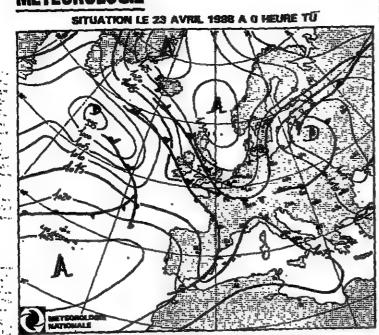
PRINCE DES TÉNÉBRES. (\*)
Film américain de John Carpenter,
v.o.: Forum Orient Express, 1° (4233-42-26): UGC Danton, 6° (42-2510-30); UGC Normandie, 8° (4563-16-16); Sept Parnassiens, 14°
(43-20-32-20); v.f.: Rex, 2° (42-3683-93); UGC Montparnesse, 6°
(45-74-94-94); UGC Opéra, 9° (4574-95-40); UGC Lyon Bastille, 12°
(43-43-01-59); UGC Gobelins, 13°
(43-36-23-44); UGC Convention,
19° (45-74-93-40); Images, 18° (4522-47-94); Trois Secrétan, 19° (4206-79-79); Le Gambetta, 20° (4636-10-96).

LE SOURD DANS LA VILLE, Film canadien de Mireille Danserean : Saint-Lambert, 15 (45-32-9)-68). LES TRIBULATIONS DE MON ES TRIBULATIONS DE MON GRAND-PÈRE ANGLAIS... Film soviétique de Nana Djordjadze, v.o.: Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Cosmos, 6º (45-44-28-80); Le Triomphe, 8º (45-62-45-76); 14 Juillet Bastille, 11º (43-37-90-81); L'Entrepôt, 14º (45-43-41-63); Gaumont Parnasse, 14º (43-35-30-40).



## Informations « services »

## MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 25 AVRIL A 0 HEURE TU

Englation probable de tomos en France entre le stancil 23 avril à 9 beure et

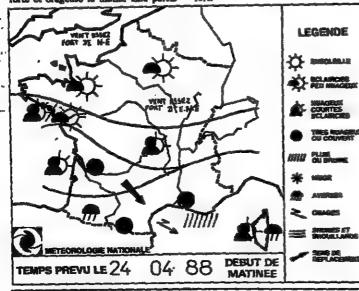
La France se trouve sous l'influence conjugate d'un air froid et sec venu de Scandinavie, apporté par l'anticyclose du sord de l'Europe, et de masses d'air humides et instable (orageux) venues de l'Atiantique. L'air froid et sec tend à prendre le dessus.

Un dimenche frais et sec, sauf dans le Sud, où il fera plus doux, mais avec de

la pluie. Au sud d'une ligne Bordenux-Cronoble, il fera assez doux : 9 °C à 13 °C le matin, 13 °C à 16 °C l'aprèsmidi. Le ciel sera très nuageux ou convert. Le pluie consera l'aprèsmidi dans le Sad-Onest, et des échircies apparaie. Près de la Médit sur le sud des Alpes, le sud et l'est du Massif Central, la plule sera parfois forte et orageuse le matin. Elle persis-

tera toute la journée à l'est du Rhôse, et flera assez fort l'après-midi. Dans les Alpes, le vent de secteur est sera fort ; il meigera vers 2 000 mètres.

Sur les autres régions : pas de précipi-tations, un temps frais et sec. La mati-née sera très fraîche az nord de la Loire : 0 °C à 4 °C au lever du jour. Au sud de la Loire, il fera 4 °C à 7 °C le matin. L'après-midi, il fera de 10 °C dans l'Est à 15 °C dans l'Ouest et le Ceutre. C'est un ciel très dégagé et blen qui prédominera, malgré des mages le matin près de la Belgique, et surtout au sud de la Loire. Toutefois, des Vosges à la Franche-Courté, les pussages nuageux la Franche-Comté, les passages mageuit seront plus abondants; ils pourront dom-ner une averse isolée sur le relief vers la mi-journée. Le vent de nord-est sera sen-sible; cela renforcera la sensation de fraicheur. Des régions de l'Est au Mas-sif Central et au Bordelais, vent ausez



Va No 22-4-1988 à l				<b>Handina</b> – 5 relevées entre 11 le 23-4-1988				_	23-4	_		
FRANC	Ŧ	_		700785	22	19	£	LOS ANGE	55	18	10	N
ALACCEO		9	b	TOULOUSE	29	11	P	LUXENCE	EG	15	1	1
	22	15	7	PUNTEAPTRE	31	21	N	MADRID	,	16	6	1
	22	12	7	ÉTRA	W/CE	-		MARKAGE	<b>I</b>	26	13	1
	7	9	C					VEXICO		31	16	- 1
	21	11	P	ALGER	21	16	C	MILAN		24	13	1
	10	9	N	ANSTERDAM		3	D	MONTREAL		12	1	ī
08 <b>250</b> 036	15	7	N	ATHENES		12	D	MOSCOU		19	- 8	- (
CHANGE CO.	72	8	N	BANGEOK		28	N	NAI2ON .		25	19	•
DUON	<u>2</u> i	7	D	BARCELONE		14	1	NEW YORK		14	- 5	1
	25	10	D.	BELGRADE		6	D	(SIG		3	-5	ī
IRIE	15	2	D	BERLIN	12	1	D	PALMADIS		21	9	3
LINIOCES	72	10	A	BRIXELLES		1	D	PEXIN		17	,	-
LYON	23	9	C	LE CAIRE		16	M	TO DE CAL		31	24	ì
	18	10	D	COPENHAGUE		~2	D	BOME		78	1	1
NANCY	18	5	B	DASAR		21	D	SINGAPOU		33	27	i
	23	11	P	DELET	笼	22	D			33 4	-1	ì
	17	12	C	DIERBA	21	14	D	210CXROT		-	-	
	21	7	N	GENEVE	29	- 5	D	SYDNEY .		25	15	1
	23	18	P	HONGKONG		12	P	TOKYO		22	12	1
	ī	13	Ť	ISTANBUL	15	10	N	TUNS		23	12	1
	23	12	Ĉ	ÉMENTALEN	17	7	₽	VARSOVE		17	8	į
	72	1	N	LESCORE		12	Ð	TENE		20	11	- (
	20	1		LONDRES		5	¥	VENCE	-23-00-	16	12	_
AB	7	_		D	-		1	10	7			-

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour le France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hivor. (Document établi avec le support rechnique spécial de la Météorologie maiemble.)

### MOTS CROISÉS

I. Peut éclater en sanglots. Donner une boune correction. - II. Certaine

un impair. IV. Il y en a picin les miches. Partie de rami. Quand elles sont fixes, on déménage. D'un auxiliaire. . V. Qui ne figure done plus Meurtrir. Dans les pommes. -VI. Qui n'a donc rien d'hemain. Pour Musset, le temps on est un.
- VII. Quand on les perd, ou est décu. - VIII. Précède le babillage. Peut enivrer les Anglais. -

DX. Auguel on us pent rien repro-cher. Bossuct se

demandait si l'homme en est une. Dans l'aisance. - X. Tonalité pour une messe. Quartier d'Agen. Une grosse tranche. - XI. Bonnes dispo-sitions. Diderot paria de celui de Rameau. - XII. Bien ouvertes. Ville de Norvège, Un Titan. - XIII. Des femmes qui ont intérêt à ne pas qublier feurs clés. En France. XIV. Un peu d'essence. Discrètoment. — XV. Qui se déménage donc pas. Un agrément d'autrefois. Qui a des raisons de se plaindre.

VERTICALEMENT

1. Qui sont donc arrivés à la fin des temps. - 2. Tout, pour l'Ecclésiaste. Un peu trop grasse. - 3. Qui n'out rien coûté. Article. Des l'êtes à n out rien coute. Article. Des lette à l'étranger. — 4. Qui peut mettre dans la gêne. Des spécialistes des expositions. — 5. Un roi sur la soène. Symbole chimique. — 6. Donnait le jour. A donc double travail. — Comme parfois une propriété.
 Celui qui appuie. La bonne quantité.
 8. Au bost du fil. Une moité d'échine. Moi, pour le psychana-lyste. - 9. N'est pas très remuant. A

qui il manque quelque chose. Scul de sa couleur. – 10. Les hommes du

« Paris à l'unanimité » an Salon des indépendants

Le Salon des indépendants, reflet décalé de l'air du temps où le médiocre côtoie le pire, accueille toujours une exposition à thème, histoire de rebausser le niveau de la manifestation. Et de détourner ainsi quelques malheureux viniteurs vers d'autres

Cette année, Paris est à l'hometur. Celui des peintres. Le Musée Carnsvalet a prêté quelques-unes de ses toiles illustres. Un projet anonyme d'aménagement du pont Neuf datant da XVI siècle, l'Incendie de l'Opéra, par Hubert Robert, la Joute des mariniers sur la Seine, par Nicolas Raguenet. Le Petit Palais de Genève a également été mis à contribution avec le Bord de la Scine à Bougiral de Lebourg ou le 14 juillet de Steinlein et des voes post-impressionnistes de Maximilien Luce. La plus belle œuvre exposée ici est sain conteste les Joueurs d'orgue de barbarie de Dannier, une superbe petite toile, peu connue, issue de la collection Renand à qui l'on doit également une aquarelle de Toulouse-Lautrec et une petite huile signée Van Gogh. Hélas! au fur et à nesure que l'exposition remonte vers notre époque, la qualité des tableaux exposés s'amoundrit. Le XX siècle est représenté par un médiocre Utrillo, un portrait de Kiloi de Montragrasses par Kisling et une de Montpernasse par Kisling et une scène de bordel par Foujita. Le tout s'achève par Carzon et Bernard Buf-fet. Histoire, sans doute de faire une liaison avec le reste de exposants...

\* « Paris à l'amminité » 20. Salon des indépendants, Grand-Palais jusqu'au l'« mai.

A l'Académie française MM Lucien Bodard, soxuantequatorze ans, grand reporter, écri-vain, et Jean-Marie Rosart, quarante-cinq ans, responsable des pages littéraires du Figuro, écrivain, sont candidats au fauteuil du professeur Jean Delay, mort le 29 mai 1987. Cette élection aura lieu le

Georges Dumézil.

· L'Académie des beags-arts met en concours les prix de dessin Pierre David-Weil 1988 (20 000, 15 000 et 10 000 F), destinés à des artistes français ou étrangers (résidant en France depuis au moins un an) n'ayant pes dépassé trente ans au 1st janvier 1988. Renseignements uniquement per correspondance au secrétariet de l'Académie, 23, quai de Conti. 75006 Paris.

PROBLÈME Nº 4728

HORIZONTALEMENT

est macabre. Libre, c'est une façon de faire le ménage. Un ouvrage pas très strieux. - III. Un groupe d'use certaine importance. N'est évides

XIII XIV XV

> milicu. - II. Bon fils, mauvais époux. N'est pas toujours poli. Articie étranger. — 12. Fin appréciée par le pédant. Dieu. Qui a donc été trop porté. — 13. Sur l'Adour. A fait rougir bien des fronts. Bien ouverts. — 14. Préposition. Penvent être par le contract de la leur de la leur l'alia insertie. noircis par le charbon. Jadis invoqué. Est restrictif. - 15. A été vort pour les pères. Peut être noir an marché. Il y a un froid dès qu'il s'en

## Horizontalement

I. Faintants. - II. Emol. Aéré. -III. Ronde. Val. - IV. Ru. Soleil. -V. Are. Leste. - VI. Issues. Et. - VII. Té. - VIII. Loupe. Vue. -Dt. Bs. Rumen. - X. Uélé. Anis. -

Verticalement

tion de l'association Survie 88,

piace de la Bastille à Paris, cells-

ci aurait pris la tournure d'une

veillée funèbre, avec ses milliers

de lumignons disposés per terre

et seulement une centaine de

bénévoles pour en raviver le flamme. Survie 88 organisait, de

20 heures à minuit, l'opération

« Allumons l'espoir ». Soutenue per quatre-vingts associations, elle voulait ainsi protester contre

la grande pauvreté et sculigner, à la veille de l'élection présiden-

tielle, les priorités pour la com-

bettre (le Monde du 21 avril 1988). Elle a surtout été enten-

due per les motards. Quatre

cents d'entre eux avaient

répondu à l'appel du président de leur fédération, M. Jean-Marc Maldonado, et, à partir de 22 h 30, és ont défié aux flam-

beaux jusqu'aux Champs-

qu'on foute des millions en l'air

pour des affiches électorales

quand des gens crèvent de

faim », expliquait à sa façon Gaë-tan, un motard. « La peuvreté sat

ssible. Il faut y mettre fin

1. Ferrailleur. – 2. Amours. Osée. 3. Ion. Essail. Lu. - 4. Nids. Prés. - 5. Fole, En. - 6. As. Lest. Mai. -7. Névés, Event. - 8. Traite. Unic. - 9, Sellette, SS.

SOLIDARITE

**QUY BROUTY.** 

## Le Carnet du Monde

M. et M= Roger LECOURT,

chez M. et M. François LECOURT, (Châteanroux, svril 1988). . M= Christiane Paybasest,

Micheline Poquet, Jean-Paul et Bernard Puybesset, pat la douleur de faire part du décès de

rvena le 20 avril 1988, à Fontain

Frère Louis Saint Maxon,

M. et Ma Plie Paul Romy. Et toute la famille

pous a quittée le 19 avril 1988, à l'âge

Les cinàques ent en lieu à dans le plus stricte intimité.

18, rus Jean-Brochet, 25000 Betançon.

Tedf de in ligne H.T.

Verschave, président de Sur-

vie 88 : « Au contraire, aider les

pays les moins evenode à se développer permettre de créer de

nouveaux merchés utiles à notre

une loi e pour la survis et le

développement » qui permette de prélever un milième du PIB

pour aider une région précise du

tiers-monde, et, pour la peuvreté dans le quart-monde, la mise en

cauvre des propositions du rap-

port Wresinski, voté en 1987 per le Conseil économique et social. Elle a soumis ses deux

revendications aux candidats à

l'élection présidentialle. Sur-

vie 88 a été créé en 1984 sous

l'impulsion de cinquente Prix Nobel et possède des correspon-dants très actifs en Belgique, en

Italie et en Espagne. En France

elle reste mel connue du grand.

• Survie 88, 25, rue du Jon-quoy, 75014 Parte. Tet. : (1) 45-39-08-62.

MAFABLE RIVAIS.

Survie 88 réclame à la fois

deconomis. » ···

Rens.: 42-47-05-03.

Une manifestation de Survie 88

Des motards

pour l'allumage de l'espoir

Si la Fédération française des chez nous. Male... al on aide les

motards en colère n'était venue, surree, on s'appauvrit », pensait vendredi 22 avrii, vers de son côté Jean-Claude, égoutier à Paris. Pour François-Xavier

many was also begin

Naissances

sont houreux d'annoncer la naissance de leurs cinquième et sixième petits-

chez M. et M= Hubert MOREAU, (Biois, décembre 1987),

Florence et Frédéric, M. et M. Michal Paylones

Plerre PUYBASSET, entenant-colonei de gendarmerie efficier de la Légion d'homeur,

La cérémonie religiouse sera célébre le inndi 25 avril, à 15 h 30, es l'égis

M. et M= Didier Saint Maxen,

M" ABOUSAINT MAXEN,

**CARNET DU MONDE** 

Abonnie (mec justificatif) .... 69 F. Communications diverses .... 82 F. Assertion rehiment 10 Synts Licent 4 lignes de bisnost. Les lignes en capitales pracess sont facturées sur la base de deux lignes.

Remerciements - Paris. Magny-lès-Jussey. Verdun-

Profondément touchés par les junous-brables marques d'amitié qu'ils ont reçues lors du décès de

Marie-Prescoise VUITTON, née Poissenoi,

M. Jacques Veriting et ses enfants.

Les familles Poisscoot, Vuiters, ians l'impossibilité de répondre indivi desilement, priori de trouver, ici, l'expression de leur émoties et leurs comerciements très sincères.

Anniversaires

A l'occasion du destrième amaver-mire de la dispersion de

Véronique BAROIN,

poer contr day se souvier de vivre pourroat se résuir le 26 avril 1988, à 19 hours, en l'église Saint-François-do-Salon, rue Ampère, à Peris (17).

Avis de messes - Le meses traditionnelle à la Take to the

300

4 Marian

i sati

ampet de la

**691120** 

2000 4

man digital properties

The second

2.50

rent services as

- Contract of the contract of

1872 1 July 1972

War en alle and a

200 - 1 4 - 1 - 4

201 - 100 - 400 m

**医医师主题** 

PERSONAL PROPERTY.

ERROR OF NO

. .

14.0125

Sign of the same

238

The state of the s

the same of

40 · Name I d

A Section

W. Sans

The stage

Pemperen NAPOLEON P.

et des soldats morts pour la Pranc

sera effébrés en la cispelle du dême des Invelides, le joudi 5 mai 1988, à 18 heures, en présence de LLAA.II., le prince et la princesse Napoléon.

Des places seront riservies aux mam-Les portes seront fermées à 17 h 45

Soutenances de thèses - Université Paris-IV, le lundi 25 avel, à 9 heures, salle Louis-Lierd, Mª Nisr-Lobes : «L'approche socialo-gique de l'étade de la bureancratie : analyse de la politique de l'éducation en Engage professes.

Egypto moderne = , Egypto moderne ...

Université Lille-II, le lundi
25 avil, à 14 h 30, selle des Actes, UER
droit (Pont-de-Bois, Villeneuved'Asoa), M. Michel Hastings : «Halluin la rouge 1919-1939. Aspects d'un
communisme l'éculitaire ; singularités
écologiques et stranges d'impleme-

#### DÉFENSE

La Jordanie a passé commande de vingt avions Mirage 2000

Un contrat portant sur la vente de vingt avicus de combat Mirage-2000 à la Jordaine a été signé, vendredi 22 avril, à Paris, entre des représen-tants du gouvernement jordanien et les dirigeants des sociétés françaises qui construisent cet appareil. La Jor-danie devient ainsi officiellement, le septième pays client du Mirage-2000, après la France, l'Egypte, l'Inde, le Pérou, les Emirats arabes unis et la Grèce. Le prix d'un Mirage-2000 à l'exportation est de l'ordre de 120 millions de francs en état de vol, c'est-à-dire sans ses pièces de rechange et sans ses arme-

Ce contrat a été concin dans le cadre du protocole inter-gouvernemental signé, en février dernier, par les premiers ministret des deux pays, à l'occasion de la visite officielle en France du roi Hussein de Jordanie.

La France devrait aussi moderni-La France devrait aussi moderniser quinze des Mirage-F i déjà en possession de la Jordanie. Il s'agit, notamment, de transformer ces avions d'interception et de défense aérienne en appareils d'attaque au soi, sur le modèle des Mirages-F i irakiens. D'antre part, la Jordanie airant programment avec la Grande. signé, récomment, avec la Grande-Bretagne, l'acquisition de huit avions de combat Tornado, conçus en coopération avec l'Allemagne fédérale et l'Italie.

## **SPORTS**

 BOXE: Jean-Marie Emébé dopé ou drogué? — Le contrôle amidopage affactué à l'issue de son nnat du monde des milourds (WBA) perdu contre l'Américain Virgit Hill to 3 avril demier, ayant révélé des traces de morphine dans ses urines, le boxeur français Jean-Marie Emébé a porté plainte contre X. « Comment voui 16 juin, en même temps que celle destinée à pourvoir le fanteuil de que je me acie dopé evec de la morphine, un médicement qui endort », protesta-t-il, estiment au contraire avoir été drogué avant le combat, Les analyses ont également montré la présence de diphénhydramine, un autre produit sux offets sécutifs.

> • FOOTBALL : Coupe de France. - En battant Mulhouse 2 à 0, le vendredi 22 avril à Mulhouse en huitième de finale retour de le Coupe de France, le PC Metz, dejà victorieux à l'aller (1 à 0) s'est qualifié pour les quarts de finale.

• FOOTBALL Coupe du HC Brisnoon par 5 à 4 (sprès proton-monde 1998. — L'Association gation et penaltiss), le HC Mont-suisse de football s'ast prononcés. Blanc, déjà victorieux au match aller tion de la Coupe du monde de football 1998 pour laquelle la France set daja candidata.

· FOOTBALL : Affaire Cabenes. - Le joueur peraguayen du Brest Armorique FC, Roberto Cabanas, a décidé d'assigner en référé la Fédération française de football qui avett refusé d'homotoquer le contrat du loueur à la suite de son rocambolesque transfert depuis la Colombia en décembre demier. La jugement sera rendu mercredi

Mont-Blanc champion de France. - Vainqueur de la finale retour, le match au cours d'un palpitant tievendredi 22 avril à Magève, face au break

vendredi 22 avril à Barrie, pour une (6 à 1), à conservé son titre de candidature de la Suisse à l'organise : champion de France conquis f'an dei-

e TENNIS : le tournoi de Monte-Carlo - Deux Français develent disputer, le samedi 23 avril, les demi-finales de l'Open de Monte-Carlo, doté de 502.500 dollars : Thierry Tulasne contre l'Argentin Martin Jahr, et Yannick Nosh face à ivan Lendi. Tulasne avait créé le sur-prise, le vendredi 22 avril, en élimment facilement l'Equatorien Andres Gomez, orzierne joueur mondial, en deux sets (7-5, 6-1). Yannick Noah 27 avril per la tribunal de grande ins- avait su besucoup plus de mai à se qualifier face à son ami Henri Leconte (2-6, 7-6, 6-3). Bousculé par . HOCKEY SUR GLACE : Leconte pendant les deux pramiers sets, Noah sauva trois balles de

ment of the party to the property of



Le comité yea-dollar, mis en place en 1984 pour assurer le «suivi» de l'accord OBA-Sprinkel sur la réforme des marchés financiers nip-pons et l'internationalisation du yen, s'est réani le 20 avril à Tokyo.

Au cours des cinq réunions du comité précédent, la frustration américaine s'était généralement américaine s'était généralement exprimée en termes parfois brutaux. « Vous en faites trop peu et vous le faites trop lentement», avait jeté David Mulford, chargé des affaires internationales à la trésorerie, à son interlocuteur japonais Toyoo Gyoh-ten, lors de la rénnion de 1987. La sixième réunion du comité yendollar a été caractérisée par un changement de climat à première vue surprenant. A l'initiative des Américains, le comité va cesser d'être un tribunal chargé d'appré-cier régulièrement les seuls efforts du Japon, pour s'intéresser au pro-cessus de déréglementation dans les deux pays, et plus généralement à la situation des marchés financiers de la planète. Changement de contenu et nouvelle étiquette : le comité devient le « groupe de travail Etats-Unis-Japon sur les marchés finan-

Les responsables nippons, quis'étaient préparés à une sonvelle partie de bras de fer agrémentée de propos acides, ont été quelque pen interloqués par ce changement de ton. Le krach boursier d'octobre est passé par là. Il aura fait à coup sûr une victime : le dogme de la dérègle-mentation à tout crin.

« Nous n'en sommes pas encore au point où le cours de cette politique de dérégulation peut être ren-

Il n'est même plus certain, soup-coment les Japonais, que David Mulford considére toujours l'enro-marché libre de toutes restrictions ou presque, comme l'idéal à attein-dre

# Une grande prodence

Les Japonais ont beau jeu de faire remarquer que les instruments divers inventés aux Etats-Unis et qui devaient, en théorie, contribuer à stabiliser les marchés financiers (futurs sur indice, eptions, etc.) ont about an résultat inverse.

Le Japon n'a pas l'intention de ces instruments sophistiqués sur son propre sol. La globalisation des mar-chés lui impose de rejoindre les autres grands pays industrialisés dans l'innovation financière, sauf à subir une expatriation progressive

Ainsi, le Tokyo Stock Exchange vient-il d'amoncer la création d'options sur bons du gouvernement à vingt ans à partir du 8 juillet prochain. Les marchés de futures seront prochainement légalisés par la dette et un contrat sur indice boursier sera ment coté an Kabuto-cho dès cet été.

Mais le ministère des finances est. moins décidé que jamais à renoncer à son approche de la déréglementa-tion. Celle-ci doit nou seulement avancer « pas à pas », mais l'auto-rité de tutelle doit conserver intact son pouvoir de contrôle.

Par exemple, à chaque fois que le ministère des finances autorise la création d'un nouvel instrument et versé, affirme un participant aux d'un nouveau marché, il sélectionne

rigoureusement les joueurs, ce qui est le meilleur moyen d'éviter les manvaises surprises.

Le « papier commercial », introduit à l'automne dernier et qui connaît un succès inattendu avec un encours supérieur à 3 000 milliards de yens, est réservé à cent quatrevingt très grandes entreprises et placé entre les mains d'intermédiaires qualifiés et contrôlables (banques et maisons de titre). Mais l'approche bureaucratique du minis-tère a aussi produit des échecs retentissants, comme le marché mort-né des acceptations bancaires.

#### Les titres de la dette américaine

Rien n'illustre mieux la différence d'attitude entre les autorités américaines et japonaises à l'égard du marché que le contentieux sur la participation des firmes étrangères à la souscription des titres de la dette « Les bons du Trésor américain, a

Les bons du Trésor américain, a rappelé M. Mulford, sont alloués en totalité par adjudication, ce qui présente des avantages très substantiels. » L'adjudication, qui comporte une part de risque pour l'emprunteur, permet, cependant, une véritable concurrence entre candidats à la souscription. Avec le statut de primary dealer (ce qui est le cas pour trois des quatres grandes maisons de titre japonaises), les Japonais ont pu se tailler une belle place an soleil sur le marché primaire de la dette publi-que américaine. Personne ne s'en plaint au Trésor américain, devenu

le premier débiteur mondial. Le ministère japonais des finances reste, lui, très attaché à la méthode du syndicat, qui permet une négo-ciation préalable avec les sonscripteurs sur les conditions de l'émis-

sion.

Sous la pression américaine, le Japon a adopté la procédure de l'adjudication pour les bons à vingt ans, qui contribuent marginalement au financement de son déficit budgétaire. En outre, depuis l'automne 1987, 20 % des bons à dix ans, instrument principal de la dette publique nippone, sont réservés à l'adjudication, le reste étant souscrit par le syndicat.

Washington soutient, avec toutes les apparences de la raison, que le syndicat ne laisse que des miettes aux firmes étrangères. En mars 1987, la part des vingt-trois mem-bres étrangers du syndicat a été por-tée de 1,19 % à 6,14 %, le reste étant partagé entre banques et maisons de titre japonaises.

Américains et Japonais s'oppo-sent sur le fait de savoir si cette part reflète équitablement l'activité des firmes étrangères sur le marché secondaire. « Non », dit M. Mul-ford. « Probablement out », répond

Mais le vrai débat est ailleurs. En fait, le ministère japonais des finances ne veut pas courir le risque d'un véritable appel au marché, c'est-à-dire d'une non-participation des souscripteurs si les conditions du marché secondaire ou de l'émission sont peu encourageantes. C'est exactement ce qui s'est passé le mercredi 20 avril, lors de l'adjudication de bons à vingt ans, boudée par les étrangers, qui jugeaient le conpon trop bas. Ces considérations pure-ment commerciales n'ont pas arrêté les quatre grandes maisons de titre et les treize principales hanques commerciales japonaises. La règle d'or du monde financier à Tokyo est politique : ne pas déplaire au minis-tère.

## Le projet de loi américain sur le commerce est raciste et anti-japonais

estime-t-on à Tokvo

Les déclarations du ministre japonais du commerce extérieur nsant la Chambre des représentants américaine de sentiments anti-japonais, pour avoir voté, jeudi 21, le projet de loi sur le commerce, out été rejetées vendredi 22 par un haut responsable américain, les qualifiant de « totalement insensées ».

« Nous avons des problèmes [de commerce] avec l'Allemagne fédérale, la France, l'Inde, le Brésil et les pays nouvellement industrialisés», a déclaré le soussecrétaire su commerce international, M. Woody A.Moore, an cours d'une conférence de presse à Tokyo. «Le Congrès n'a pas visé particulièrement le Japon», a-t-il ajouté.

#### Important réaménagement de la dette du Niger

Quatre pays créanciers (Espagne Etats-Unis, France et Royaume-Uni), réunis dans le cadre du Club de Paris, jeudi 21 avril, ont accordé au Niger un important réaménagement de sa dette extérieure garantie a indiqué un communiqué publié vendredi 22 par le ministère français de l'économie.

Le montant du rééchelonnemen n'a pas été divulgné. Le rembourse-ment des échéances rééchelonnées uura lien sur vingt aus avec un délai de grâce de dix ans.

Le Niger bénéficie ainsi des nouvelles dispositions accordées depuis le printemps 1987 par le Club de Paris aux pays les plus pauvres. Celles-ci se caractérisent par des périodes maximales de rééchelonnement et de grâce beaucoup plus lon-

Le rééchelonnement sur vingt ans obtem par le Niger représente le délai maximal accordé par le Club de Paris. Auparavant, la durée de réchelonnement s'étalait au maxi-mum sur dix ans. Quelques pays comme la Somalie et le Mozambique out bénéficié du délai de vingt

Selon le communiqué publié par la Rue de Rivoli, ce «traite par ele service très important de la dette, conjugué à un très faible niveau de revenu par habitant». Scion le dermier rapport de la Ban-que mondiale, l'endettement exté-rieur total du Niger s'elevait fin 1985 à 990 millions de dollars, soit 64,4 % du produit national brut (PNB) du pays. Sur ce total, la ablique atteignait à la même date 791 millions de dollars (51,5 %

Le ministre japonais du commerce international et de l'industrie. M. Haiime Tamura, avait déclaré que la loi ne reflétait pas seulement des problèmes commerciaux, mais aussi «un sentiment anti-japonais et une discrimination raciale de la part du Congres ».

Le projet de loi sur le com-merce prévoit de forcer - sous la menace de rétorsion - les pays jugés trop protectionnistes à ouvrir leur marché aux produits (1 000 pages) propose use certaine protection aux industries américaines sérieusement affectées par la concurrence des produits importés si clies acceptent « de faire des ajustements positifs - pour améliorer leur compétitivité. D'autres dispositions sont prévues sur le plan agricole (garantie de revenus aux agricul-teurs si, d'ici 1990, les grands pays producteurs no gelent pas leurs subventions), dans le domaine des services et des inves-

#### En proposant dix services télématiques

#### Le minitel français tente une percée au Ouébec

MONTRÉAL

de notre correspondante

Le minitel jone les pionniers au Canada. La commercialisation du terminal français a, en effet, été lan-cée au Québec, jeudi 21 avril, par le Centre d'excellence en télécommunications intégrées (CETI). Cette petite entreprise montréalaise qui a conclu, en juin dernier, un accord avec Telio-Alcatel (groupe CGE) et Intelmatique (filiale de la direction inérale des télécommunications) 2, nême coup, inauguré le pre service canadien de télématique.

Contrairement à ce qui se passe en France, le minitel ne sera pas au départ gratuit au Canada. Les quelque quatre-vingt-dix points de vente retenus dans un premier temps, à travers le Québec, proposeront trois formules : l'achat (pour 600 dollars canadiens, soit environ 2700 F), la location vente (30 dollars par mois pendant trois ans) on la location (25 dollars per mois).

En revanche, les coûts d'utilisation seront moindres. Ils seront gra-tuits pendant la première heure pour le dizaine de services proposés par le

CETI (messageries dites conviviales, petites annonces, jeux, horos-cope). Es coûteront 25 cents la minute (1,10 F) pour les services proposés par les antres fournisseurs. Ces derniers ne sont pas légion jusqu'ici, mais le minitel a réussi à attirer la plus importante banque du Québec, les caisses populaires Desjardins, sinsi que le loto provincial.

Au minitel manqueront toutefois cruellement les services de l'annuaire téléphonique. Et pour cause Bell Canada, le géant du téléphone au Québec et en Ontario, proposera d'ici à la fin de l'année son propre terminal fabriqué par Nor-thern Telecom, autre poids fourd

Contre ces deux mastodontes qui ont choisi la norme nord-américaine (jugée plus intéressante au niveau des définitions graphiques), le minitel n'a pas à coup sûr gagné la partie en prenant de l'avance. Les dirigeants du CETI espèrent néanmoins d'ici un an. Si l'engouement se confirme, ils tenteront une percée en Ontario, la riche et populeuse province voisine. M. J.

#### Consommation

#### Chute des dépenses d'habillement en France

La consommation des ménages français en produits manufacturés a baissé de 1,1 % en mars par rapport à février, après avoir déjà baissé de 2,2 % en février per rapport à jan-vier. Mais la hausse avait été très forte (+ 3,3 %) en décembre et janvier. Sur un an (mars 1988 comparé produits manufacturés est en forte hausse (environ 5 % en volume).

L'INSEE calcule un autre indice de consommation au champ plus restreint, ne compranant ni l'automo-bile, ni la pharmacie, et correspon-dant sux ventes du commerce de détail : cat indice recute de 2 % en mars,mais progresse d'environ 3,3 % en volume par rapport à mars

## Conjoncture

### Stabilité des commandes à un haut niveau

aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, les commandes de biens durables pessées à l'indusgées en mars, après une hausse de

0.1 % en février (chiffre névisé) et une baisse de 1,2 % en janvier, a annoncé le département du commerce.

REPÈRES

Le chifre de février a été revu très nettement à la hausse, faisant finale-ment apparaître une légère augmentation (+ 0,1 %) contre une baisse sensible (1,1 %) annoncée il y a un

En mars, les commandes de biens militaires ont reculé de 3 %. Mais cette diminution a été compensée per une progression de 0,3 % des commandes de biens civils. La hausse a été particulièrement sensi-ble dans la métallurgie (+ 4,2 % après + 0,9 % en février) et dans l'industrie des transports (+ 2,5 % à 31,3 milliards de dollars)

En revanche, les commandes de rées comme un bon indicateur d'investissements, ont reculé de 1,3 % après une baisse de 3 % en février. Elles restent toutefois encora supérieures de 20,1 % à leur niveau ds mars 1987. - (AFP.)

#### Défaillances d'entreprises

Légère diminution

en mars

Le nombre des défaillances

en mars en données corridées des variations saisonnières (CVS). II s'établit à 2706, contre 2755 en mars 1987, soit une baisse de 1,8 %, et contre 3 090 en février, soit une baisse de 12.4 %.

Le nombre des créations d'entreprises (v compris les reprises) a également diminué en mars, mais reste très élevé, avec 18 100 créations CVS, contre 19 200 en février et une moyenne mensuelle de 17700 sur l'ensemble de l'année 1987. Sur l'ensemble du premier trimestre, les immatriculations d'entreprises se situent à 4 % au-dessus du niveau moyen de l'année 1987.

### **Emploi**

#### Pénurie de main-d'œuvre qualifiée en Suisse

En Suissa, le nombre de demandeurs d'emploi à la fin de mars (24 957) a baissé de 5,1 % en un mols et de 6,7 % sur un an, selon l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail. Le taux de chômage est resté stable à 0,8 %. En revanche, le nombre des offres d'emploi (14 427), en procression de 4.5 % sur un mois, a atteint son record depuis 1975, et l'on constate une pénurie de maind'entreprises a légèrement diminué d'œuvre qualifiée. - (AP.)

#### Les syndicats et l'élection présidentielle

### Un certain détachement

Les confédérations syndicales semblent observer la campagne pré-sidentielle avec un certain détachement. Contrairement à 1981, aucune n'a donné, du moins officiel-lement, de consigne de vote pour le premier tour du 24 avril. Seule la CGT, qui a établi un lien étroit entre les luttes sociales en s'appuyant sur la SNECMA, Michelin et Renault-Cléon, et le scratin présidentiel, s'est engagée en faveur de M. Lajoinie, alors qu'en 1981 elle n'avait soutenu qu'implicitement M. Marchais.

Le 6 avril, relayant plusieurs de ses fédérations, la commission exécutive de la CGT soulignait que « le PCF, son candidat, expriment des propositions prenant en compte des points essentiels du programme de la CGT, au plan social, économi-que, en matière de droits des sala-riés, des syndicats, en matière de paix et d'indépendance nationale».

Alors qu'elle ne dit rien de l'atti-tude qu'elle adoptera pour le second tour, la CGT prend ainsi le risque de subir le contre coup du score que réalisera M. Lajoime. Or la base dectorale de la centrale est beau-coup plus large que celle du PCF. Nombre de ses adhérents votent socialiste et d'autres, moins nombreuz, voteront pour M. Juquin, qui-défend, comme le PCF, sa revendi-cation du SMIC à 6 000 francs...

De son côté, la CFDT, contraire-ment à l'élection présidentielle de 1981, n'a pas fait de choix électoral. Cette position confédérale est mienx passée qu'aux législatives de 1986 paisque seules ses organisations du Rhône, des Pyrénées-Orientales, de Basse-Normandie, des Pays de Loire, des finances et de l'habillement cuir-textile (Hacuitex) ont appelé à voter «à gauche». Pour M. Edmond Maire, ce non engagement électoral traduit la volonté de pe plus lier sa stratégie et son action aux orientations d'une formation essistement.

A la tête d'une confédération dont les électeurs, et davantage encore les adhérents, votent majoritairement à gauche, M. Maire ne met pas pour autant le signe égal entre la droite et la gauche. Il a récemment dénoncé l'utilisation des immigrés dans la campagne par M. Chirac. Mais il s'est félicité de voir que « les positions extrêmes du patronat n'ont par eu d'écho dans les déclarations principaux candidats». Il a anssi pris acte de la volonté de M. Chirac de préserver le pouvoir d'achat du SMIC.

En fait, la CFDT compte plus sur le négociation sociale et la politique contractuelle que sur de grandes réformes, d'ailleurs absentes de la plupart des programmes.

Plus traditionnellement, FO, dont los électeurs se répartissent quasi-ment à parité entre la gauche et la droite, n'a pas donné de consigne de vote. Si elle compte deux syndiqués parmi les neuf candidats -M= Arlette Laguiller et M. Pierre ment abstenus d'engager leur confé-dération. L'utilisation par le RPR d'une phrase louangeuse de M. André Bergeron (qui est tou-jours membre du PS) pour M. Chirac a été évitée de justesse, après bien des émotions...

M. Claude Pitous, qui est un des candidats à la succession de M. Ber-les pilotes et mécaniciens.

geron, est departant monte au creneau pour dénoncer dans FOHebdo, les « déviations incontestables » représentées par les signatures de responsables FO aux côtés de militants de la CFDT et de la FEN dans de « appels à caractres élections de « appels à caractres élections de « neurs de la caractres élections de « neurs de la caracla FEN dans des « appeis à carac-tère électoral » (en faveur de la gau-che). Il a saisi l'occasion pour réaf-firmer que « la voie contractuelle constituati la route la plus efficace pour aboutir, petit à petit, à la transformation de la condition sala-riale. » Autant dire que, quel que soit l'élu du 8 mai, FO ne changera pas de cap. pas de cap.

#### Pas de consigne

Même si la majorité de leurs adhérents votent pour l'actuelle majorité, la CGC et la CFTC se sont abstenues, conformément à leurs positions traditionnelles, de toute consigne électorale. Très critique envers M. Giscard d'Estaing en 1981, la CGC s'est contentée de publier dans Encadrement-Magazine les réponses de MM. Barre, Chirac, Lajoinie, Le Pen, Mitterrand et Waechter à aes trente-cinq questions. Tous, à l'exception du candidat du PCF, ont ratifié une bonne majorité de propositions de la CGC, M. Chirac no dépassant que d'une courte tête, M. Barre et M. Mitterrand. Tous ont rejeté sa revendication d'une cotisation sociale obligatoire pour

financer les syndicats...

M. Jean Bornard, président de la CFTC, a choisi la même méthode. La Lettre confédérale de la CFTC du 12 avril a publié sans commen du 12 avril a public sais commen-taire les réponses de MM. Barre, Chirac, Lajoinie, Bérégovoy, Jospin et Le Pen à quelques unes de ses propositions. Ainsi, M. Chirac s'est prononcé pour le « maintien d'une les principes, fixe les règles essen-tielles du jeu et définit les protec-tions fondamentales dont doivent bénéficier tous les salariés », à partir de laquelle « peut se développer la négociation contractuelle ». M. Bérégovoy, qui sait que la CFTC est très hostile à la nouvelle réglementation, se prononce pour une amélioration des procédures de licenciements économiques en s'inspirant « des pratiques en vigueur en les syndicats n'oublieront pas au lendemain de l'élection.

#### MICHEL NOSLECOURT.

• Un médiateur à Air Inter. -M. Claude Abraham, président de la Compagnie générale maritime (CGM) et ancien directeur général de l'avia-tion civile de 1976 à 1982, a été choisi par toutes les parties pour tenter una médiation dans le conflit d'Air Inter. En grève depuis dix semaines pour que les Airbus A 320 soient pilotés par trois hommes et constructeur, les navigants d'Air Inter se sont laissés convaincre par leurs instances syndicales que leur combat était sans issue. Ils ont donc mis fin à leur grève pour permettre una médiation destinée à trouver une solution honorable ausei bien pour la direction de la compagnie que pour

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS -



## **EUREQUIP**

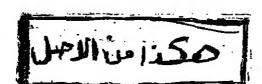
Après avoir conduit à terme la négociation avec le Groupe de La COMPAGNIE GÉNERALE D'INFORMATIQUE (CGI), maintenant actionnaire majoritaire, Sylvere SEURAT, fondateur du Groupe EURÉQUIP (1962), a décidé de mettre fin à ses fonctions de président tout en conservant son mandat

Sylvère SEURAT occupait ces fonctions depuis la création de la maison-mère en 1962. Durant ces vingt-cinq ans il a su conduire le Groupe au premier rang des sociétés françaises de conseil et lui donner une stature européenne par la création de filiales dans les pays limitrophes.

Robert A. MALLET, président de CGI, succède à Sylvère SEURAT comme président du Groupe EURÉQUIP. La nouvelle équipe de direction comprend deux directeurs généraux : Hervé SERIEYX, président d'EURÉQUIP S.A. et de GMV, filiales françaises du Groupe EURÉQUIP, ainsi que Bernard CHAPOT, directeur général de CGI.

A la suite de ce changement, le conseil d'administration est composé autour de Robert A. MALLET, de Bernard CHÁPOT, André DANZIN, Jacques DEBUISSON, Jean-Pierre DESCENDRE, Gérard NOUIS (représentant de la B.N.P.), Christian REDERON, Didier ROQUES, Hervé SERIEYX, Sylvère SEURAT, Christian VIALARD.

En 1987, le Groupe EURÉQUIP a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 100 millions de francs avec un effectif de 180 personnes. Outre EURÉQUIP S.A. et GMV, le groupe possède des sociétés filiales en Belgique, Espagne et Italie. Il assure le conseil de direction dans les principaux systèmes de l'entreprise : ressources humaines, production et communication; dans le marketing et la politique commerciale, ainsi que dans la stratégie générale.



Ces cinq séances se soldent sur un galo de 3,7 % sensiblement analogue à la performance de la semaine précidente (4 %). Toutefois, la progression n'a pas été uniforme. Après trois journées d'hésitation (+ 0,14 % fundi; - 0,09 % le lendemain; - 0,2 % mercredi), la Bourse a subitement accèléré son rythme à l'étomement général avec des progression de 1,62 % jeudi et de 1,47 % lors de la descripte compand à le company.

#### « Cardiaques s'abstenir »

« Les valeurs montent uniquement sur des bruits et non "Les vaieurs montent anoquement sur des bruits et non sur des critères fondamentaux », s'imquiétait un gérant de portefeuilles, soucieux du pen d'attention que portent ses confrères à la teusion sur les taux d'intérêt outre-Atlantique et à la morosité de Wall Street. A croire que les Atlantique et à la morosité de Waß Street. A croire que ses opérateurs se sont scindés en deux. Eux qui un moia plus tôt préchaient à l'unisson l'« optimime prudent » out finalement opté en grande majorité pour le seul optimisme, laissant la prudence à quelques rares intervenants. Et de conforter leurs espoirs au regard des performances de la

Le mois boursier s'est en effet achevé le 21 avril sur un Le mois toursier s'est en eriet acaeve le 21 avris sur un score positif de 3,77 %, effaçant le recul de mars. Ainsi, au terme de cette denxième Equisitation gagnante de l'année, les valeurs out progressé depuis janvier de près de 10 %. Elles n'ont cependant pas encore retrouvé leur niveau d'avant la crise surgie volts six mois. L'indice CAC, es clòturnat rendredi à 308, reste en descous de 16,6% de son

## 1974 - 1981 - 1988: les bégaiements de l'histoire

16 octobre et demeure inférieur de plus de 33 % à son plus hant historique atteint en mars 1987.

La semaine aura été rythusée par les évolutions du titre Compagnie du Midi. Dès lundi, l'italieu Generali annouçait détenir 13,61 % du groupe français d'assurances. Deux jours plus tard, via le journal 24 Oro de Milan, il iauçait une déclaration de guerre affirmant vouloir prendre le contrôle du Midi. Subitement, le groupe transalpin revenait sur ses propos, affirmant qu'ils avaient été mal interprétés. « Cardiaques s'abstemr », confiait un hauquier ce
jour-là en regardant, stupéfait, l'évolution erratique des
cours au fil des déclarations. Toutefois, le ramassage systimatique des actions se noursuivait (voir encadré). Une tématique des actions se poursuivait (roir encadré). Une course de vitesse pour la prise de contrôle du Midi semble être engagée entre Generali et le président du Midi, M. Pagéry, qui cherche des alliés... Vendredi, Paribas indiquait posséder 5 % du capital.

La persistance et l'ampleur de cette bataille boarsière out conduit de aombreux intervenunts à ressortir leurs fistes de valeurs « opéables », qu'ils avaient un temps lais-sées pour compte. Ils s'intéresseut aux firmes dont le capi-tel semble met contrôlé comme l'autronries de mésore de mai contrôlé, comme l'entreprise de négoce international SCOA, le groupe papetier Aussédat Rey, la Compagnie de distribution générale des eaux, les Tales de Luzemac, la chaîne hôtelière Accor et même... Paribas.

Les listes s'allougent chaque jour davantage, propoe-tionnellement aux annonces de rapprochement. Lundi 18 avril, le britannique Thorn Emi présentait son projet d'OPA amicale sur la firme de production de verre auto-mobile Holophane. Le leudemain, Bolloré et Elf Aquitaine parvenaient à un accord sur le devenir de l'entreprise de distribution de combustibles Rhiu Rhône. La Sofical du groupe Bolloré en prendra finalement le contrôle au prix de I 708 francs l'unité.

Ce sera ensuite au tour de Penarroya de confirmer 500 rapprochement avec l'allemnut Preussag. La nouvelle société s'appellera Metaleurop et sera cotée à Paris. Jeudi 21 avril, Matra annonçait son entrée à hauteur de 15 % dans le capital de la SAT « pour la protéger de couvoitises extérieures ». Bouygues, pour sa part, entrepresait d'absorber sa filiale Trois Quartiers sur la base de

#### Semaine du 18 au 22 avril 1988

18 actions Bonygues pour une Trois Quartiers. Enfin, les cotations de la société de nervies d'information financière Dufan étaient suspendues vendredi.

Les rapprochements et les spéculations sur d'éven Les rapprochements et les spéculations sur d'éventuels raids out au peu masqué la poursuite de la publication des excellents résultaits de 1987. Peugeot, malgré un doublement de ses bénéfices à 6,7 milliards de francs, n'a rencontré qu'une réaction mitigée. De même, L'Air Liquide avec une hausse de 12 % de ses résultats et son projet d'attribution grataine. Michelin, qui procédera également à une distribution de titres (voir encadré) a publié ses résultats à l'issue de la séance du vendredi 22 avril.

#### Vers une grève?

Le nouveau mois boursier de mai a débuté vendredi e nouvelle modernisation du marché. Deux classe avec une nouvelle modernisation du marché. Deux classes d'options (CGE et Accor) out été ouvertes sur le MONEP. (Marché des options négociables sur actions de Paris), portant à dix le nombre de classes. Cinq valeurs sout venues rejoindre le système CAC de optation assisté en continu. Ainsi, désormais 144 valeurs sont coffes directement sur écrar de 10 heures à 17 heures. A la fin du mois de juin, Pensemble des actions françaises du règlement measuel devraient être intégrées dans ce système, à l'exception de la douzaine de titres du MONEP qui seront mémories à la crife. égocies à la criée.

Parallèlement à cette modernis en œuvre le processus de réforme qui prévait l'ouverture du capital des sociétés de Bourse à des établissements financiers trançais ou étrangers. Ces bouleversements entrai-nent une transformation de la convention collective qui régit environ 7 000 salariés. En particulier sont remises en question les gratifications que reçolve en plut de leur 14,5 mois de salaires l'ensemble des personnels.

Ces « grattes », qui représenteraient eucore 9 à 9,5 mois de salaires supplémentaires en moyenne au titre de 1987 (contre 16,2 mois au titre de 1986), seraient supprimées. En contrepartie seralent instantés au comp par comp des relèvements de salaires allant de 17 % à 60 %. Ces com des relèvements de nalaires aliant de 17% à 60%. Cen propositions out entraîné une certaine contestation des salariés. Toutefois, mercredi, une assemblée générale des personnels de la Bourse s'est pronoucée pour une reprise des négociations. Mais, déjà, certains n'exchaitent pas d'entreprendre une grève. Le dernier mouvement portant aussi sur des problèmes de rémenération avait éclafé le 28 mars 1974 et avait paradysé l'ensemble des transactions pendant six semaines. La grève s'était achevée le 9 mai sur paracyced priste entre les deux tours de l'élection wieslun accord... juste entre les deux tours de l'élection prési-

Banques, assurances

Ball Équipement ... Bancaire (Cie) ....

Chargeurs SA ..... CFF ..... Eurafrance ..... Hémin (La)

Localrance Locindus

OFP .....

Snez (Cie Fin.)

Métallurgie

Alspi
Avious Dessault-B.
De Dietrich
FACOM

Fives Li Marine Wendel

Peuhoët
Peugeot SA
Sagem

Sagem Chitilion . . .

sociétés d'investissement

22-1-88 Diff.

849 + 17 859 - 8 390,50 - 3,50 1 229 + 15 416 + 1

+ 11 + 13 - 20 + 175 + 1

177 + 1 931 - 18 353,90 + 12,76 1128 + 33 255 + 22 235 + 2 168 - 3,80

22-4-88 Diff.

756 82,10 266,90 285,10 1 51 1 651 1 419 1 70,30 422 420 83,50 + 21 5,10 64 170,30 + 3,30 422 + 7 420 83,50 + 6,50

+ 12,90 + 65 + 75 + 21

269 412

DOMINIQUE GALLOIS.

22-4-88 Dilf.

Cours Cours 15 aveil 22 unit

-82 000

82 480 82 480 512

2 520 1 470

2 178

Nome de Velles titres cap (F)

Valeurs diverses

Accor

Essilor Burape 1 Hachette

Hachette L'Air liquide

L'Oréal
Navigation Mixie
Nord-Est
Presses Cité
Saint-Gobain

Or fin tidle an barral

— Udio en lingeti

e Piùce française (20 fr.)

Piùce subses (20 fr.)

Piùce lichire (20 fr.)

ce de 20 dollers . — 10 dollers . — 5 dollers .

- Groubles

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITES AV RM (\*)

MGdl ... 950 723 1 567 917 644
Pengeot ... 452 571 477 906 561
Gle des Eaux ... 303 234 329 334 832
Michelin B ... 1 267 186 241 684 052
Parikus ... 452 691 149 354 704
SAT ... 225 680 149 936 60
CUE ... 512 738 123 424 704
Saint-Gobsin ... 292 550 177 787 138
BSIN ... 29 019 116 768 068
EUF Aquitaine ... 405 050 115 605 675
Ansablat Rey ... 217 495 111 231 944
Thousan CSF ... 561 932 56 151 811

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

+ 28.8 Radio Totio. + 26.8 SCOA + 22.5 Locabul + 20 Générale consi. + 19.2 Presso Cini. + 15.5 Radioage

+ 15.2 Ingénico + 14 Va. Besses

BONS DU TRESOR

Séance du 22-4-88

Ples Costs Varieties (par/valle) salate Costs

92.28

- 92.26

Valent

(\*) Da isan Zi amil ..

Gascogne Tales Luzunic Olida et Cally

Nord Est ... Truezei .... dertechnion

Jan 38

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

### BOURSES ETRANGÈRES

**NEW-YORK** 

Ebranié le 14 avril par l'important déficit du commette extéricur et par la hause des prix de gros. Wall Street a tensé de remonter le courant dun un marché relativement peu soiff et serveux. L'indice Dow Jones a fiscuré de part et d'antre de la barre des 2000 pour terminer sur un gain de 1,17 point à 2015,09. La grogression des prix de détail en mars, le plus fonte depais celle enregistrée en janvier 1987, a actra le peur d'une finable de l'indiction. Toutefois, les analystes unt relevé comme éléments encourageants le fait que la Ebranië le 14 avril per l'important tefois, les analystes un resers comme efements encourageauts le fait que la Réserve fédérale y avait pas immuliatement resserve se politique du crédit et la stabilité apparente du délar. Vendech, une légère détente des tans e encourage une demande selective, ce qui a permis à l'indice de récopèrer les pertes subset depuis le début de la semisue.

	Course 15-avril	Cotect 22 mirel
Alices (ca-UAL)	43 73 1/4	46 1/4 96 3/8
ATT	263/4 461/8	27 1/6 45 5/8
Chase Man. Benk Du Post de Nemens	25	25 1/2 \$1.5/8
Eastman Koduk	435/8	46 1/2
Rord General Electric	45 1/4 48	453/4
General Motors	723/4 63	733/8
DBM	E14 1/8	113 3/4
Mobil Oil	463/4 585/8	45-7/8 55-3/8
Schlambarger Texaso Unios Carbida	357/8 483/4 223/4	23/4 23/4
USX Westinghouse	22 1/A	32 1/8 51.5/8
Xerox Corp	545/8	53 1/8

#### LONDRES. Hésitante

Le Stock Exchange a comm une fuit de plus une semanne d'hésitation et a cléturé son mois homiser sur une faible progression. L'escalade du conflit dans le Golfe et les craines d'une forte buisse sur le marché new yorksis, après les attaques américaines et transmuse comme plusions cibles parbolières dans octre région out peué sur la tendance. Le volume des transactions est desceuré. 462 + 27,50 559 + 25 2 166 + 26 580 - 11 1 045 + 56 Le volume des transactions est demend faible. Toutefois, les nombreuses remeurs d'OPA ont permis su march après le hacement d'une offre de 114 millions de livres du groupe électronique Peck sur ane antre firme de ce 
secteur. Debilier Les résultais encourageants de sociétés out été publiés, en 
particulier dess le domaine du hâtiment 
svec Taylor Woodsow et Contain Group.
Indice «FT» de 22 avril : industrielles, 1 411,6 (coatre 4 45,7) ; fonds d'Eint, 90,26 (coatre 91,26) et mines d'or, 205,7 (coatre 217,5) 255 + 1 25,50 + 2,50 410 - 110 418 + 29,50 600 + 20 718 - 7

	15 esta	Cours 22 avril
Beecham	460 384	459 383
Brit. Petrolouse	277 339	269 330
Charter Courtaulda De Beers (*)	357 10 3/4	354 19 1/8
Free Gold (*)	10.5/8	95/3 951
Gt Univ Stores	161/4	16 1/4
Remers	406	10 7/10
Umiever	461 162	168 1/
	39 27/32	20 1/8

atières p

हैरीया राज्य राज्य ।

the second second

the in the

41.1.2.

 $45\pi_{\theta} +_{\eta_{1}+\eta_{2}\eta_{3}}$ 

....

Company of the second

The state of the s

Transfer of §

the rice

\*\*\*

## FRANCFORT Piétinement.

La Bourse de Franctort a fait du serplace dans un marché sans affaires.
L'amportant déficit du commerce expérieur américain a continué de peser sur
la tendance. Deux autres factours out
lreiné l'amérit des investiscems : les
conditions de rachat, jugées insuffisantes, faites par Dainder-Renz aux
détenteurs de titres AEG, ainsi que
l'amouce par Poische de son intention
de supprimer au institéme de ses effectifs.

Indices de la Commerciant du

indices de la Commerzbenk du 22 avril : I 377,4 (conne l- 386,3)

	Cours 15 avail	Cours 22 svi
AEC BASE	236.80 246,90	205,76 246,36
Bayer	272	271
Commerzbank	239,80	238
Doutschebank	417,90	415.21
Hoeclest	259	255,90
Kerstadt	467	475 -
Mannesman	123	132.50
Siemens	355	349,50
Volkswagen	242.50	241,40

## TOKYO

Au-dessus des 27.000 Le Kabaro Cho a nettement pro-grend au cours de la demi-séance de samedi matin. l'indice Nikkei repassant la barre des 27,000 yens pour la pre-mière fois depuis le 14 avril. Le volume, a 466 de 470 millions de tirres pour la demi-séance, soutre 666 9 millions ven-dredi.

Indices thr 23 avril : Nikkei 27.058,37 (course 26893,57), général 2 166,99 (course 2173,80).

10 (10 )	Coars 15 avril	Cours 22 avz
Alaif Bridgestone Canon	633 3 416 1 298	621 1 520 1 270
tionda Motors Matsushita Flectric	3 370 1 790 2 790	3 360 1 800 2 710
Mitsubishi Heavy Sony Corp	747 5 548	-725 5-540 2-360

## Paribas vole au secours du Midi

Un coup de théâtre s'est produit connaître, conformément à la réglementation, que sa participation dans le capital de la Compagnie du Midi avait dépassé 5 %. Elle est probable-ment à plus de 6 %. Cela signifiait que Paribas, déjà actionnaire du Midi à 4,2%, se rangeait dans le camp français, jouant un peu le rôle du - chevalier blanc - dans la bataille contre l'offensive italienne, dont le signification réelle est de moins en moins claire. Le mercredi 20 avril, M. Enrico Randone, président de Generali, monsieur très caime et très doux de soixante-dixsept ans, semblait prendre le mors aux dents, déclarant à un quotidien milanais que l'objectif de son groupe était d'-obtenir le contrôle de la Compagnie du Midi -, affirmant êtra - décide à aller jusqu'au bout ..

Le lendemain, jeudi 21 avril, un communiqué du groupe de Trieste faishit machine en arrière, démentant toute volonté de prise de contrôle et demandant seulement un - accord de coopération -. Sa montéc de 9 % à près de 14 % dans le capital du Midi, effectuée à la fin de la semaine dernière, n'était, selon les Italiens, qu'un moyen de ne pas voir leur participation - diluée - par l'augmentation du capital surprise, placée, in extremis, par le Midi, ven-dredi en fin de matinée, en Europe. On a parlé de dissensions au sein de l'état-major de Generali, ce qui n'est pas démontré; d'une volonté de calmer le jeu », sous l'influence de est possible mais pas certain.

A la veille du week-end, toutefois vendredi 22 avril 1988 en fin de on trouvait, face aux 14% du Genejournée : le groupe Paribes a fait rali dans le capital du Midi et, soupconnent certains, aux 10 % achotés par des institutions «amies», le bloc des 37% dont M. Bernard Pagezy, PDG du Midi, est sûr; et un peu moias de 10% aux mains de la Caisse des dépôts et de Paribas.

Cette fois-ci, M. Pagezy, pris à la gorge, abat sa dernière carte, lance le troisième étage de sa fusée et met au point au moins deux scénarios de - projets -, avec des industriels ou des assureurs, pour constituer un début de « noyau dur », avec l'assistance éventuelle de banques proches du Midi, CCF, Paribas, etc., et de ses partenaires dans l'industrie. Ces scénarios sont encore à l'étude, mais un coin du voile a été levé avec la décision de Paribas et de son président, M. Michel François-Poncet, de se ranger, jeudi 21 avril, dans le camp du Midi, plusieurs grands investisseurs devant se trouver à ses côtés par la suite.

M. Pagezy a donc réussi à se donner un délai de grâce, mais une chose est certaine : de toute façon, il devra composer avec ses futurs «alliés», ce qu'il n'a jamais beau-coup aimé. C'est la dure loi de ce genre de conflit: on n'en sort jamais indemne. La physionomie de l'assu-rance française va se modifier d'ici peu de temps. En attendant, le cours de la Compagnie du Midi, qui, cette semaine, avait bondi de 1 610 F à plus de 1 800 F jeudi, est revenu en dessous de ce cours vendredi. Accalmie ou armistice? Un peu des deux, sans doute.

FRANÇOIS RENARD.

## Valeurs à revenu fixe ou indexé

	22488	D	icc.
10,30 %1975 PME 10,6 % 1976 8,80 % 1977 10 % 1978 9,80 % 1978	102,40 102,60 126,50 102,35 102	** ! * !	0,05 0,10 1,10 0,25 0,05
9 % 1979 10,80 % 1979 16,20 % 1982 16 % 1982	100,85 104,40 112,45 114,64 189,59	+++	0,45 0,20 0,88 0,24 0,11
CNE 3 % CNB bq. 5 000 F CNB Parities 5 000 F CNB Statz 5 000 F.	3 813 102,40 102,48	+ -+	3 0,05 0,03 0,03 0,03

#### Alimentation

	<b>-</b>	
	22-4-88	Diff.
Béghin-Say	403	+ 17.9
Bongrain	2 010	+ 20
BSN		+ 111
Currefour	2 250	+ 20
Casino	122	+ 9,90
Euromarché	2 465	+ 110
Guyenne et Gase.	523	
Lesieur	1 800	+ 39
Moët-Hennessy	1 840	+ 69
Nestlė	34 960	+2 160
Occidentale (Gle)	685	- 15
Olida-Caby	308	+ 36,50
Pernod-Ricard	716	+ 74 + 7
Promodès	1 289	+ 74
St-Louis-Bouchon .	999	+ 7

#### Bâtiment, travaux publics

	22-4-88	Diff.
Auxil d'entr	770	+ 22
Bouygues	790	~ 8
Ciments Français	918	+ 78
Dumez	500	- 12
GTM	443	+ 34
J. Lefebre	722	+ 30
Lafarge	1 163	+ 25
Maisons Phénix	47.50	+ 225
Poliet et Chausenn	470	+ 20
SCREG	558	+ 2

## Mines d'or, diamants

	22-4-88	Diff.		22-4-88	Diff.
faisons Phénix oliet et Chausson CREG	500 443 722 1 163 47,50 470 558	+ 29	Anglo-American Amgold Buf, Gold M. De Beers Drief, Cons. Genour Gold Field Harmony Randfontein Saim-Helena	95 496 101,80 59,50 62,20 92,80 91,50 44,50 627 51,50	- 1,16 - 3,45 + 2 - 4,10 - 1,60 - 13
GE-SB	27 45	+ 0.35	Western Deep	,200	- 10,50

#### LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) 20 avril 21 avril 22 avril 18 avril 19 avril 1 331 840 1766 636 1719396 RM .... 1071648 994 562 Comptant 9785 571 8 820 681 8848692 8 891 026 7 323 367 R. et obl 155032 223 187 220 998 136548 237 476 Actions . 8541 116 | 10373 519 | 11 688 755 10723120 10 200 150 Total ....

INDICE	SQUOTE	IENS (INS	EE base 100	, 31 décemi	bre 19
rançaises trangères	106,5 107,6	105,7 107,4	105,6 107,1	107,5 106,3	
•	OMPAGE	NE DES A	CENTS DE	CHANG	E

1	(1)	ase	100, 31	dé	embre	198	7)	_	
Tendance .								1	308
1	(	basi	100, 31	dé	embre )	981	)		
Indice gén. l	302,6	ł	301,2	ł	300,4	ŧ	109	-1	111,8

#### MATIF

Notionnel 10 % Cutation en pourcentage du 22 avril 1988								
COURS	ÉCHÉANCES							
	Juin 88	Sept. 88	D6c, 88	Mars 89				
Premier	-		-	-				
+ hast	102,85	101,95	101,25	100,80				
+ bes	102,55	101,70	101,19	100,65				
Denuer	192,78	101,75	101,25	180,88				
Compensation	102.70	101.80	101.25	100.80				

## Michelin: une gratuite pour dix

l'industrie française ? La liste des emreprises qui ont dégagé de copieux bénéfices, est déjà longue. Michelin est la demière à y ajouter son nom. Les comptes présentés par la « vieille » dame de Clermont-Ferrand sont de meilleurs si le dollar ne s'était pas rapidement déprécié (15 % vis-à-vis du franc français). Ainsi, presque étale pour la troisième année de suite à 46,94 milliards de francs (+ 1,3 %), le chiffre d'affaires du groupe aurait progressé de 22.6 % s'il avait été calculé dans cette monnaie. De même, figée à 5,06 milliards de francs, la marge brute d'autofinancement se serait accrue de 20,8 % en employant la même méthode. Mais l'amélioration de la rentabilité ne se mesure pas Qu'avec ces deux seuls indicateurs. L'augmentation des tonnages a globalement été de 6,2 %, ce qui, dans le pneu, est un taux élevé. D'autre part le bénéfice net consolidé (2,65 milliards de francs) a grimpé en flè-

1987, un bon eru pour che (+ 38,7 %), la part du ndustrie française ? La liste groupe (2,43 milliarde) s'accrolesant de 27,5 %. Mieux : après des années de déficits, la Manufacture est redevenue bénéficiaire : 125 millions de france (contre une perte de 54 millions en 1986). Elle aurait pu faire mieux si sa charge, pour la mise on couvre du plan social, n'avait été supérieure de 39 millions à la provision (342,2 millions) constituée à cet effet en 1986.

> Mais toujours chiche, Michelin n'est pas très généroux avec sas fixés à 2,20 F par action «A» partiellement amortie et par action 48%, at de 2,30 F par action «A» de capital. Ils sont à comparer aux dividendes de 20 F et 21 F respectivement versés pour 1986 avant division par dix de l'action de la compagnie, ce qui fait tout juste 10 % de mieux. Quand même, les actionnaires recevront une action gratuite pour dix, mais crée jouissance au 1ª janvier 1988.

## Un immense engorgement

rable la semaine passée sur le mar-ché international des capitanz. Plus d'une cinquantaine de transections nouvelles ont été annoncées pour un total, toutes monnaies confondues, supérieur à 6,5 milliards de dollars. Pour l'essentiel il s'est agi d'une mise à profit systématique par les eurobanques des possibilités d'arbitrage qui s'offraient à foison au travers des différents compartiments. On ne s'est en tout cas guère vraiment soucié des investisseurs que la remontée des taux d'intérêt à New-York rendaient prudents. Le résultat est un

Cartains marchés, comme celui du dollar anstralien ou de l'ECU, mettront du temps à s'en remettre. D'autres, comme celui du dollar canadien qui bénéficie d'un plus large intérêt de la part de grandes

Précisément à cause de la difficulté à y monter des transactions do swins, les compertiments des monnaies fortes d'Europe, deutschemark et franc suisse, sont demeurés à l'abri des excès qui se produisaient ailleurs. Quant au dollar des Etats-Unia, devise délaissée, elle n'a servi de support qu'à trois nouvelles émissions de type classique, toute d'une vie très brève, la plus longue étant de trois ans.

Comme s'il s'agissait de démontrer que l'élection présidentielle ne constitue en aucune façon un élément d'incertitude majeur sur la scène internationale, le retour des emprunteurs français bénéficiant de la garantie de la Républiques'est confirmé. La SNCF s'est adressée jendi-au compartiment de l'enrolivre sterling. Les conditions de son opération de 75 millions de livres no sauraient être plus tendues. Le coupon est de 9,125 % sur sept ans pour un prix d'émission de 100,375 %. Cela correspondait 2 son lancement à quelque 30 points de base seulement au-dessus du rendement des obligations gouver-

A titre de comparaison, Hydro Quebec, une aignature également très prisée par les investisseurs, n'avait réussi quelques heures plus tôt qu'3 s'assurer d'une marge de 41 points pour une transaction de même durée. Le produit de l'emprunt SNCF est «swapé» et l'émetteur disposera finalement de

de coupons de 7 %. L'un, sur trois ans, est offert à

#### Souverains et quasi-souverains

Contrairement à de nombreux autres pays européens, la France ne répond jamais à ses besoins d'emprants par une présence directe sur les marchés internatiomux des capitaux; elle le fait par le truchement de certaines de ses endances. Or sur quelques marchés, particulièrement sur celui du yen, une distinction assez sensible est établie entre l'approche directe dépendent de lui et bénéficient de sa garantie. En termes de rendement, il s'en faut de quelques points de base, une dizaine environ, pour une transaction classique. sur cinq ens.

Dans la conjoncture présente, marquée par la recherche de la plus grande qualité possible dans les investissements, il y a peu de chance que s'attenue cette préférence pour les empranteurs souverains par rapport aux quasi-

La distinction peut apperaître futile car objectivement la qualité de la dette est le même. Mais une telle attitude est difficile à corriger. En conséquence, il n'est pas toujours justifié de mesurer à la même aune les conditions d'un emprunt garanti par l'Etat français et celui d'un autre pays européen.

L'obtention de conditions plus avantageuses peut fort bien n'avoir d'autres raisons que celles qui sont liées au nom sous lequel se présente le débiteur. D'aucuns s'interrogent donc sur l'opportunité d'un recours direct de la République française à certains marchés. Cela n'empêche pas que, inversement, se multiplient les tentatives permetdéveloppement régional ont rencon-tré vendredi un succès immédiat en offrant deux placements privés de 150 millions de francs luxemboargeois chacun, tous deux munis

100,75 %; l'autre, sur quatre ans,

## tant aux grandes sociétés fran-

çaises du secteur public de se pro curer pour leur propre compte des fonds sains l'appui de la garantie de Port du succès qu'il a récem-ment remporté en deutschemaris, le Crédit lyonnais est le premier

lancer un emprunt subordonné en Suisse, un des rares marchés encore ouverts aux emprunts à long terme. Sa proposition est la suivante : 100 millions de francs suisses d'obligations d'une durée de douze ans, émises à 101 % et munies de coupons de 4.75 % L'opération, swapée contre des dollars à taux flottant, est très intéressante pour la grande banque fran-

Parmi les autres emprunteurs français de la semaine passée, la Compagnie du Midi a retenu l'attention en lançant une énorme transaction convertible pour un montant équivalent à pius de 5 milliards de français. L'opération est destinée à se protéger de la convoitise du groupe ita-lien Generali.

Elle consiste en deux tranches, l'une de 275 millions de livres sterling et l'autre de 330 millions d'ECU, toutes les deux émises sur dix ans. Les coupons sont respectivement de 3% et de 2,5% et les prix d'émission ont été fixés à 108%. Le prix de conversion sera de 1510 francs durant les deux premières années et de 1 800 francs par la suite.

CHRISTOPHE VETTER.

#### **LES DEVISES ET L'OR**

## La livre sterling en surchauffe

calme, qui faisait suite à l'agitation de la semaine précédente marquée per une rechute du dollar pour cause de déficit commercial américain, le seul fait saillant a été la reprise de la hausse de la livre sterling. Quant au franc français, il s'est très légèrement affaibli vis-à-vis du deutschemark sans, toutefois, que l'étranger exerce une pression quelconque comme certains le prévoyaient ou le redoutaient à la veille du premier tour du scrutin présidentiel.

La livre sterling, d'abord. Restée «sage» depuis la fin de la première semaine d'avril, après une seconde baisse du taux directeur de la Banque d'Angleterre, ramené à 8% contre 8,50 % (et 9 % le 17 mai dernier). la devise britannique a fait un bond soudain, le jendi 21 avril, sur deux nouvelles en provenance de Londres. La première concernsit la masse monétaire (dans sa définition MO), dont la croissance commen-çait à s'emballer, en dépit des affirment selon lesquelles cette croissance était - rapide, mais contrôlée ». Une brusque acc tion avait en lieu en mars (+ 0,8%), ce qui correspondait à un rythme annuel de près de 10% contre les 6% observés auparavant, ce dernier pourcentage aligné sur les objectifs fixés par les autorités monétaires.

De leur côté, les prêts bancaires ont augmenté massivement, progres-sant de 4,70 milliards de livres en mars, contre 2,61 milliards de livres en février 1988 et 2,47 milliards en mai 1987.

Ces deux nouvelles ont incité les détenteurs internationaux de capitaux à se porter de nouveau sur la devise britannique, car il paraît dif-ficile maintenant que la Banque d'Angleterre, face à un tel dérapage, preane le risque d'abaisser une troisième fois son taux directeur. Ce serait attiser la surchauffe.

On a même vu ladite Banque d'Angleterre, vendredi, faire en sorte que le taux d'intérêt à trois mois sur la livre soit relevé d'un quart de point à 81/4%, ce qui ne va pas calmer la spéculation sur la tous ses records, en fin de semaine, à 3,1630 DM, débordant le seuil fati-dique des 3,15 DM, qu'elle avait frôlé il y a une quinzaine de jours avant de revenir au-dessous de 3,14 DM. Voilà. Mª Thatcher est coincée entre la surchauffe et la surévaluation de la livre.

Sur les marchés, toutesois, bien qu'on juge attirante la monnaie britannique en raison à la fois des taux élevés pratiqués à Londres, de la bonne tenue des cours du pétrole et de la prospérité de l'économie du Royaume-Uni, on reste prudent, dans l'attente des résultats de la balance commerciale et de celle des peiements en mars. Ces résultats avaient été désastreux pour les mois de janvier et de février 1988. Pour les opérateurs avisés, il n'est pas prudent d'acheter de la livre à l'échéance de six mois, encore moins à celle d'un an. Mais la dynamique des marchés, souvent, ne s'embar-rasse pas de ces considérations.

#### Un réajustement iuntile mais nécessaire

la semaine dernière par un déficit commercial américain de 13,8 mil-liards de dollars, bien supérieur à celui qu'escomptaient les milieux financiers internationaux (entre 10 et 11 milliards de dollars), le « billet vert » s'est plutôt bien comporté pendant la période sous revue, améliorant même ses positions à la veille du week-end, malgré l'annonce d'une augmentation des prix de détail de 0,5 % aux Etats-Unis pour le mois de mars, faisant suite à une augmentation de 0,6% pour les prix de gros, annoncée le vendredi

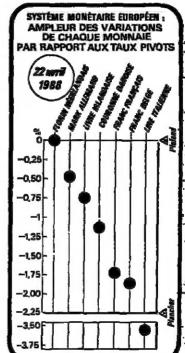
Sur des marchés très calmes, la devise américaine a, en effet, été soutenue par la tension dans le golfe Persique et les engagements mili-taires entre l'US Navy et les Iraniens. En outre, les déclarations de de la Réserve fédérale, suivant lesquelles la Fed avait ajunté sa politila croissance américaine, out été interprétées comme un prélude à un durcissement de cette politique; Elles ont joué aussi en faveur du dol-

En Europe, le calme a régné. Maleré l'approche de l'élection, qui aurait pu rendre nerveux les opérateurs, en France et surtout à l'étranger, le franc n'a pas vraiment faibli, le cours du mark à Paris ne marquant qu'une légère hausse, de 3,3925 F à 3,3960 F. Pour la période s'étendant après l'élection, de nombreux opérateurs pensent qu'un réaménagement du système monétaire européen (SME) pourrait interve-nir. L'Italie, dont la monnaie glisse lentement au sein du SME, y serait întéressée. Quant à la France, un tel réajustement scrait inutile, mais saire. Inutile, parce que les coûts de production français sont désormais identiques, et parfois infé-rieurs, à ceux des Allemands et qu'une dévaluation du franc ne donnerait pratiquement pas d'avantages aux industriels. Ainsi, M. Jacques Calvet, président du groupe Pen-geot, qui, avant mars 1986, dénon-çait la surévaluation du franc et les pertes essuyées sur ses ventes outre-Rhin, se déclare satisfait par les parités actuelles.

Mais un résjustement du SME; qui pourrait se traduire par une fai-ble réévaluation du mark (2 %) par exemple, serait nécessaire pour permettre à la Banque de France d'atténuer sa politique de taux élevés pour la défense du franc. Ainsi disparattrait le surcoût de deux points de taux d'intérêt, hors inflation, infligé à l'économie française au nom du maintien des parités.

#### FRANÇOIS RENARD.

ne vat vis de



### LES MATIÈRES PREMIÈRES

## L'ascension du zinc

modèles « sont les seuls protégés à 100 % par le zinc », ce n'est pas

encore le cas pour Peugeot (le tanx

Avec un peu de retard sur ses brillants cousins, le nickel et l'aluminium, vedettes du début de l'année an London Metal Exchange, le zinc de « couverture » atteint 67 %) qui connaît à son tour les délices de la fait pourtant figure de gros utilisshausse. En l'espace d'un mois et demi, les prix à Londres ont progressé d'une cinquantaine de livres pour s'établir, le 22 avril, à 572,5 livres la tonne. Particularité à signaler : les cours du métal au comptant sont supérieurs à ceux de l'échéance de livraison à trois mois. Cette situation dite de - déport » (1) traduit un certain manque de métal disponible dans

Quant aux prix producteurs (c'est-à-dire affichés par les princi-paux producteurs de zinc et publiés dans la revue officielle britaunique Metal Bulletin, ils ont été portés, le 14 avril, de 970 dollars à 1 000 dollars la tonne, alors qu'ils se situaient à sculement 870 dollars début jan-

Cette sensible amélioration traduit d'abord un regain de la demande, pour la sixième année consécutive, dans les secteurs de prédilection du zinc, à savoir l'automier secteur, l'usage des tôles et de structures galvanisées est loin d'avoir atteint son point de satura-tion. Si la société allemande Audi peut se vanter que ses derniers

PRODUITS	COURS DU 22-4
Colore L. g. (Louise)	1 198 (- 22)
Trois mois	Livres/10080
Alteninium (Losius)	1 135 (- 45)
Trois mois	Livres/tomas
Nickal (Leader)	15 650 (+ 1 300)
Trois mois	Dollars/tonne
Sacra (Pros)	1 349 (+ 25)
Août	France/tonne
Caff (Lorden)	1 063 ( 31)
Mai	Livres/tome
Cacao (Nes-Toti)	1 533 (+ 28)
Mai	Dollars/tosse
BS (Chicago)	315 (+ 2,4)
Mai	Cens/boissean
Mais (Change)	201,2 (- 1,4)
Mai	Cents/buisseau
Soja (Chicago)	195,48 ( 0,7)
Mai	Dollars/1. courte

Sur les toits de Paris

L'osses du zinc dans l'habitat n'est pas une nouveauté. La collecte des caux pluviales par des gouttières coulées dans co métal date d'un arrêté du baron Haussmann de 1862. Aujourd'hui, le zinc couvre 5 millions de mètres carrés à Paris. Chaque année, il conquiert 1 million de mètres carrés supplémentaires sur les toits de France et de Navarre, s'étend sur 13 000 km de gouttières - soit à peu près le diamètre de la terre - et sur 4 200 km de tuyaux de descente des eaux !

Une colonisation pacifique qui donne au zinc laminé la première place des métaux en feuilles utilisés dans le bătiment. Parce qu'il est malléable, facile à souder, et susceptible d'être teinté, ce métal accom-pagne et sert ansai l'architecture

Jusqu'à un passé récent, ces atouts du zinc étaient masqués par le fort déséquilibre du marché européen, qui tralmait comme un boulet un excédent supérieur à 200 000 tonnes. 1987 a vu cette attuation s'infléchir, les stocks mondianx détenus par les producteurs le terme.

Suits à l'information dounée par MATRA sur le placement à hauteur de 15 % que cette société vieut d'effectuer dans la SAT, la SAGEM, actionnaire

structure financière du groupe SAGEM

- une société bolding. COFICEM, détenue à plus de 20 % ses des plus

— une source houng. COPICEM, détenue à plus de 80 % par des salariés du groupe et des organismes les regrou-pant, dispose de 53 % des actions à druit de vote SAGEM,

- la SAGEM détient à ce jour 53,4 % des actions de sa filiale SAT.

Le reste du capital de SAGEM et de SAT, acciérés cotées au marché à règle-

diminuant de 70 000 tomes pour atteindre 360 000 tonnes, leur plus bas nivean depuis 1970.

Le rapprochement annoncé le 20 avril entre le français Pennaroya et l'allemand Preussag, qui uniront leur activité plomb-zinc au sein d'une nouvelle entité, Metaleurop, est de bon augure. Preussag stop pera dès juillet une unité de zinc de 50 000 tonnes. Le groupe ainsi constitué, avec une production de l'ordre de 340 000 tonnes, laisse emrevoir la possibilité d'un assainis sement au sein de la Communanté.

La firme belge Vieille Montagne et le suédois Boliden se joindront-ils à Metaleurop, qui se dit ouvert à un partenariat élargi ? Rien n'a encore filtré sur la constitution d'un éven-tuel quatuor du zinc. Ce projet d'entente avait failli aboutir en septembre dernier. En attendant, la consommation reste soutenue, en Europe mais aussi en Asie et au Bré-

An moment on l'aluminium, le nickel et le cuivre marquent le pas, le zinc apparaît comme le « joker » des non-ferreux.

ÉRIC FOTTORINO.

(1) En règie générale, les prix du comptant sont inférieurs à ceux du terme, ces derniers tenant compte des frais de stockage et d'intérêt de la matière première. On parle alors de «report». Le déport décrit la situation inverse de supériorité du comptant sur

ment mensuel, cat bien entendu ouvert pour des placements à des actionnaires minoritaires. De nombreux institution-nels font ainsi confiance aux sociétés du

Par autours, SAGSEM précise que les sociétés du groupe ont d'excellentes coopérations industrielles avec MATRA dans le domaine du guidage, infrarouge et inartiel, qu'elles réalisent pour les missiles tactiques MATRA. Elles ont au même titre d'importantes coopérations avec d'autres maîtres d'unove. Le compre SAGSEM eur alles de la correcte SAGSEM eur alles de la correcte SAGSEM eur alles de la correcte de la constant de la

groupe SAGEM a par ailleurs de nom-breuses activités sans intersection avec calles de MATRA.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

New-York	1,3570	_	17,5032	11,000	39,7572	485/1	33,2823	U,DEU
	1,2870	-	17,7462	72,9395	60,2847	2,8777	53,6913	0,8811
Paris	10.757	5,6840		410,84	339,55	16,240	302,74	4,5672
	18,6332	5,6350	-	411,01	339,25	16,2158	302,55	4,5702
Zprich	2,6186	1,3835	24,3483	-	\$2,6463	3,9528	73,6884	1,1117
	2,5871	1,3716	24,3301	-	82,5486	3,9453	73,6107	LIID
Franciore	3,1588	1,6740	23,4587	120,59	~	4,7828	19,1611	1,3451
	3,1363	1,6610	29,4765	121,15	-	4,7799	29,1812	1,3471
Seconda	66,845	35,00	6,1576	25,2981	289,86	_	18,6418	2,3123
	65,5733	34,75	6,1668	25,3465	203,21	_	18,6577	2,8183
Assistandam	3,5428	1,3775	33,0316	135,70	112,15	5,3642	-	1,5006
	3,5145	1,3625	33,4524	135,86	112,13	5,3597	-	1,5105
	2343.37	1244,58	228,95	377.53	74342	35,5571		
	2324,67	1233	218,81	899,34	742,32	35,4820	662,81	-
Tokyo	235,50	124,89	21,5563	94,2859	74,5520	3,5657	66,4713	0,1003
	233.20	123,50	21,9876	98,3720	74,5936	3,5455	66,5235	0,1005

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 18 AU 22 AVRIL

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

## Paris déconnecté

Est-ce qu'enfin la place de Paris passera-t-il si les taux longs montent voudrait bien se déconnecter de celle de New-York et est-ce que les opérateurs sur le MATIF consentiraient à ne plus prendre en compte, automatiquement, les variations de cours et de rendement des empronts... du Trésor américain à New-York et à Chicago?

En tout cas, cette semaine, tandis que le rendement de l'emprunt amé-ricain à trente ans continuait à mon-ter, passant de 8,95 % à plus de 9 %, les cours du MATIF affichaient un semaine précédente, à la violente remontée du rendement du trente ans américain (de 8,75 % à 8,95 %) sur le déficit commercial prix de gros outre-Atlantique, a 22 avril, après un petit fléchisse-ment à 101,75.

quoiqu'au Japon, à rendement égal, on préfère quand même le papier libellé en dollars. Mais que se

A New-York, Salomon Brothers 10,50 % d'ici à la fin de l'année, tandis que Morgan se contente de 10 % pour la même échéance, ceci en liaison avec une reprise de l'infla-

comportement jugé très satisfaisant. Le cours de l'échéance juin, qui avait déjà très bien résisté, la aggravé et une hausse de 0,6 % des réussi à progresser, passant de 102,20 le 15 avril à 103,70 le

Tout le monde à Paris serait donc redevenu optimiste, ou plutôt anes-thésié, pour reprendre l'expression des opérateurs? C'est aller vite en besogne. Certes, les milieux financiers français tablent sur une baisse des taux longs et courts d'ici à la fin de l'année, un mouvement que cerment du système monétaire européen. Ils notent le retour à Paris des investisseurs étrangers, qui trouvent très attirant le «papier» français,

voit le rendement de l'emprunt à trente ans du Trésor passer de 9 % à tion. En ce cas, la «french deconnection» tiendra-t-elle? Et la baisse des taux sur la place de Paris pourra-t-elle se faire?

#### Le sommeil de «la belle au bois dormant»

En ce qui concerne les émissions. l'activité a été réduite, « la belle au bois dormant » ne devant se réveiller que dans une quinzaine de jours, sui-vant les opérateurs. Cela n'a pas empêché la SNCF d'obtenir un excellent accueil pour son emprunt de 1,5 milliard de francs, relevé à 1,7 milliard de francs, en trois tranches à taux variable (TME), dont une de 700 millions de francs sur douze aus, avec des bons d'échange pendant onze ans, contre des obliga-tions à taux fixe (souche 8,80 %, 1987:2000).

A vrai dire, cet excellent accueil a été facilité par le fait que l'un des co-chefs de file, Indosuez, distillait le papier au compte-gouttes et que l'autre co-ches de sile, la Caisse nationale de crédit agricole, n'en donnait pratiquement pas, le réser-vant pour son réseau. De même, la laires s'est réservé le placement d'une deuxième tranche de 500 millions de franca, tandis qu'une troisième tranche, de 500 millions de " francs également, était « préplacée » par les soins de la BNP.

celui de 1 milliard de francs de la Société générale, sous forme «subordonnée» à intérêt trimestriel et à taux révisable, indexé sur le taux interbançaire offert à Paris (TIOP) à trois mois; et celui du Crédit agricole, 1,5 milliard de francs, à un taux fixe de 9,20%. La Caisse de refinancement hypothé-caire (CRFI) a adjugé 2 milliards de france d'obligations assimilables 8,50 % 1987-1999, grâce à une bonne demande étrangère, avec une réduction des ordres de 20 % pour un rendement moyen de 9,54 %.

La Banque de financement et de trésorerie à appelé 750 millions de francs en quatre tranches, dont l'une, de 250 millions de francs, est à taux fixe de 9,30 % et à taux réel de 9,51 %, à sept ans, dont deux sont indexées sur le TIOP et la dernière sur le TME. L'accueil a été conve-

En revanche, l'emprent de 1 mil-liard de francs à 9,40 % sur dix ans lancé par le Groupement du bâtiment et des travaux publics (GOBTP) est une «supercolle», une véritable «glu». Les réseaux de placement le boudent franchement et le «marché gris» lui inflige une décote de 2,40 % à près de 3 %, ce

## ÉTRANGER

- 3 La situation dans les territoires occupés.
- La visite de M. Shultz Moscou. 4 La réforme du code pénal et URSS.
- DATES

2 il y a dix ans : la coup d'Etat

#### POLITIQUE

5 Le meeting de M. Mitterrand au Bourget. 6 M. Chirac a consolidé son image dans is commu-

nauté juive.

6-7 Les propositions des trois principaux candidats

#### SOCIÉTÉ

- 9 Les ventes illégales de matériel sensible à LURSS.
- La cour d'appel et l'affaire Michel Droit.
- Un médicament contre l'aché mis en cause aux

- 10 Michael CONCALL - Théâtre : € Comme tu me veux », de Pirandello, à
- Communication : M. Balladur autorise la vente des Echos au groupe Pearson.

#### ÉCONOMIE Abonnements ..... 2

- 13 Les syndicats et l'élection - La réunion du comité yendollar.
- Le minitel tente une cée au Québac. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes, grands

#### MINITEL **SERVICES**

- e Election : faites vos pronostics ..... ELEC
- L'mo 24 h/24 . . AFP Tous les jeux do Monde . . . . JEJX
- FRADA CORTAL. 3615 Taper LEMONDE

#### Difficiles négociations à Beyrouth

### Les otages français n'ont pu être libérés à la veille du premier tour

Un avion immatriculé en Suisse et ayant amené les négociateurs français dans l'affaire des otages au Liban a quitté Beyrouth samedi 23 avril en fin de matinée sans les otages. Il était arrivé vendredi dans la capitale libanaise et avait passé la nuit à Chypre avant de revenir à Beyrouth. Cette même nuit, les rumeurs s'étaient faites de plus en plus insistantes sur une libération imminente.

de notre envoyée spéciale

Une tentative de dernière minute pour obtenir la libération des trois otages français - Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann, détenus depuis trois ans par le Djihad islamique. — a eu lieu dans la nuit du vendredi 22 au samedi 23 avril sans aboutir. L'avion des négociateurs français est reparti sans les otages.

La tension était, en effet, brusquement remontée vendredi à Beyrouth quand, venant de Larnaca, un Falcon 50 d'une société suisse s'est posé à 17 h 20 - fait inhabituel dans ce genre d'affaire - sur l'aéroport international de la capitale libanaise, situé dans le secteur musulman de Beyrouth. Quatre personnes en sont descendues, trois hommes et une femme blonde, immédiatement prises en charge par trois voitures des services de renseignements syriens, qui les ont conduites vers la ville. A 18 h 10, le Falcon 50 gardé en permanence par des soldats syriens, redécollait en laissant ses passagers sur place, pour se poser de nouveau à Larnaca. Interrogé par l'AFP, le pilote de l'avion a alors déclaré : - Nous sommes allés chercher les otages, mais il n'y en avait revenus passer la nuit lci. »

Des informations de plusieurs ources à Beyrouth indiquaient que avion transportait notamment M. Jean-Charles Marchiani, le négo-ciateur français, homme de confiance de M. Charles Pasqua, qui était apparu lors de la libération, en novembre dernier, de Jean-Louis Normandia et Roger Auque. Serait

#### LIBAN Voiture piégée à Tripoli quarante-neuf morts

Tripoli (Liban, AFP). -Quarante-neuf personnes ont été tuées samedi 23 avril et quatre-vingt-trois autres ont été blessées par l'explosion d'une voiture piégée à Tripoli, principale ville du Liban-nord, a-t-on indiqué de sources hos-

La voiture, une Mercedes 200, a explosé près du marché aux légumes, dans le quartier populeux de Bab Tebaneh, à une heure de grande affluence, et a provoqué en outre des dommages matériels très importants, a constaté le correspon-dant de l'AFP. Les forces syriennes

LONDRES

de notre correspondant

M= Thatcher sait faire marche arrière quand les circonstances l'exi-gent. Le gouvernement a annoncé, le

jeudi 21 avril, une hausse de plus de 15% du salaire des infirmières du secteur public. Celles ci avaient

observé le 3 février dernier une

observe le 3 levilei destre une ojournée nationale de grève», la première dans l'histoire de leur pro-

lession, mais n'avaient rien obtenu.

plus la « une » des journaux.

Le malaise persistait, mais ne faisait

M= Thatcher a choisi une solu-

tion élégante. Elle a approuvé jeudi sans délai les recommandations,

concernant les infirmières, d'une commission chargée de réévaluer l'ensemble des salaires des person-nels du service national de santé. Personne ne s'attendait à une telle

générosité de sa part. Le premier

ministre désamorce ainsi une vérita-

Les 487000 infirmières, sages-

ques risquaient, à tout moment, de faire une rentrée spectaculaire sur la

saire une rentree speciaculaire su la scène publique. Leurs salaires en début de carrière – environ 6000 F par mois – sont parmi les plus bas

L'augmentation de 15,3% n'est

teur a voulu récompenser en prio-

qu'une moyenne. Le cabinet conser-

ble bombe à retardement.

de la fonction publique.

avec lui M. Iskandar Safa, ho d'affaires libanais qui dirige à Paris la société Triacorps, dont le nom a été cité depuis mars 1986 dans l'affaire des otages. Immédiatement après cet atterrissage, l'accès de l'aéroport était interdit à la presse.

A Beyrouth, l'arrivée de cet avion déclenchait les rumeurs les plus folles, et de nombreux journalistes se massaient devant l'hôtel Summer land où a en lieu la libération de Jean-Louis Normandin et de Roger Auque. Les bommes des services de renseignements syriens étaient omniprésents dans les parages de l'hôtel. À I h 15 du matin, les journalistes et photographes qui stationnaient devant l'hôtel étaient resoulés à l'intérieur sans explication avec interdiction d'en sortir. La plupart des lignes téléphoniques étaient cous. Le mystère demeurait sur le pées. Le mystère demenue.
lieu où se trouvaient les négociateurs. La présence des voitures
unes à l'aéroport, près de l'hôtel, faisait supposer que les négo ciateurs pouvaient s'y trouver, mais ils ne sont apparus à aucun moment. L'ambassade de France à Beyrouth, pour sa part, affirmait tout ignores et, contrairement aux alertes précé dentes sur une éventuelle libération des otages, aucune voiture de la chancellerie ne se trouvait au Sum-Cette neuvelle agitation intervient

après une première rentative de libération qui aurait dû se produire, affirme-t-on de bonne source, il y a trois semaines. Mais celle-ci aurait été compromise par deux étéments. D'une part, lors de la bataille qui a opposé au début du mois d'avril les milices chiites Amal aux Hezbollah, intégristes chiites pro-iraniens, pour le contrôle du Liben sud, un des interlocuteurs hezbollah de M. Marchiani a été tué, et on peut penser que la défaite du Hezbollah n'a pas contribué à faciliter les choses. D'autre part, le détournement du Boeing koweitien a, lui aussi, perturbé les événements.

De très bonne source à Damas, on indiquait jeudi que les négociations avaient repris et que, jeudi toujours, les intermédiaires franco-libanais se trouvaient dans la capitale syrienne pour des contacts avec les service syriens chargés du Liban. Il semblerait donc que Paris, contrairement aux deux libérations précédentes, ait choisi cette fois de mettre la Syrie - dans le coup - pour le scénario d'une éventuelle libération, Damss n'étant pas partie prenante dans la négociation de fond.

FRANÇOISE CHIPAUX.

dans les services de soins intensifs

Pour celles-ci, la bausse est de l'ordre de 25%. Elle est de 13% pour les surveillantes. Les moins bien loties recevront tout juste l'équivalent du taux d'inflation.

Pour les infirmières assistant les

chirurgiens en salle d'opération, les

mesures annoncées jeudi signifient une augmentation de 1800 F par

mois. La prime spéciale accordée aux infirmières londoniennes est

également considérablement accrue.

Le gouvernement a décidé en même

temps jeudi d'augmenter les méde-cins et les deutistes de 7,9%, les

magistrats de 7,4% et les militaires

- Il s'agit d'un pas dans la bonne

direction », a déclaré le leader de l'opposition travailliste, M. Neil

Kinnock Le Labour a mené vigou-

reusement campagne ces derniers mois en faveur du service national

Le premier ministre a-t-il senti le danger? Sa décision d'augmenter

massivement le salaire des infir-

mières est intervenue en tout cus vingt-quatre heures après la publica-tion d'un sondage Gallup indiquant

que, pour la première fois depuis sopt aus, les travaillistes devançaient

conservateurs. Selon ces chiffres,

les travaillistes bénéficieraient de

41,5% d'opinions favorables et les

de santé.

GRANDE-BRETAGNE: désamorçant un conflit latent

Mme Thatcher accepte d'augmenter

les salaires des infirmières

### La tension en Nouvelle-Calédonie

## Les dirigeants du mouvement indépendantiste posent trois conditions à la libération des gendarmes

NOUMÉA

de notre correspondant

Les trois principaux dirigeants du mouvement indépendantiste de Nouvelle-Calédonie, MM. Tjibaou, Yeiwéné et Joredié, ont fait savoir, samedi 23 avril, que le « com-mando» du FLNKS qui détenait toujours vingt-sept gendarmes en otage dans l'ile d'Onvéa, pose trois conditions à la libération de ces hommes : le retrait de l'île des forces de l'ordre, l'annulation des élections régionales prévues ce dimanche 24 avril et la nomination d'un 24 avril et la nomination d'un médiateur par le président de la République et le premier ministre afin de «discuter d'un véritable référendum d'autodétermination». M. Jorédié, qui a pu établir un contact avec un émissaire des ravisseurs, a précisé que les otages étaient détenus en différents endoits dans des grottes de la forêt endroits dans des grottes de la forêt de Gossans, dans le nord d'Ouvéa et qu'il étaient . bien traités ». « La situation devrait se durcir », a-t-il ajouté en sonlignant que les comités de lutte du FLNKS s'étaient orga-

nists « sur plusieurs mois ».

M. Tjibaou a, pour sa part, rejeté la responsabilité des affrontements de vendredi sur le gouvernement et le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), en rappelant qu'en novembre 1986 une rencontre prévue à Paris entre luimême et le premier ministre avait été annulée par M. Chirac après qu'un jeune Européen eut été tué à Thio. « Si nous avions eu des discussions avec M. Chirac on n'en serait pas là aujourd'hai », a souligné le chel du mouvement indépendan-

A Ouvéa, les forces de l'ordre poursuivaient, samedi après-midi (heure locale), leurs recherches alim de localiser les différents groupes de ravisseurs. Parmi les renforts partis vendredi de métropole figurent une vingtaine de tireurs d'élite du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN).

Les autorités locales conservent un mutisme absolu sur les opérations en cours qui se déronient sans témoin, la presse étant tenue à l'écart et l'aérodrome de l'île étant interdit depuis la veille aux utilisaments de l'armée contrôlent ce petit aéroport qui n'accueille que des héli-coptères Puma et des avious Tran-

sall acheminant les renforts. L'île a été ainsi totalement coupés du monde jusqu'à ce que, samedi matin, les lisisons téléphoniques aient été rétablies.

#### Trois blessés à Canala

En réponse aux propos de M. Chirac, selon lequel le « com-mando » FLNKS d'Ouves sursit été composé d'hommes « bourrés de drogue et d'alcool », on fait observer, de source indépendantiste, que la colère des militants d'Ouvés a été accentuée par le rôle joné par l'armée dans l'organisation d'un meeting tenn dans l'ile par le sénateur RPR, M. Dick Ukerwé, le dimanche précédent. Cette réunion électorale avait bénéficié de l'appai logistique de deux Transall qui avaient transporté des danseurs et des gendarmes pour protéger les sympathisants de la majorité territo-riale.

déplacée sur d'autres communes de l'archipel. A Lifou et à Maré (îles Loyauté), plusieurs harrages indépendantistes out été édifiés et des bureaux de vote détraits. A l'onaribonen et à Hiemphène (côte est de la Grande-Terre), det incidents out éclaté lors de la dispersion par les forces de l'ordre d'attroupements indépendantistes. Les gendarmes out fait mage de granades lacrymogènes, et les mintants canaques out répliqué par des jets de pierres. Aucun blessé n'a été signalé. A Canala (côte est), une voiture a A Canala (côte est), une voiture a été incendiée, et des sources indépendentites locales indiqualent que des milicions du RPCR étalent arrivés dans le village. Trois d'entre eux ont été blessés par balles, samedi soir, su centre de la localité, au cours d'une embuscade tendue par des tirears incomus, alors qu'ils circulaient en voiture. L'un de ces milicious - d'origine mélantsieune - serait grièvement blessé. La situa-tion poureiit se dégrader davantage. moise 24 avril, à l'ouverture du scrutin régional.

43 100 1 15 1

عجوا وجوايا

guerra e de la 💌 🗪

main front in 1784

Spire to have

to the to M. No.

فلمها والمحاجد فهاد

many . The see

古 古山 电 山海

at the work of the

Sa to the mer a

But the react that

Sold and American

Lang on #

The management of the property

THE DISTRICT SHAPE

Charles of the season

製造物 マバル (連

WR 1507- 2 . .

信号数字で 。 27 大山

"implied many of the

Birth of The World

19 mg 10 mg

13 (20) 30

the same same

Trafficial value West Miller and Mill

The same of

See See See See

20 miles . 20 6

CHE ! E SP 4

The second

The state of the s

See Contract

1

The state of the s

Maria M

The same of

A TO SEE SEE STATE OF

A Real Street Contract

NAME OF THE PARTY

Mary many

The same

-

Section 5 th of

De la companya del companya de la companya del companya de la comp

and action of

Section 1. Section 1.

The state of the s

Actes as A rady

### M. Mitterrand: « On ne se libère pas en opprimant les autres »

vouloir rester silencieux ». Puis, il a ajouné: « Mardi soir, à Montpellier, je disais : dans cette campagne présidentielle, n'oubliez pas que le monde continue de tourner. Et je ne monde continue de tourner. Et je ne pensais pas que ce propos s'appliquerait à un petit bout de territoire, quelque pari où l'on s'affronte, où l'on se tue sous le drapeau de la République française. M'entendront-ils, là-bas, les uns et les autres? M'entendront-ils? La distance est si grande, et pas seulement celle des milliers de kilomètres, mais celle des esprits et des cœurs... La distance est si des cœurs... La distance est si grande, qui sépare des groupes, des collectivités, des voisins, des hommes et des femmes que j'ai pour charge, avant tout autre, de

protéger. » Je n'ai pas l'intention de porte occusațion contre qui que ce soit,

### **ÉTATS-UNIS** Le ticket

« vous intéresse ? »

Les deux candidats démo-crates Michael Dukakis et Jesse Jackson se sont retrouvés, le vendredi 22 avril, pour un débat à l'université de Pennsylvanie. A un journalists qui lui demandait s'il acceptarait d'être le colistier de son rival, le pasteur noir a répondu simplement que la course à l'investiture est loin d'être terminée. Michael Dukskis s'est tourné alors vers lui et lui s lancé : « Cela vous intéresse ? » Devant l'air surpris de son interlocuteur, le gouverneur du Mas-sachusetts a sjouté : « On en repariera. » il déclarera un peu plus tard qu'il ne considère pas le choix d'un calistier nair comme nuisible à ses chances de

Cette petite phrase de Michael Dukakis, qui avait toujours déciaré qu'il ne songesit pas pour l'instant à choisir un candidat à la vice-présidence, a com-cidé avec la publication d'un sondage réslisé par le journal USA Today et la chaîne de télévision CNN autorès d'un échantillon de neuf cents personnes. Le gou-verneur du Massachusetts remporte 45 % des intentions de vote contre 43 % au viceprésident George Bush. Mais en cas de « ticket » avec Jesse

#### Avant d'évoquer la situation en mais je demande le témolognage. On Nouvelle-Calédonie, vendredi soir ne se libère pas en opprimant les 22 avril au Bourget, M. Mitterrand autres. C'est une fausse liberté; et dans un pays civilisé, c'est de dire à chacun que l'enchaînement de la

violence est le pire, que mul ne peut plus jamais intervenir alors pour rétablir la paix dans l'esprit [...]. » J'adjure tous ceux qui m'enten-dent, si loin, de considérer qu'il est encore temps d'arrèter de toutes parts ce cycle-là ou périra naturel-lement une explorare une character. vivre en harmonie, une avancée vers le monde qui vient mais aussi, tout simplement, la vie quotidienne, avec ses meurtrissures. Je veux que ma voix aille jusque là-bas. L'avais écrit pour dire : attendez, attendez! Difficile d'être patient ; quand on souffre pour sol et quand on souffre pour les autres. Mais attendez ! Le ment viendra où il sera possible, sans passion excessive, sans secta-risme, sans esprit de système, d'arrêter la marche infernale et de

Le président de la République s conclu: « J'adresse cet appel en disant que la sagesse sera du côté de ceux qui uniront leurs voix pour apaiser les colères et les haines. Chacun croit la sienne justifiée. Mais qu'on laisse le temps à la République française d'aborder le temps qui vient, pour proposer les chemins qui conviennent. Je ne puis supporter, pour ma part, qu'à l'heure où nous perlons et où, nous, nous nous réjouissons d'être ensemble, je ne puis supporter ce malheur de nos frères. »

## M. Chirac: «Sauvagerie et barbarie»

M. Chirac, qui était, vendredi soir 22 avril, l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde », a notamment déclaré : « Je suis consterné par cette sauvagerie, par cette barbarie prises pour faire en sorie, d'une prises pour jaire en sorte, a une part, que les gendarmes qui sont retenus soient libérés — je pense qu'ils le seront rapidement — et, d'autre part; que les assassins soient déférés à la justice; cela va de soi. J'ai pris toutes les dispositions nécessaires pour que l'ordre et la justice règnent en Nouvelle-Calédonie comme sur l'ensemble du territoire national.

• (...). Je ne crois pas que l'on puisse parier vraiment du FLNKS, lequel n'a cessé depuis deux ans de voir diminuer à la fois ses membres et son audience. Je pense qu'il s'agit surtout de la fraction la plus extremiste, la plus terroriste, car il s'agit bien de terrorisme, du FLNRS, qu'on appelle le PALIEA et le FUIE, des groupuscules qui sont extrémement violents et qui se ratifcalisent au fur et à mesure que le FLNKS est en voie de disparition

» D'autre part, je regrette que le Parti socialiste, notamment par l'ensemble de ses représentants qui sont alles en Nouvelle-Caléd ait toujours en une attitude. d'encouragement au FINES :-laquelle ne pouvait pas manquer d'avoir des conséquences de cette nature et que j'ai condamnée.

» Alors, ne me parlez pas de mises en gurde venant de M. Milter-rand, car, naturellement; je récuse leur bien fondé. Interrogé sur la décision prise de faire colocider la date des élections

régionales et le premier tour de l'élection présidentielle le premier ministre à répondu que la nouvelle loi « préropait le vote pour les trati-tutions dimensile prochaîn »;

M. Chirac a a e.: +.Le 3 A. Chirac à ajonte : «Le stant que nois avois fait voter se substi-tue au stant qu'on avait appele stant Pisan », cer homme qui a fait tout de mal à la Nouvelle-Calédonie. Ce statut est beaucoup Calèdonie. Ce statut est beaucoup plus apte à répondre aux problèmes spécifiques, des différentes ethnies culédoniemes que celui qui l'a précédé [...]. Je ne sais pas ce qu'on peut faire de plus ni au nom de quoi M. Mitterrand veut aujourd hui après avoir changé une nouvelle fois d'aviz en ce qui concerne l'indépendance — je m'en réjents — encore améliorer ce spaiut après avoir himème donné son aval un siaut autérieur, lequel était beaucoup plus dur en ce qui concerne l'ethnie mélantifique en Calèdonie. Enfin, il n'est pas question pour mot de laisser une minorité, une petite minorité dans la République, imposer sa lei.

Critiquant vivement la politique menée sur le territoire de 1981 à 1986 par les aocialistes. M. Chirac a noisamment affirmé: - Dans cette période socialiste, il y a eu trente-deux morts, des centaines de blessés, dont certains restent invalides, des dixaines et des dixaines de femmes violées, des centaines de maisons, de fermes ou de biens attaqués, pillés. Nous avons trouvé en mars 1986 la Calédonie dans une situation de guerre-civile. Beausituation de guerre civile. Beau bilan qui, permetter mot de le dire, n'autorise pas ceux qui en portent la responsubilité à donner des

### M. Raymond Barre: «A la semaine prochaine!»

"Au revoir et à la semgine pro-chaine! "C'est ainsi que, le ven-dredi 22 avril après-midi; le candi-dat Raymond Barre a pris congé — provisoirement — des journaistes qui avaient suivi sa campagne élec-torale. A ceux qui lui ont demandé s'il en était satisfait, M. Barre a répondu avec un antre large sourire: "Pourquoi ne seruis-le pas satis-- Pourquoi ne serais-je pas satis-fait? - Mais pas question d'obtenir de lui le moindre commentaire sur les événements de Nouvelle-Calédonie: « Laissez-mol terminer ma campagne avec la formation professionnelle, laissez au professeur le plaisir de conclure sur l'investissement humain ! »

Pour sa dernière ligne droite avant le premier tour, l'ancien pre-mier ministre avait choisi de vigiter cas de « ticket » avec Jesse
Le premier ministre a-t-il senti le
ger ? Sa décision d'augmenter
sivement le salaire des infirnettement l'avantage avec 42 %
des intentions de vote contre
49 % à George Bush. — (Reutour sondage Gailup indiquant
pour la première fois depuis
ans, les travaillistes devançaient
conservateurs. Selon ces chiffres,
travaillistes bépéficieraient de
6% d'opinions favorables et les
servateurs de 40,5 %.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Cas de « ticket » avec Jesse
Jackson, Michael Dukékis perd
nettement l'avantage avec 42 %
des intentions de vote contre
a rondissement de Paris, géré par la
Chambre syndicale des entreprises
d'équipement électrique, et subventionné par le conseil régional d'Îlede-France, qui forme quelque six
cents jennes à des CAP et à des baccalauréats professionnels depuis la
loi de 1987 favorisant l'apprentissage. Une manière de souligner
l'exemplarité de l'euseignement
privé décentralisé, comme il l'avant
fait le mercreti précédent en se ren-

dant dans un lyoée catholique (le Monde du 22 avril). « 99% de ésex qui terminent ici leurs études sont employés », a appuyé M. Barre-en se félicitant de l'alternance. écoleentreprise pratiquée dans les CFA, de la egestion directe par la profes-sion», qui permet d'adapter la for-mation aux besoins, et de mettre à disposition des élèves les matériels les obse évoluée les plus évolués.

«En France, on n'e pas fait d'effort suffisant en matière a ejjort sujitant en mattere d'apprentissage, de formation pro-jessionnelle, et de liaison avec l'emploi, 24-il déclaré. Je repars convaincu que dans les dix pro-chaines années, nous devrons don-ner une formation adaptée aux jeunes. S'entretenant avec les responsables patronaux et les ensei-gnants, serrant les mains des jeunes apprentis cu bleu de travail sons le regard des caméras, M. Barre les a félicités pour la « tenue impeccu-ble » de l'établissement. « Je souffre beaucoup de voir des établissements. d'enseignement dans une tenue fort déplorable, à déclaré le professeur candidat, décochant au passage un petit coup de griffe à l'éducation nationale, que l'on avait presente cubilé. presque oubliée.

• PANAMA : démission de huit ministres. — Huit ministres, sur les douze que compte le gouverne-ment paramilier ont présenté, le van-dradi 22 avril, leur démission au pré-sident Manuel Solis Palms affir que le gouvernement puisse meus affronter la crise politique et économique qui frappe le pays, a-t-on sporis de source officielle...... (AFP, Reuter.)

. From morte dens une avaimoth. - Une avelenche a causé la mort de trois akieurs, le vendred 22 avril, dans le massir de l'Oisens. au-dessus de La Bérarde (Isère). L'une des victimes est un prêtre de cinquarte aris, l'abbé Georges Alfo-resus curé de Le Grave (Hauses-Alpes), qui était per alleurs malure-chien seuveneur diplômé.

